

**ENITA de Clermont-Ferrand**

**MEMOIRE DE FIN D'ETUDES D'INGENIEUR**

**ANALYSE DES CONFLITS D'USAGE  
A TRAVERS LA PRESSE QUOTIDIENNE REGIONALE  
A LA REUNION**

**Odile POUTAREDY**  
**Agriculture Et Territoire**  
**2007**



# ENITA de Clermont-Ferrand

## MEMOIRE DE FIN D'ETUDES D'INGENIEUR

### ANALYSE DES CONFLITS D'USAGE A TRAVERS LA PRESSE QUOTIDIENNE REGIONALE A LA REUNION

Mémoire présenté par :  
**Odile POUTAREDY**

Encadrement :  
*Monsieur William's DARÉ, Maître de stage*  
Sociologue, chercheur – CIRAD Réunion

*Monsieur Philippe JEANNEAUX, Tuteur pédagogique*  
Maître de conférences, département Territoire et Société ENITA

**Mémoire soutenu le 24 Septembre 2007**  
**A la Direction de l'Agriculture et de la Forêt de St-Denis de la Réunion**



*L'ENITA Clermont-Ferrand n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce rapport ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.*

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes sans qui la rédaction de ce mémoire n'aurait pas été possible.

Je remercie très sincèrement mon maître de stage M. William's DARE pour le temps, la patience dont il a fait preuve pour m'encadrer.

Je remercie aussi Mme Sigrid AUBERT et M. Guy SIGNON sans qui ce stage n'aurait jamais eu lieu.

Je remercie également mon tuteur pédagogique M. Philippe JEANNEAUX pour ces conseils avisés et le temps passé aux corrections.

Merci aussi à toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à cette étude :

- Nicolas pour la réalisation des cartes,
- Les conservateurs de la bibliothèque universitaire et de la médiathèque,
- Ségolène qui a toujours été disponible pour répondre à mes interrogations concernant la base de données d'Andycote,
- Manuela pour ses lectures et conseils avisés,
- Sébastien, mon collègue de bureau,
- Roland, mon ancien instituteur pour sa relecture,
- Et les autres du CIRAD ou d'ailleurs qui ont rendu ce stage agréable. Je pense en particulier à Josie et à Françoise.
- Merci aussi à Sylviane et MÉRIL LOREE.

Je remercie aussi les personnes qui se sont chargées de la reproduction de ce document en métropole : le service de reprographie de l'ENITA.

J'ai aussi une tendre pensée pour ma famille qui m'a toujours soutenue. Je pense à Thierry qui a toujours été à mes côtés, à ma mère et ma sœur pour leur écoute et leur appui.

## AVANT PROPOS

Cette étude a été réalisée lors de mon stage de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur des travaux agricoles à l'ENITA de Clermont Ferrand en option Agriculture Et Territoire. Le stage de fin d'études a pour objectif de nous immerger dans le monde professionnel. Cette étude qui traite des conflits de territoire, s'inscrit dans le programme « blanc » de l'ANR (Agence National de Recherche) « ANalyse des DYnamiques de CONflit dans les Territoires de France : Andycote » qui a débuté depuis 2006 en France hexagonale. Cependant les chercheurs de plusieurs organismes participant à ce projet de recherche avaient, déjà lors de travaux antérieurs, traité des problématiques conflictuelles. Andycote rompt avec la vision traditionnelle des recherches actuelles sur le conflit qui se focalisent sur leur résolution en cherchant d'abord à les caractériser (les modes de résolution n'étant qu'un aspect de cette caractérisation)

Ce programme interdisciplinaire est, actuellement mis en place, sur onze terrains test par plusieurs organismes publics (CEMAGREF, CNRS, CIRAD, ENGREF, ENITAC, INA-PG et des universités). Ces terrains ont été choisis pour leur degré de conflictualité important et leur représentativité de la diversité des paysages nationaux (espaces urbains, périurbains et ruraux ; sud, nord, est et ouest ; zone métropolitaine et d'outre mer, zone à très forte démographie ou peu peuplée...).

A l'Ile de la Réunion (territoire de notre étude), ce projet est mené par une équipe du CIRAD Réunion<sup>1</sup> (Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement). Cet institut est structuré autour de trois grands pôles de recherche :

- La qualité des productions agricoles et alimentaires tropicales (KAPPA)
- Le risque environnemental, agriculture et gestion intégrée des ressources (REAGIR)
- Et la Protection des plantes (3P)

L'étude ANDYCOTE est portée à la Réunion par des membres de l'unité de recherche Gestion des ressources renouvelables et environnement (GREEN) insérée dans l'équipe Gestion des ressources naturelles et des territoires (GERT) du pôle REAGIR. L'équipe pluridisciplinaire GERT regroupe des chercheurs en sciences sociales (anthropologue du droit, géographe, sociologue) et en sciences de la nature (écologue modélisatrice). Elle a pour objet de recherche les dynamiques d'occupation du territoire par les activités anthropiques (agriculture, élevage, urbanisation) et les processus de gestion de l'espace et des ressources naturelles renouvelables (biodiversité et eau) en particulier aux interfaces agriculture-ville et agriculture-milieus naturels protégés. Elle travaille à l'analyse des interactions entre dynamiques sociales et dynamiques écologiques.

---

<sup>1</sup> [http://www.cirad.fr/reunion/cirad\\_reunion](http://www.cirad.fr/reunion/cirad_reunion)

# TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS .....	4
AVANT PROPOS .....	5
TABLE DES MATIERES.....	6
LISTE DES CARTES.....	8
LISTE DES FIGURES .....	8
LISTE DES GRAPHIQUES .....	8
LISTE DES TABLEAUX.....	8
LISTE DES ABREVIATIONS.....	9
ABSTRACT .....	11
KEYS WORDS .....	11
PARTIE INTRODUCTIVE.....	1
<b>I. LE CONTEXTE DE LA RECHERCHE : L'ILE DE LA REUNION, UN TERRITOIRE CONFLICTUEL</b>	<b>1</b>
1. UNE ILE PROPICE AUX SITUATIONS POLEMOGENES.....	1
1.1 <i>Un patrimoine exceptionnel</i> .....	1
1.1.1 Un territoire insulaire.....	1
1.1.2 ...aux conditions naturelles hostiles, .....	1
1.1.3 ...au patrimoine naturel exceptionnel .....	1
1.1.4 ...présentant une histoire sociale singulière .....	3
1.2 <i>Des usages multiples et imbriqués du territoire</i> .....	3
1.2.1 Différents usages du territoire.....	4
1.2.2 Un usage résidentiel en croissance lié à une forte pression démographique .....	4
1.2.3 La dynamique des usages productifs.....	5
1.2.3.1 La production agricole menacée...mais nécessaire .....	5
1.2.3.2 La production halieutique en croissance.....	6
1.2.3.3 Les autres activités de productions concentrées dans le littoral Nord et Ouest.....	6
1.2.4 Le poids économique de l'usage récréatif.....	7
1.2.5 Des usages de conservation multiples.....	7
1.3 <i>Une organisation institutionnelle en évolution face à des enjeux majeurs</i> .....	8
1.3.1 Une imbrication institutionnel pour l'aménagement du territoire .....	8
1.3.2 Une île confrontée à d'importants enjeux .....	9
2. LE CONFLIT D'USAGE : UN « MAL NECESSAIRE » A L'ORGANISATION DU TERRITOIRE .....	10
2.1 <i>Du conflit au conflit d'usage</i> .....	10
2.2 <i>Les différents modes d'engagement possibles</i> .....	10
2.3 <i>Les effets des conflits sur l'organisation du territoire</i> .....	11
3. LA PROBLEMATIQUE DE NOTRE ETUDE.....	12
<b>II. DE LA COLLECTE DES ARTICLES A LA CARACTERISATION DES CONFLITS.....</b>	<b>14</b>
1. LA COLLECTE DES ARTICLES .....	14
1.1 <i>Les caractéristiques de la PQR à la Réunion</i> .....	15
1.1.1 L'histoire de la PQR à la Réunion .....	15
1.1.2 Les spécificités de la PQR réunionnaise .....	15
1.2 <i>Le J.I.R : notre source pour matérialiser les conflits</i> .....	16
1.3 <i>L'archivage des articles</i> .....	16
1.4 <i>Le tri des articles</i> .....	16
1.5 <i>L'analyse critique de la PQR</i> .....	17
1.5.1 Les intérêts de la PQR dans notre étude.....	17
1.5.2 Les limites de la PQR dans notre étude.....	17
2. LA CARACTERISATION DES CONFLITS .....	18
2.1 <i>La base de données d'Andycote</i> .....	18
2.2 <i>Le traitement des données</i> .....	19
2.2.1 Le traitement statistique.....	19
2.2.2 Le traitement cartographique .....	19
3. LES LIMITES ET AMELIORATIONS POSSIBLES.....	19
3.1 <i>Une prise en main difficile</i> .....	20

3.2	<i>Des variables peu adaptées au contexte réunionnais .....</i>	20
3.3	<i>Des analyses restreintes par la qualité de l'information recensées.....</i>	20
3.4	<i>Une période de dépouillement trop courte.....</i>	20
3.5	<i>La PQR : une source subjective.....</i>	21
<b>III.</b>	<b>DES CONFLITS : « MIROIRS » DE LA SOCIÉTÉ RÉUNIONNAISE ET DE SON ÉVOLUTION .....</b>	<b>22</b>
1.	DES ARTICLES AUX CONFLITS.....	22
2.	DU CONFLIT D'USAGE AUX ENJEUX DE TERRITOIRE.....	23
2.1	<i>Une répartition géographique inégale des conflits.....</i>	23
2.2	<i>Des conflits reflétant des enjeux territoriaux.....</i>	24
2.3	<i>Une opposition entre les acteurs de la société civile et les décideurs publics .....</i>	26
2.4	<i>Des modes d'actions encore « individualistes » .....</i>	27
2.5	<i>Des échelles d'action très localisées .....</i>	28
2.6	<i>Bilan de notre analyse générale.....</i>	28
3.	DES CONFLITS « EMBLEMATIQUES » INFLUENÇANT LA GOUVERNANCE TERRITORIALE.....	29
3.1	<i>Un conflit récurrent à la Réunion : la gestion et l'aménagement de la Route du littoral .....</i>	29
3.1.1	<i>Une route soumise aux caprices de la nature .....</i>	29
3.1.2	<i>Des conflits mettant en cause la responsabilité des pouvoirs publics.....</i>	30
3.2	<i>Le conflit emblématique de l'année 2006 : la gestion de l'épidémie de chikungunya.....</i>	31
3.2.1	<i>Le chik, un seul moyen de lutte : combattre les gîtes larvaires .....</i>	31
3.2.2	<i>Les conflits à propos du chik .....</i>	32
3.3	<i>Une solution controversée de la gestion des déchets : la construction d'un incinérateur.....</i>	34
3.3.1	<i>L'incinérateur : une volonté des autorités .....</i>	34
3.3.2	<i>L'incinérateur : une opposition locale / nationale .....</i>	34
3.3.3	<i>L'élimination des déchets vers une décision concertée ? .....</i>	35
3.4	<i>Bilan de nos études de cas .....</i>	36
	<b>PARTIE CONCLUSIVE.....</b>	<b>37</b>
	<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>39</b>
	<b>ANNEXES .....</b>	<b>42</b>

## LISTE DES CARTES

Carte 1 : Localisation de la Réunion.....	2
Carte 2 : La tâche urbaine à l’Ile de la Réunion.....	5
Carte 3 : Le parcellaire agricole réunionnais.....	6
Carte 4 : Répartition géographique des entreprises réunionnaises.....	7
Carte 5 : Les zones naturelles soumis à réglementation.....	8
Carte 6 : Les intercommunalités et les communes à la Réunion.....	9
Carte 7 : Les infrastructures routières.....	9
Carte 8 : Localisation géographique des conflits par commune.....	23
Carte 9: Répartition géographique des conflits suivant l’espace support.....	23
Carte 10 : Localisation des conflits et nombre d’habitants par commune.....	23

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Les effets du relief sur le climat.....	2
Figure 2: Méthodologie de l’étude.....	15
Figure 3 La nomenclature des articles au sein la base Andycote.....	16
Figure 4 : Les étapes de la saisie des informations obtenues par le dépouillement de la PQR.....	18
Figure 5 : La dynamique conflictuelle à propos du projet d’incinérateur.....	35

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution de la population réunionnaise de 1982 à 2004.....	5
Graphique 2: Répartition mensuelle des articles recensés.....	22
Graphique 3: Nombre d’articles par conflit.....	22
Graphique 4 : Répartition des acteurs suivant leur type.....	26
Graphique 5 : Répartition des acteurs suivant leur type et leur position dans le conflit.....	26
Graphique 6: Répartition des acteurs suivant leur type, leur usage et leur position dans le conflit.....	27
Graphique 7: Répartition mensuelle des articles concernant la route du Littoral en 2006.....	30
Graphique 8: Répartition des acteurs dans les conflits de la Route du Littoral suivant les types, leurs positions et l’objet du conflit.....	30
Graphique 9: Répartition mensuelle des articles ayant pour thème le chikungunya.....	32

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Une biodiversité importante et un endémisme exceptionnel.....	3
Tableau 2 : Répartition des conflits suivant leurs thèmes et leurs objets.....	24



## LISTE DES ABREVIATIONS

### A

A.C.C.I.D.O.M : Association Citoyenne Contre l'Incinération des Ordures Ménagères  
A.D.R : Alternative Dispute Resolution  
Andycote : ANalyse des DYnamiques de CONflit dans les Territoires de France  
A.N.R : Agence National de Recherche

### C

CCSud : Communauté de communes du Sud regroupe les communes de Les Avirons, L'Entre-Deux, Saint-Joseph et Le Tampon  
C.E.T : Centre d'Enfouissement Technique  
CEMAGREF : Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement  
CINOR : Communauté intercommunale du Nord de la Réunion regroupe les communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne,  
CIRAD : Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement  
CIREst : Communauté Intercommunale Réunion Est regroupe les communes de Bras-Panon, La Plaine-des-Palmistes, Saint-André, Saint-Benoît, Sainte-Rose et Salazie  
CIVIS : Communauté Intercommunale des Villes Solidaires regroupe les communes de Saint-Pierre, Saint-Louis, Cilaos, Petite-Ile, L'Etang-Salé et Saint-Philippe  
CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique  
C.S.D.U : Centre de stockage des Déchets Ultimes  
C.V.E.D : Centre de Valorisation Energétique des Déchets

### D

D.D.E : Direction Départementale de l'Équipement  
DIREN : Direction Départementale de l'ENvironnement  
DOM : Département d'Outre Mer  
DRASS : Direction Régional d'Actions Sociales et Sanitaires

### E

ENGREF : Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et Forêts  
ENITAC : École Nationale d'Ingénieurs des Travaux Agricoles de Clermont-Ferrand  
ENS : Espace Naturels Sensibles

### G

GAC : Groupement d'Actions Citoyennes

### I

ICPE : Installations Classées Pour l'Environnement  
INA-PG : Institut National d'Agronomie Paris-Grignon  
ILCI : Instance locale d'information de concertation  
INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques

### J

JIR : Journal de l'Ile de la Réunion

### M

MARC : Modes Alternatifs de Résolution des Conflits  
MARL : Modes Alternatifs de Résolution des Litiges  
MARD : Modes Alternatifs de Résolution des Différends

### N

NIMBY : Not In My Back Yard : pas dans mon jardin plutôt chez le voisin

### O

O.M.S : Organisation Mondiale de la Santé

## **P**

P.C.R : Parti Communiste Réunionnais

P.D.E.D.M.A : Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés

PLU : Plan Local d'Urbanisme

POS : Plan d'Occupation des Sol

PPR : Plan des Prévention des Risques

PQR : Presse Quotidienne Régionale

PS : Parti Socialiste

## **R**

RGA : Recensement Général Agricole

RN1 : Route Nationale 1

RUP : Région Ultra Périphérique

## **S**

SAR : Schéma d'Aménagement Régional

SAU : Surface Agricole Utile

SCOT : Schéma de COhérence Territoriale

SIG : Système Informations Géographique

## **T**

TCO : Territoire des Communes de l'Ouest

## **Z**

ZNIEFF : Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

## **ABSTRACT**

Nowadays, the conflict is a way for the citizens to claim their participation in the public decisions. Because of this character of conflict, it seems to be able to reflect the stakes in the society. To verify this hypothesis, the Reunion Island seems to be a privileged field of study. Indeed, this French territory of overseas, because of its intrinsic characteristics (insularity, difficult natural conditions, and localized and intensive use by population), seems a territory of preference to study the conflicts.

To test this hypothesis, it's necessary to materialize the conflict. But, a complete data base of conflicts doesn't exist. To do so, we collect articles in the "Journal de l'Ile" during the 2006 one of the three main reunion daily newspapers.

The analysis of 445 articles collected in 2006 and registered in the Andycote data base allow to identify 225 conflicts and to establish the general characteristics of conflict in Reunion Island (theirs objects, the implicated persons in those conflicts -type and positions- and the dynamic of conflict). The case study of three "mediatized" conflicts allows then to deepen and to refine these characteristics

The general analysis of the conflicts and the case studies watch that the conflicts focus on two main stakes which the Réunion society has to face.

But this survey has different limits: the shortness of period of articles collectedt, the data base structure, the geographic scale. Because of these limits, several hypothesis have been shelved, especially the part of the opposition Highlands / Lowlands in the characters of reunion conflict

## **KEYS WORDS**

Conflict, governance, territory, Reunion Island, daily news paper, specificities, localization, data base

## **PARTIE INTRODUCTIVE**

L'Ile de la Réunion est connue pour son caractère conflictuel. En effet, l'Ile connaît un nombre important de conflits diversifiés liés à l'utilisation d'un espace ou d'une ressource. Ce sont donc des conflits d'usage. Nous pouvons ainsi citer des conflits d'usage d'importance tels ceux à propos de la route du Littoral ou de la réalisation d'infrastructures (citons la Route des Tamarins) ou de la mise en place d'outils de gouvernance (par exemple la Réserve Marine). Mais aussi des conflits de voisinage plus « individuels » impliquant, ici, des voisins revendiquant le droit d'accès à un chemin privé ou, là, des riverains se plaignant du tapage nocturne d'un restaurant. Une des preuves de l'importance de la conflictualité est la place qu'elle occupe dans les médias en général et dans les journaux quotidiens en particulier.

Cette multiplicité et diversité s'expliquent par le contexte physique et naturel de l'Ile de la Réunion - son insularité, sa géologie récente, son relief escarpé et sa biodiversité remarquable - associés à ses caractéristiques socio-économiques - son histoire singulière, sa forte croissance démographique, son taux de chômage important - sont à l'origine d'un enchevêtrement des usages sur des espaces relativement restreints. Cette imbrication engendre de fréquentes situations polémogènes, c'est-à-dire potentiellement source de conflit.

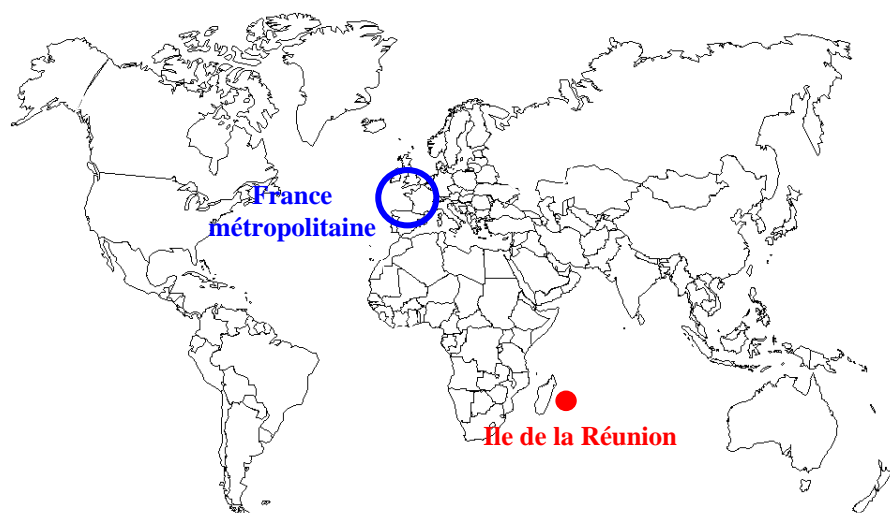
Le conflit qui fut longtemps perçu comme un dysfonctionnement de la société fait aujourd'hui partie inhérente de la société. Ainsi les conflits d'usage ne sont plus perçus comme un simple moyen de défense des intérêts personnels mais un moyen de revendiquer et de participer aux décisions concernant le territoire. Le conflit d'usage serait alors un indicateur permettant d'apprécier les revendications de la société.

Afin de valider ou d'infirmer l'hypothèse selon laquelle le conflit cristalliserait les enjeux de la société, nous proposons d'étudier les conflits d'usage en tant que phénomène dynamique - de leur émergence jusqu'à leur issue-, diffus, fugace ou pérenne, mais toujours marqués par l'engagement des protagonistes. Cependant, comment matérialiser (date, lieux, acteurs, raisons) de tels phénomènes sociaux polymorphes pour étudier les situations conflictuelles dans leurs intégralités ? La société Française étant une société de plus en plus médiatisée, nous utiliserons l'un de ses supports, la Presse Quotidienne Régionale Réunionnaise, afin de voir s'il peut permettre de les matérialiser. En effet, la PQR de par sa proximité et la fréquence de publication semble être une source pertinente permettant de « photographier » les attentes sociétales à tout moment. D'autant plus que telles études sont ou ont déjà été menées en France métropolitaine.

La première partie de ce document est consacrée à la présentation du contexte de notre étude. Nous nous intéresserons dans un premier temps à la description des spécificités de notre territoire d'étude : la Réunion. Dans un second temps, nous nous intéressons aux conflits et plus particulièrement à la notion de conflit d'usages (1).

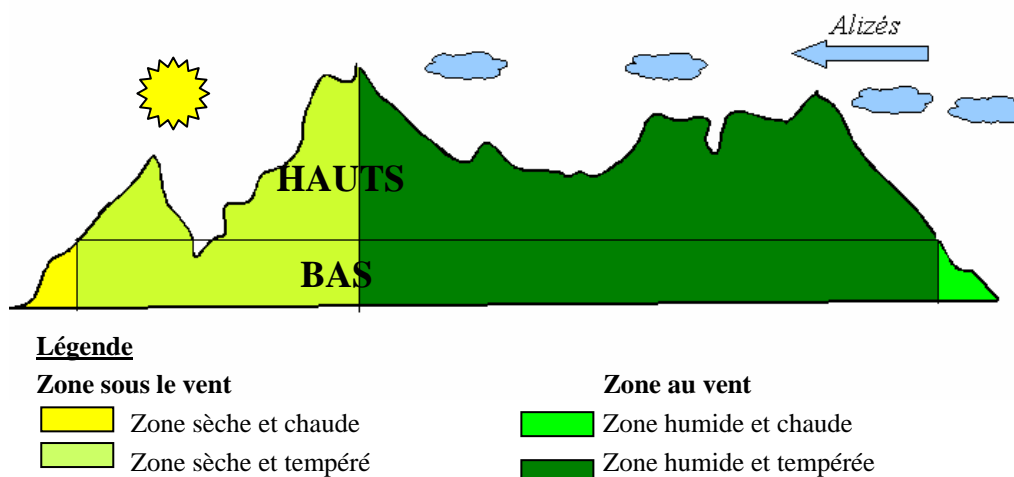
Dans une seconde partie nous présenterons la méthodologie que nous avons utilisée pour matérialiser et caractériser les conflits d'usage à la Réunion (2).

Dans une troisième et dernière partie, nous présenterons nos résultats, notamment les premiers grands traits de caractérisation de la conflictualité à la Réunion. Pour étayer notre propos nous nous appuyerons sur quelques conflits importants que le département a connus au cours de l'année 2006 (3).



**Carte 1 : Localisation de la Réunion**

(Réalisation : POUTAREDY Odile)



**Figure 1 : Les effets du relief sur le climat**

(Réalisation : POUTAREDY Odile)

## **I. LE CONTEXTE DE LA RECHERCHE : L'ÎLE DE LA RÉUNION, UN TERRITOIRE CONFLICTUEL**

L'Île de la Réunion est un Département d'Outre Mer français qui se caractérise par des spécificités importantes autant en terme géographique, socio-historique, démographique, ou encore institutionnel. Toutes ces spécificités rendent ce territoire particulièrement intéressant pour l'étude des phénomènes conflictuels. Notre objectif dans cette partie est d'en préciser les contours. Dans cette première partie nous détaillerons les caractéristiques du territoire réunionnais, montrant ainsi l'intérêt d'une étude des conflits d'usages sur ce territoire (1.). Puis nous préciserons la notion de « conflit d'usage » et exposerons les raisons qui nous motivent à nous intéresser à ce phénomène social (2.). Enfin, nous exposerons notre problématique d'étude (3.).

### **1. Une île propice aux situations polémogènes**

#### **1.1 Un patrimoine exceptionnel**

##### ***1.1.1 Un territoire insulaire...***

La première originalité de cette région est due à son insularité. Île de 2 510 km<sup>2</sup> (soit la moitié de la moyenne d'un département métropolitain) située dans l'Océan Indien, la Réunion est éloignée de près de 9 000 km de la France métropolitaine (voir carte 1). L'essentiel des échanges économiques étant tourné vers la métropole et l'Europe, les coûts des transports aériens et maritimes restent élevés et contribuent à renchérir les importations et exportations (Poupard, 2006).

##### ***1.1.2 ...aux conditions naturelles hostiles, ...***

La seconde particularité de l'Île réside dans ses caractéristiques physiques et naturelles. En effet, la Réunion est composée de deux systèmes volcaniques d'âges différents qui lui confèrent un relief volcanique très accidenté (voir figure 2). Ce relief est composé d'une franche littorale de faible altitude, communément appelée « les Bas » et d'une partie centrale, aux pentes très marquées, dont le sommet culmine à plus de 3000 mètres : « les Hauts ».

Ces caractéristiques géologiques et le relief particulier influencent de manière constante les caractéristiques climatologiques de La Réunion. L'importance du relief associée à la situation de l'Île (en zone tropicale et en plein océan) donne un caractère paroxysmique aux phénomènes climatiques créant une mosaïque de climats très variés, allant du tropical sec au tempéré humide. Cette climatologie exceptionnelle, associée à la géologie particulière de l'Île, lui confère un panel de sols très diversifié.

Ces caractéristiques physiques et naturelles, climatologiques et pédologiques engendrent un grand nombre d'aléas naturels auxquels doivent faire face les habitants de l'Île : volcanisme actif, menaces météorologiques telles que cyclones ou pluies torrentielles, risques d'inondation et une houle importante. Ces phénomènes sont d'une ampleur considérable sur l'Île (Poupard, 2006).

##### ***1.1.3 ...au patrimoine naturel exceptionnel***

Néanmoins, la diversité de ce caractère physico-naturel hostile contribue à la richesse écologique de l'Île. Elle se traduit par des paysages variés et exceptionnels comme le montre l'annexe I. La quasi-totalité des forêts originelles de basse altitude a disparu et a été remplacée par des terres agricoles ou des zones urbanisées. Cependant, la Réunion possède toujours, un nombre important de plantes endémiques des Mascareignes (voir tableau 1). Cette biodiversité exceptionnelle intéresse autant les espèces terrestres que marines. La conservation et la gestion de

		Indigène	Endémiques	
			Mascareignes	Réunion
Terrestre	Angiospermes	500 espèces	22%	34 %
	Mollusques terrestres	50 espèces	20 espèces	
	Crustacés	9 espèces	1 espèce	
	Lépidoptères	439 espèces		145 espèces
	Poisson d’eau douce	21 espèces	1 espèce	1 espèce
	Reptiles	2 espèces		2 espèces
	Oiseaux	40 espèces	7 espèces 1 sous-espèce	
Marine	Coraux	180 espèces recensées		
	Poisson	868 espèces recensées		9 espèces

**Tableau 1 : Une biodiversité importante et un endémisme exceptionnel**

(Réalisation : O.POUTAREDY ; Source : Biodiversité et conservation dans les collectivités française d’Outre-mer

ces écosystèmes rencontrent plusieurs menaces : les invasions d'espèces exotiques, la forte pression démographique et certaines activités économiques qui provoquent une sur-fréquentation des sites ou pollutions domestiques, et également les pollutions terrigènes des récifs coralliens suite aux épisodes pluvieux intenses. Pour protéger et gérer ce patrimoine naturel exceptionnel des outils juridiques et administratifs ont été ou sont actuellement mis en place. Mentionnons, par exemple, les créations récentes de la Réserve Marine ou du Parc national des Hauts de la Réunion. La protection de ces milieux naturels est aussi réalisée grâce à l'intervention d'organisations non gouvernementales et d'associations de protection de l'environnement tant au niveau locale que nationales voire internationale (Gargominy, 2003).

#### ***1.1.4 ...présentant une histoire sociale singulière***

L'installation pérenne de la population à la Réunion remonte à 350 ans.

La société réunionnaise, dont l'histoire a été marquée par la colonisation, l'économie de plantation et un peuplement par des populations multiethniques (Afrique, Asie, Europe, Inde), connaît depuis plus d'un demi-siècle, des changements sociaux rapides et généralisés.

En effet, elle a été, pendant plus de 200 ans, une société coloniale, fondée sur une hiérarchisation verticale d'un ensemble social traditionnel restreint : le « *kartié* » composé des réseaux d'interconnaissance familiale. Cette forme de société de plantation était basée sur un modèle économique et scolaire inégalitaire (fondé sur la monoculture de la canne à sucre, l'esclavagisme et l'engagisme<sup>2</sup> au profit d'un groupe minoritaire et endogame) (Wattin et Wolff, 1995).

L'évolution de cette société a été au départ un processus exogène, importé de métropole. Cette modernisation et le progrès social sont renforcés, en 1946, par la mise en place d'institutions de l'Etat Français, faisant passer l'Ile d'une colonie à un département français. Ces transformations rapides et profondes se traduisent, tout d'abord, par une segmentation des activités (vie sociale et privée), une complexification par la réorganisation en strates ou groupes sociaux de la société qui s'applique sur des zones géographiques plus vastes et un développement des moyens de communication. Mais elle implique aussi une sociabilité par l'anonymat où le contact avec l'autre se gère à partir de connaissance partielle et un engagement relationnel limité. La solidarité anonyme est désormais gérée par l'Etat et les institutions (Wattin et Wolff, 1995).

Ce « *télescopage généralisé* » (Wattin et Wolff, 1995) est à l'origine d'un espace public réunionnais spécifique où le rapport privé/ public est réorganisé (les définitions privé/ public sont différents dans le cadre traditionnel et moderne) et où se construit une nouvelle citoyenneté qui a du mal à se définir de part l'histoire et l'insularité de l'Ile (Wattin et Wolff, 1995).

### **1.2 Des usages multiples et imbriqués du territoire**

Due aux caractéristiques géomorphologiques et naturelles, la faible superficie utilisable explique la répartition très inégale des activités humaines. En effet, seul un tiers de la surface de l'Ile de la Réunion est habitable. Plusieurs usages se partagent donc le territoire restreint de l'Ile.

---

<sup>2</sup> Forme de salariat contraint qui a remplacé l'esclavage à son abolition et qui a ensuite été imposée à des travailleurs immigrés venant principalement d'Inde les grands propriétaires terriens des Antilles françaises et des Mascareignes.



### *1.2.1 Différents usages du territoire*

Nous listerons les différents usages que peuvent supporter les territoires afin d'obtenir une grille de lecture des usages du territoire réunionnais. Pour cela nous nous appuyerons sur les études réalisés par Pierrier-Cornet sur l'espace rural métropolitain.

Les relations entre la ville et la campagne ont évolué depuis les années 1970. En effet, de nouvelles mobilités urbaines (résidentielles et récréatives) ont fait leurs apparitions bouleversant l'équilibre établi auparavant (Clayes-Mekdade, 2003 ; Perrier-Cornet, 2001). Cette mobilité voit naître de nouveaux usages de l'espace rural. Bien que l'agriculture occupe toujours un espace important dans le monde rural français, celui-ci est de moins en moins agricole. Désormais, la population rurale ne représente qu'un peu plus de 10% de la population active rurale. Quatre usages de l'espace rural sont alors présents dans les espaces ruraux :

1. Un usage productif : L'espace rural est considéré comme une « ressource » qui est valorisée par les activités économiques.
2. Un usage résidentiel qui voit l'espace rural comme le « cadre de vie ». La campagne est ici « consommer » pour ses qualités et ses aménités<sup>3</sup> (Jeanneaux, 2004).
3. C'est aussi le cas, pour l'usage récréatif ou de plaisance, qui convoite aussi la « campagne-paysage » pour des activités de loisirs ou de tourisme. (Perrier-Cornet, 2001).
4. L'usage de conservation qui regroupe les fonctions de conservation de la biodiversité, de la préservation des ressources vitales pour l'Homme et de la prévention des risques est le plus récent usage de l'espace rural. Celui-ci s'est développé considérablement dans les deux dernières décennies (Perrier-Cornet, 2001 Clayes-Mekdade, 2003).

Cette campagne, cadre de vie (que ce soit dans l'usage résidentiel ou récréatif), choisie pour ses aménités, est alors « idéalisée par le citadin nouveau venu » (Jeanneaux, 2004, p 3) qui va en réclamer le droit d'usage et de jouissance. Cet espace rural est, alors, objet de distinction sociale et de « violence symbolique » (Clayes-Mekdade, 2003 ; Jeanneaux, 2004). Dès lors, cette multifonctionnalité de l'espace rural et périurbain et surtout la progression fulgurante des fonctions de cadre de vie et de conservation sont sources d'enjeux et de tensions entre les usagers qui vont se concrétiser par l'apparition et la multiplication de conflits (Clayes-Mekdade, 2003).

Intéressons nous au territoire réunionnais afin de mieux appréhender comment s'agencent ces différents usages sur un territoire aussi exigu que celui de la Réunion et soumis à une forte pression démographique. Nous débuterons notre analyse par l'usage le plus consommateur d'espace l'usage résidentiel.

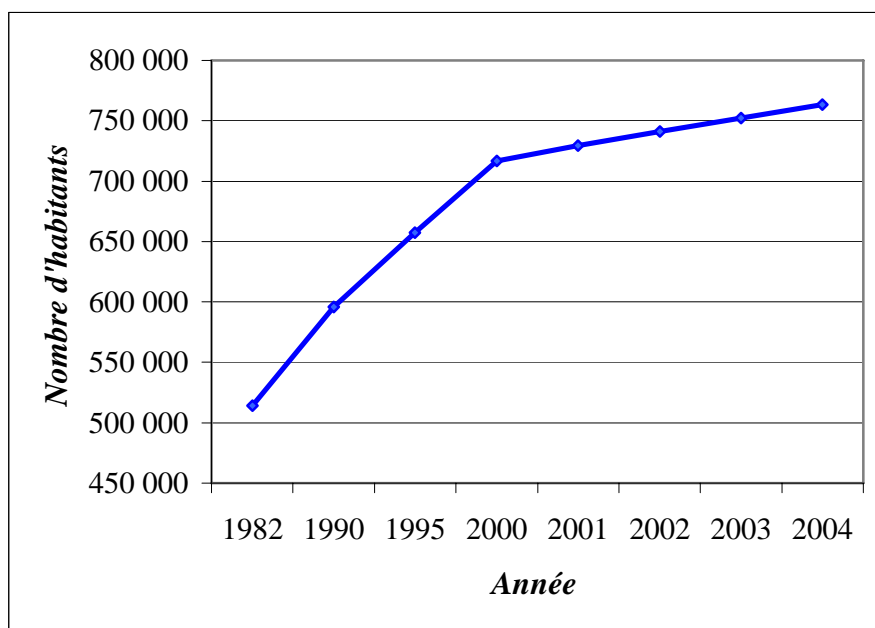
### *1.2.2 Un usage résidentiel en croissance lié à une forte pression démographique*

Du point de vue de l'**usage résidentiel**, le territoire est vu comme le « cadre de vie » et « consommé » pour ses qualités et ses aménités<sup>4</sup> (Perrier Cornet, 2001 ; Jeanneaux, 2004). A la Réunion, cet usage s'est longtemps concentré au niveau des villes littorales. L'intérieur de l'Ile (les

---

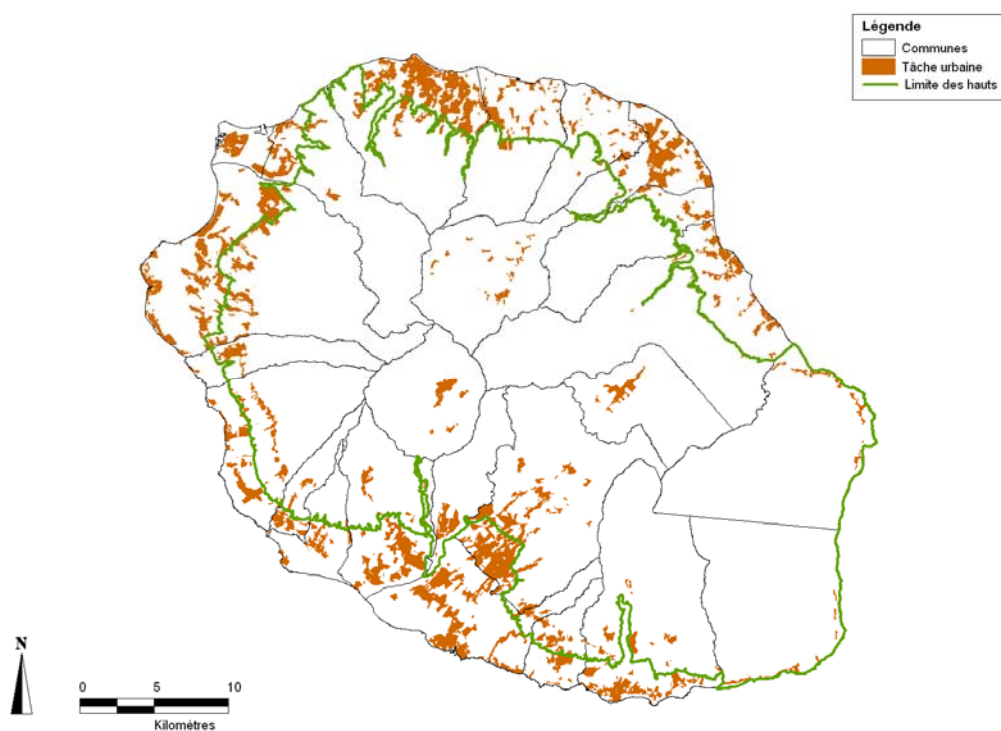
<sup>3</sup> « Biens qui ont une valeur esthétique, identitaire, récréative, il s'agit ici d'une valeur hédonique, qui correspond à un certain bien-être. Ces biens ne sont pas le résultat d'un processus de production, même si certains agents peuvent contribuer à leurs existences » (Beuret, 2006, p23).

<sup>4</sup> « Biens qui ont une valeur esthétique, identitaire, récréative, il s'agit ici d'une valeur hédonique, qui correspond à un certain bien-être. Ces biens ne sont pas le résultat d'un processus de production, même si certains agents peuvent contribuer à leurs existences » (Beuret, 2006, p23).



**Graphique 1 : Evolution de la population réunionnaise de 1982 à 2004**

(Source : Insee Réunion ; Réalisation : O. POUTAREDY)



**Carte 2 : La tâche urbaine à l'Ile de la Réunion**

(Source : Insee Réunion ; Réalisation : N. CLAVAUD, CIRAD)

Hauts) est pendant très longtemps laissé au marronnage<sup>5</sup> en raison de l'hostilité du milieu naturel. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, débute la colonisation des Hauts. Ces territoires seront longtemps délaissés au profit de ceux du littoral. Ce n'est que dans les années 60 que l'on commence à parler d'un développement sur la base du rééquilibrage Hauts-Bas. (Lesage, 2004 ; Projet Parc National, 2003)

Par ailleurs, la transition démographique n'est prévue qu'à l'horizon 2020. La population réunionnaise continuant de croître régulièrement (cf. graphique 1) est à l'origine de mutations spatiales importantes, notamment par le phénomène de périurbanisation.

Ce phénomène d'urbanisation apparaît en France dans les années 70 et touche l'Ile à partir des années 80. Hormis la commune du Tampon (située dans les Hauts), la périurbanisation s'est opérée à partir des onze pôles urbains littoraux, et a remonté progressivement les pentes de l'Ile jusqu'aux 600 mètres d'altitude (voir la carte 2). Le phénomène de périurbanisation prend plusieurs formes : la banlieue, les zones et pôles d'activités, les espaces touristiques et « sub-ruraux et les bourgs centres-relais ». Ce dernier type de périurbanisation, « transition entre les espaces ruraux et les espaces littoraux urbains », a vu sa population augmenter rapidement. Ce développement insuffisamment contrôlé nuit particulièrement au maintien des activités agricoles proches (cf. 1.2.3.1)

Contrairement à la France métropolitaine où l'installation des néo-ruraux est motivée par la recherche d'un cadre de vie agréable, l'engouement des Réunionnais pour les constructions dans les espaces ruraux s'explique, dans un premier temps, par le prix prohibitif du foncier dans les villes du littoral. Ce phénomène de périurbanisation est amplifié par la préférence résidentielle des réunionnais pour un type d'habitat individuel consommateur d'espace : la « *case à terre* » avec cour (95% des jeunes de 18 à 25 ans déclarent que ce type d'habitat serait leur « *habitat idéal* » (Ninon, 2004, p 162).

### ***1.2.3 La dynamique des usages productifs***

Pour les **usages productifs**, l'espace est considéré comme le support d'activités économiques (Perrier Cornet, 2001). L'économie de l'Ile a assis depuis plus de deux siècles son équilibre sur la culture et l'industrie de la canne à sucre. L'éloignement de la Réunion des grands marchés européens et asiatiques freine le développement des activités du secteur secondaire. Le secteur des services prend une importance croissante, près des trois quarts de la population active travaillent désormais dans le tertiaire, notamment dans les services, le commerce et le tourisme (voir 1.2.4.) (Ministère de l'Outre-mer, 2007).

#### ***1.2.3.1 La production agricole menacée...mais nécessaire***

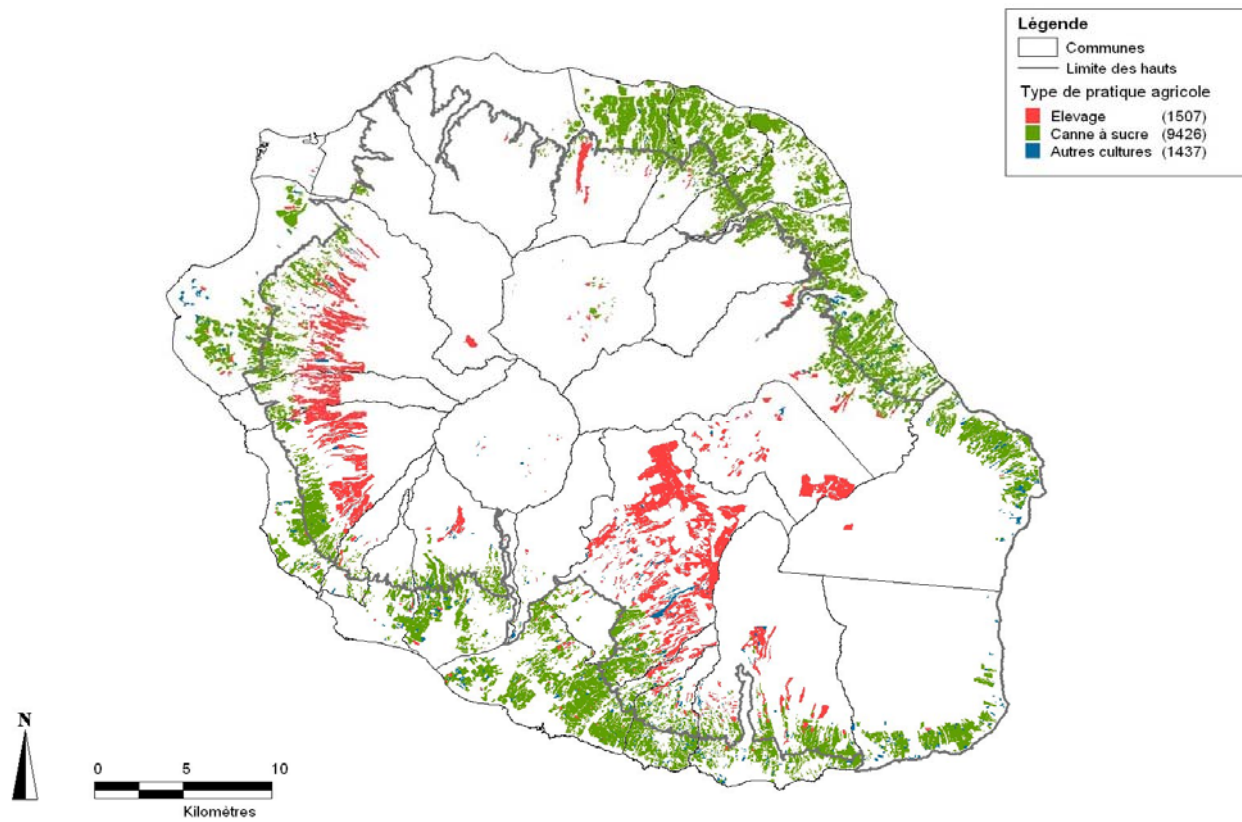
L'espace agricole représente actuellement 18% de la surface de l'Ile soit environ 42 500 hectares. La canne à sucre occupe 60% de la surface agricole utilisée (SAU<sup>6</sup>) de l'Ile. La seconde occupation des terres agricoles est l'élevage. Les territoires propices à la culture de la canne à sucre, comme le montre la carte 3 (page suivante), se situent au niveau du littoral et à mi-pente où les conditions agronomiques particulières sont favorables au développement de cette culture tropicale (Agreste, 2007). En ce qui concerne l'élevage, deux territoires de l'Ile y sont consacrés : les Hauts de l'ouest et du sud. Concernant les autres spéculations agricoles, elles se situent sur tout le territoire littoral réunionnais, dans les Plaines<sup>7</sup>, ainsi que les cirques de Salazie et Cilaos. Il est aussi à noter la présence de cultures très territorialisées comme la vanille dans le Sud Sauvage, le géranium rosat dans les haut de l'ouest ou encore la viticulture à Cilaos. (Poupard, 2006)

---

5 La fuite d'un esclave hors de la propriété de son maître en Amérique, aux Antilles ou dans les Mascareignes à l'époque coloniale

6 SAU : superficie agricole utilisée. Elle comprend les terres arables, la STH (surface toujours en herbe) et les cultures permanentes. (Agreste, 2007)

7 Zones planes de haute altitude marquant la coupure entre les deux systèmes volcaniques formant l'Ile



**Carte 3 : Le parcellaire agricole réunionnais**

*(Source : DAF Réunion ; Réalisation : N.CLAVAUD, CIRAD)*

La principale production agricole et économique de l'Ile reste la canne à sucre. Alors que l'importance économique des cultures traditionnelles (la vanille, les essences à parfum : géranium, vétiver) régresse inexorablement depuis de nombreuses années, nous assistons depuis 20 ans à une diversification des systèmes de production (élevage, cultures hors-sol, arboriculture et maraîchage). Le développement de l'élevage se poursuit grâce à une politique visant à l'exploitation de pâturages d'altitude, menée notamment dans le cadre du programme d'aménagement des Hauts de la Réunion. Les filières animales, notamment porcine et avicole, marquent la réussite du mouvement coopératif réunionnais. (Source : Ministère de l'Outre Mer, 2007)

La SAU de l'Ile se stabilise malgré une extension de la « tache urbaine » de 3 000 hectares en six ans. Cette extension empiète sur la potentialité agricole des terres et surtout les terres à fort potentiel « cannier ». En termes de protection du foncier agricole, la forme la plus menaçante de périurbanisation sur l'Ile est le développement des espaces « sub-ruraux ». En effet, les espaces agricoles situés dans les couronnes périphériques des zones urbanisées régressent au profit d'opérations immobilières licites ou non. Par conséquent, en six ans, 1 500 hectares de terres à fort potentiel agronomique ont été remplacés par des terres de moindre valeur. Ce « *grignotage* » touche aussi dans une moindre mesure les terres à vocation d'élevage. Ainsi entre 1997 à 2003, 260 hectares de ces terroirs ont été consommés (Poupard, 2006).

De plus, l'activité agricole est aujourd'hui reconnue pour ses autres fonctions notamment sociales et environnementales. Par exemple, la filière canne à sucre joue, en plus de son poids économique indéniable - 4% de la population active dépend directement ou indirectement de ce secteur (Fusillier et Jean Pierre, 2002) - un rôle environnemental important par la protection des sols et des paysages si caractéristiques de La Réunion

#### *1.2.3.2 La production halieutique en croissance*

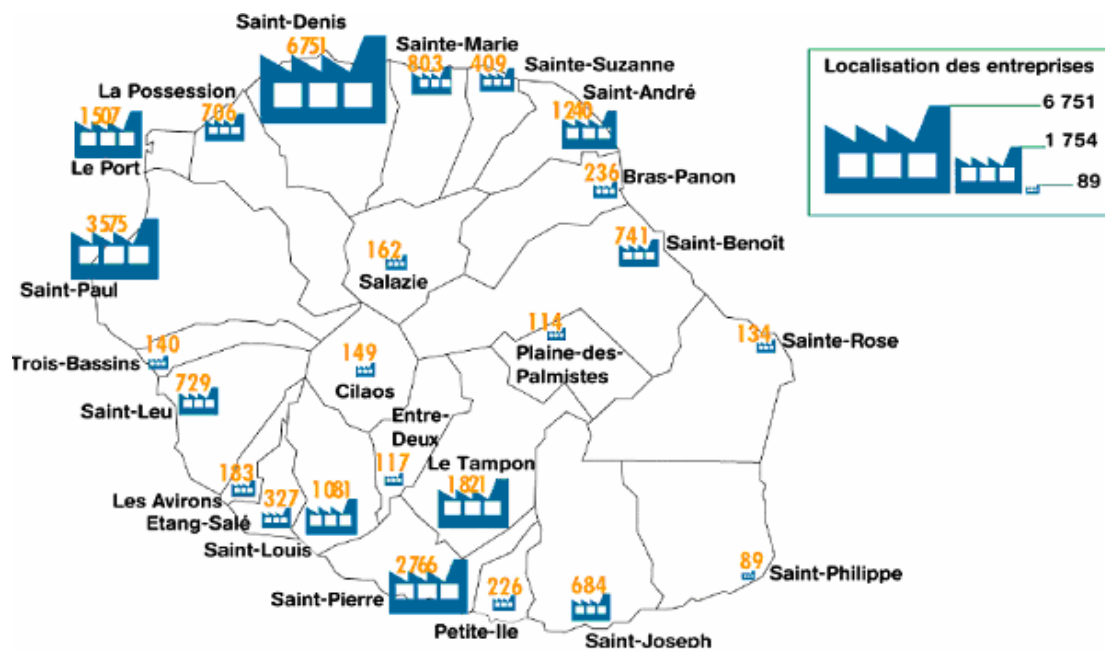
Encore très marginale en 1980, l'activité halieutique est en pleine croissance. Quatrième produit d'exportation (après le sucre, le rhum et les essences à parfum), la pêche a représenté des prises de 4 800 tonnes en 1995, de 7 550 tonnes en 2000. (Ministère de l'Outre Mer, 2007). La pêche artisanale côtière est faible en raison de l'absence de plateau continental autour de l'Ile. En revanche, la pêche industrielle au large, notamment celle de la langouste aux abords des Iles Saint-Paul et Amsterdam, ainsi que la pêche industrielle, pratiquée actuellement par trois armements basés à la Réunion participent au redéploiement de l'activité sur la zone des Kerguelen. La Réunion a également une activité d'entreposage de poissons (thons et autres espèces) s'adressant notamment à la pêche thonière des palangriers asiatiques.

La situation géographique de l'Ile (territoire français habité le plus au Sud) lui confère une importance particulière dans la gestion des territoires australs français. Dans ces eaux territoriales des tensions peuvent apparaître quant à la protection et la gestion des ressources halieutiques.

#### *1.2.3.3 Les autres activités de productions concentrées dans le littoral Nord et Ouest*

L'industrie agroalimentaire représente un peu plus de 20% du secteur et emploie 38 % des salariés de l'industrie. Elle se compose principalement de l'industrie sucrière et l'industrie de la viande et du lait.

L'industrie manufacturière regroupe plus des trois quarts des entreprises industrielles et représente 51 % du chiffre d'affaires global. Elle se compose des entreprises des biens intermédiaires, des biens d'équipement et des biens de consommation courante. Comme nous pouvons le constater sur la carte 4 la répartition des entreprises sur le territoire réunionnais est aussi inégale. Nous pouvons distinguer deux zones importantes en termes d'activités secondaires : une



**Carte 4 : Répartition géographique des entreprises réunionnaises**

*(Source et réalisation : Parc National des Hauts)*

zone nord composée de St Denis et ses alentours (Le Port la Possession, Ste Marie...) et une région sud regroupant les villes de St Pierre, Le Tampon, St Joseph et St Louis.

#### ***1.2.4 Le poids économique de l'usage récréatif***

Du point de vue de l'**usage récréatif** ou de **plaisance**, l'espace est de nouveau « consommé » pour ses qualités et aménités. (Perrier-Cornet, 2001). L'usage récréatif a un poids considérable dans l'économie réunionnaise. La fréquentation touristique de l'Ile est passée de 400 000 touristes en 1999 à 450 000 en 2004 (voir figure). Notons aussi la création de 750 emplois entre 1999 et 2001. Contrairement à la métropole, l'activité touristique connaît ici peu de fluctuation saisonnière. Les emplois de ce secteur concernent surtout l'hébergement (30%) et la restauration (25%). Trois types de tourisme « extérieur » sont pratiqués dans l'Ile: le tourisme d'agrément, le tourisme d'affaire, et la visite aux amis ou à la famille. Suivant le type de tourisme, certaines microrégions de l'Ile sont plus ou moins fréquentées. Ainsi l'Ouest est la région de prédilection du tourisme balnéaire, tandis que le Sud et les Hauts sont fréquentés pour « le tourisme vert ». Cette répartition inégale de la population touristique s'illustre également à l'échelle communale. Les six communes de St Paul, St Denis, Cilaos, la Plaine des Palmistes, St Leu et St Pierre représentent à elles seules 92% des hébergements de l'Ile. (Bally, 2004)

Outre l'activité touristique, l'usage récréatif regroupe aussi les activités de loisirs en pleine nature. Ces activités sont en plein développement à la Réunion sur le littoral (plongée, surf, etc.) comme dans les Hauts (randonnée pédestre, équestre ou à VTT, sports en eaux vives, etc.).

Ce poids important de l'activité touristique dans l'économie réunionnaise n'est pourtant pas sans poser un certain nombre de problèmes notamment d'aménagement et de gestion du territoire. Nous pouvons ainsi citer l'urbanisation importante de la zone balnéaire de St Paul qui est à chaque épisode pluvieux et crues de la Ravine St Gilles pointer mais aussi la privatisation de ces plages mais aussi la gestion des eaux usées qui est d'autant primordiale que cette zone abrite la majeure partie du récif corallien de l'Ile.

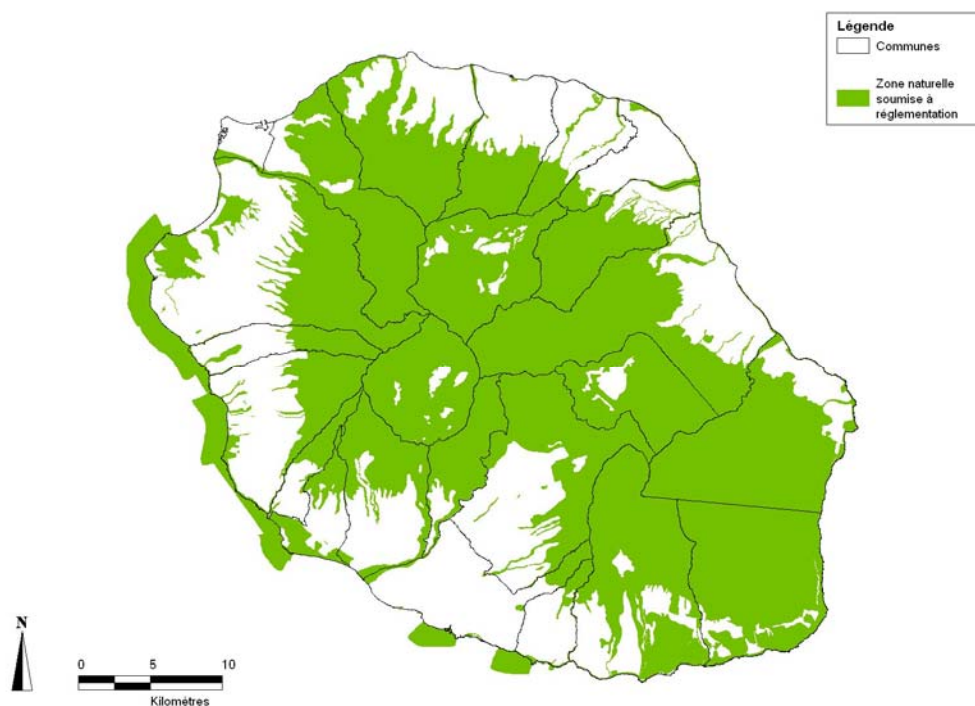
De plus, la population locale est très attachée à la pratique de loisirs en pleine nature. Citons notamment le pique-nique dominical dans les Hauts ou en bord de mer qui est une véritable institution réunionnaise.

Ici aussi, la sur-fréquentation de certains sites n'est pas sans conséquence. Citons par exemple la campagne de sensibilisation mis en place afin que les pique-niqueurs du dimanche ramènent leurs déchets afin de limiter la prolifération des rats et ainsi préserve ainsi les œufs des oiseaux de ces prédateurs notamment le tuit-tuit (oiseaux endémiques de la Réunion).

#### ***1.2.5 Des usages de conservation multiples***

L'**usage de conservation** regroupe les fonctions de conservation de la biodiversité, de protection des ressources vitales pour l'Homme et de prévention des risques. Celui-ci s'est développé considérablement dans les deux dernières décennies (Perrier Cornet, 2001 Clayes-Mekdade, 2003).

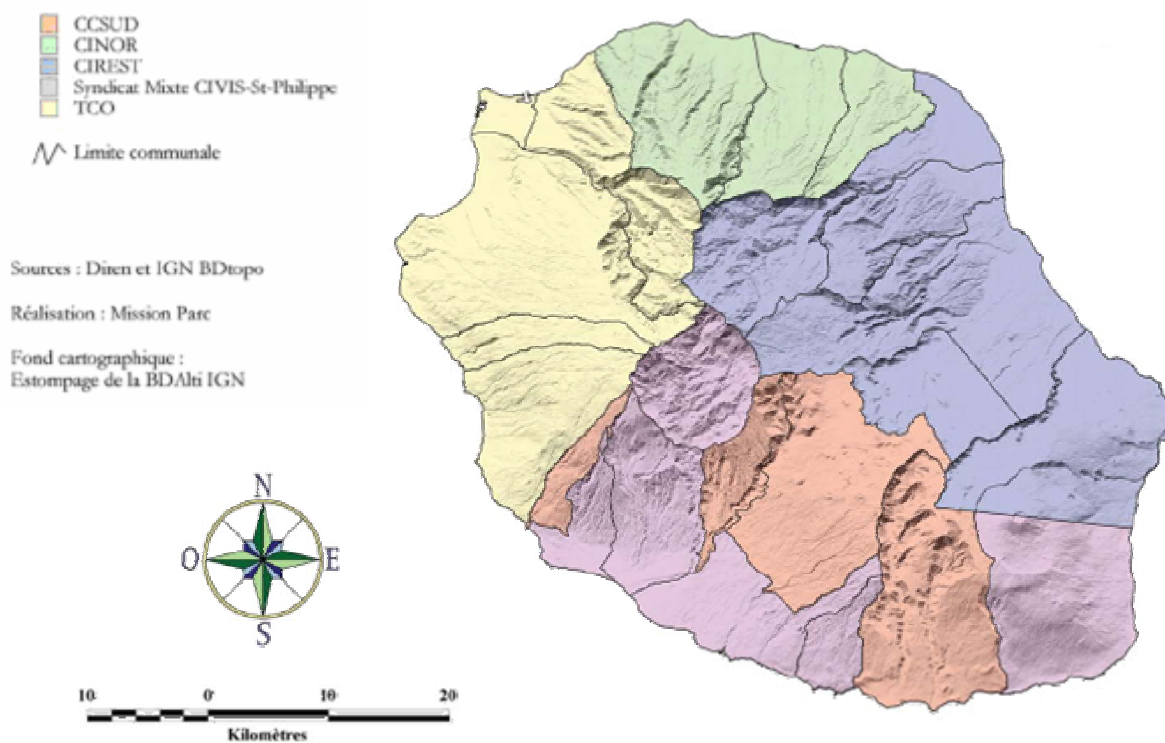
Pour protéger les écosystèmes exceptionnels que compte l'Ile, divers moyens sont employés allant des méthodes coercitives (réglementation) à la sensibilisation. Les exemples les plus récents de cet usage de conservation sont les créations de la Réserve Marine protégeant les récifs coralliens de l'Ouest et du Parc National des Hauts qui concerne une grande partie de l'Ile. Comme nous le montre la carte 5, la majeure partie de l'Ile de la Réunion est soumise à des réglementations en termes de protection des milieux naturels.



**Carte 5 : Les zones naturelles soumis à réglementation**

(Source : Cœur du Parc national des Hauts ; Arrêtés de biotope, réserves naturelles, sites classés et inscrits, ZNIEFF 1 et 2 (DIREN) ; Espaces remarquables du littoral (SAR) ; ENS (CG) ; Réalisation : N.CALVAUD, CIRAD)

**Légende :**



**Carte 6 : Les intercommunalités et les communes à la Réunion**

(Source et réalisation : Parc National des Hauts)



Vu la multiplicité des risques naturels (inondation, érosion, volcanisme) certaines communes du département ont déjà acté le Plan de Prévention des Risques (PPR) afin de protéger les biens et personnes contre ces aléas. Les autres communes devraient suivre.

La principale ressource vitale à protéger sur l'Ile est l'eau. En effet, la population réunionnaise est alimentée par plus de 194 captages dont au moins la moitié sont jugés vulnérables aux risques de pollutions agricoles et urbaines. Or, il n'existe à l'heure actuelle que 47 périmètres de protection réglementairement instaurés et la plupart des stations d'épuration sont sous-dimensionnées. (DIREN Réunion, 2007)

Ainsi à partir de cette présentation des divers usages du territoire réunionnais, nous observons une concentration importante des activités humaines sur le littoral et particulièrement sur les côtes nord et ouest plus hospitalières.

### 1.3 Une organisation institutionnelle en évolution face à des enjeux majeurs

#### 1.3.1 Une imbrication institutionnel de l'aménagement du territoire

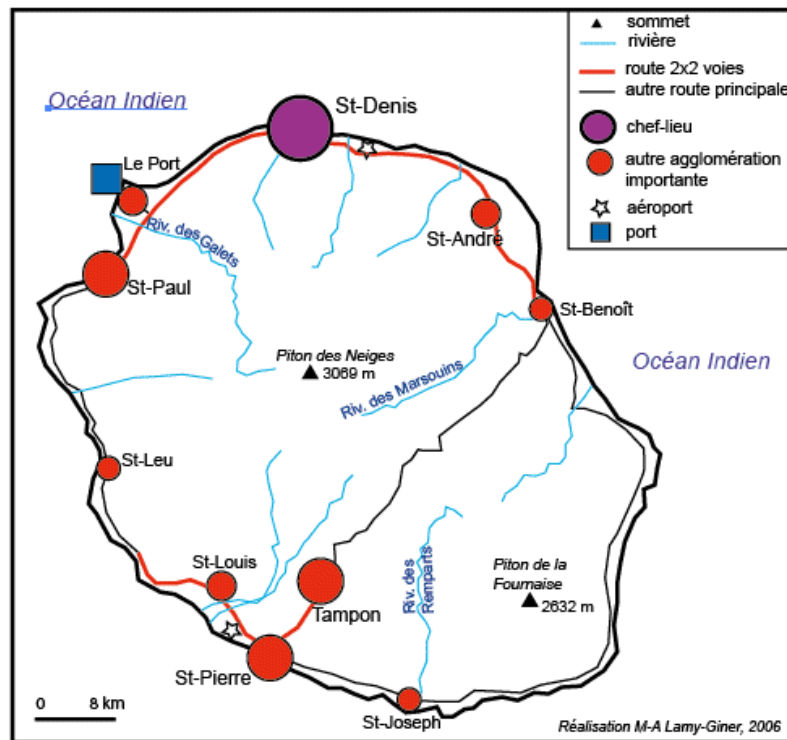
La Réunion connaît une situation institutionnelle très particulière. En effet, l'Ile regroupe plusieurs niveaux institutionnels qui rendent parfois la lisibilité de leurs compétences difficile. Du point de vue européen, elle est une **région ultra périphérique**<sup>8</sup> (RUP). Du point de vue national, elle est une **région** et un **département**. Ce qui implique des échelles d'actions identiques mais des compétences différentes. Avec ses 24 **communes**, l'Ile a une organisation **communale** réduite. Ces communes sont globalement confrontées à la gestion de territoires importants présentant une réelle diversité de problématiques et de réglementations applicables. Du fait de la superficie communale étendue (généralement une même commune regroupe plusieurs cantons, alors qu'en métropole c'est majoritairement l'inverse), les communes jouent un rôle accru dans les politiques d'aménagement. L'Ile est aussi découpée en quatre **communautés de communes**. L'intercommunalité est une organisation relativement récente qui continue à évoluer sur l'Ile. Elle a permis de créer dans sa structure actuelle un échelon intermédiaire qui suit plus au moins le découpage en « micro-région<sup>9</sup> » (voir carte 7).

En termes d'outils de planification territoriale, le SAR de 1995 (Schéma d'Aménagement Régional) fait l'objet d'une révision. Au niveau intercommunal, les Schéma de COhérence territoriale (SCOT) couvrent l'ensemble de l'Ile (avec des degrés de finalisation différents). Et au niveau communal, la révision des Plans d'Occupation des Sols (POS) en Plans Locaux Urbanisme (PLU) est en cours dans la majorité des communes.

---

<sup>8</sup> La Réunion partage ce statut avec les autres Départements d'Outre-mer, les Açores et Madère. Ce statut permet à ces territoires d'obtenir des dotations européennes particulières au titre des handicaps permanents (grand éloignement, insularité, relief difficile, climats, dépendances à quelques produits d'exportation)

<sup>9</sup> La géographie et l'histoire ont modelé différemment les 4 micro-régions. La micro région Sud (St Pierre, St Joseph et St Louis) est la plus vaste et la plus peuplée (38 % du territoire, 36 % de la population et 10 communes). L'Ouest (St Paul et Le Port) couvre 21 % du territoire, 25% de la population et regroupe 5 communes. L'Est (St André et St Benoît) dispose d'un vaste territoire (30% de l'Ile et 6 communes) pour une population moins nombreuse (15 %), ce qui lui offre un vaste potentiel de développement. Le Nord regroupe sur un espace confiné (11 %) une population nombreuse (24 %), sur 3 communes (voir Annexe II).



**Carte 7 : Les infrastructures routières**

(Source : Géoconfluence, 2006)

### *1.3.2 Une île confrontée à d'importants enjeux*

Les différents usages du territoire réunionnais combinés à sa croissance démographique ont des conséquences importantes sur l'organisation et l'aménagement de l'Ile en termes de politique de transport, de gestion et traitement des déchets, ou encore d'alimentation en eau et électricité.

Le phénomène de périurbanisation crée également des situations difficiles en termes de circulation sur l'Ile qui sont accentuées par l'organisation spatiale du réseau routier, contournant le centre de l'Ile trop abrupt, comme nous le montre la carte 7. D'importants mouvements pendulaires entre les « pôles d'emplois » et les lieux d'habitations sont à l'origine de grosses difficultés « d'engorgement » du réseau routier. Pour tenter de réduire ces problèmes de transport, des « grands projets » sont en cours de réalisation : la construction sécurisée de la Route du Littoral, la Route des Tamarins (liaison autoroutière à mi pente entre Saint Paul et l'Etang Salé qui devrait en outre permettre le désengorgement de la zone balnéaire de St Gilles et la Saline) et le Tram-Train dont la première tranche devra relier l'aéroport de Gillot (dans la commune de Sainte Marie) à Saint Paul.

L'Ile est aussi confrontée à la gestion des déchets. Cette préoccupation en charge dans toutes les communes par des structures intercommunales est relativement récente. La gestion des déchets, est aussi réfléchi au niveau départemental, notamment par l'élaboration d'un Plan d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA), validé par arrêté préfectoral le 2 février 1996<sup>10</sup>. L'objectif est d'amener l'Ile, d'ici 2006, aux normes européennes en matière de gestion des déchets par la mise en place d'équipements de traitements adaptés aux besoins. Ce plan prévoit notamment la saturation des deux C.E.T (Centre d'Enfouissement Techniques) dans un futur proche et la construction d'au moins un incinérateur sur l'Ile.

Le développement important de l'usage résidentiel est aussi à l'origine de difficultés dans l'alimentation en eau et en électricité. Deux problèmes majeurs sont à noter concernant ces deux ressources. La première concerne le raccordement des habitations souvent bâties illégalement et très éloignées des réseaux d'alimentation existants. Ceci est à l'origine de surcoût de raccordement. La seconde beaucoup plus préoccupante concerne la disponibilité de ces ressources à moyen et à long terme suite à la croissance démographique et au suréquipement des ménages. Pour répondre à la demande grandissante en électricité, plusieurs projets sont à l'étude : création d'une nouvelle centrale thermique et exploitation d'énergies renouvelables (biomasse à partir des résidus de la canne, éoliennes par exemple).

L'exiguïté des surfaces utilisables, la richesse écologique, l'évolution et les caractéristiques socio-économico-politiques de l'Ile de la Réunion sont donc à l'origine de bouleversements spatiaux importants. Cela se traduit, notamment, par un enchevêtrement entre les espaces ruraux et urbains, allant jusqu'à remettre en cause leurs définitions à la Réunion. La combinaison de ces différents facteurs est aussi à l'origine de nombreux points de frictions entre les différents usagers de l'espace et donc potentiellement sources de conflits. Nous assistons, depuis plusieurs années, à la recrudescence d'outils de coordination mis en place par les institutions, afin d'accompagner ces transformations. (Ex : la création du parc national et de la réserve marine).

Forte de toutes ces spécificités, l'Ile de la Réunion rassemble, donc, différents facteurs potentiellement polémogènes. Ces différences, dont certaines sont caractéristiques des départements et territoires d'outre mer (insularité, démographie, biodiversité,...) influencent-elles les dynamiques conflictuelles<sup>o</sup>? Avant de répondre à cette interrogation il nous semble nécessaire d'apporter des

---

<sup>10</sup> Ce plan « a pour objet de coordonner l'ensemble des actions à mener tant par les pouvoirs publics que par des organismes privés en vue d'assurer notamment l'élimination des déchets ménagers ainsi que tous les déchets pouvant être traités dans les mêmes installations », selon le décret du 18 novembre 1996.

éléments permettant définir le conflit de façon générale et plus particulièrement le conflit d'usage mais aussi de comprendre les raisons qui nous motivent à nous intéresser au conflit d'usage.

## 2. Le conflit d'usage : un « mal nécessaire »<sup>11</sup> à l'organisation du territoire

### 2.1 Du conflit au conflit d'usage

Comme nous l'avons défini lors de notre travail bibliographique préliminaire (annexe III), le conflit est « une relation entre deux ou plusieurs acteurs dont l'un tend à dominer le champ social de leur rapport » (Touraine, 2002, p 241). Ce phénomène social fut, jusqu'au début du XXème siècle (1908), perçu comme un dysfonctionnement de la société qu'il fallait éviter (Durkheim, 1893). Cette approche du conflit a ensuite été contredite par plusieurs auteurs, comme Simmel (1908) ou Coser (1982), qui considèrent le conflit comme une forme inhérente de toute relation sociale qui serait à l'origine du rééquilibrage et de la structuration de la société. Le conflit qui était avant perçu comme une anomalie qu'il fallait bannir de la société devient alors un « mal nécessaire » qui permet de réajuster les règles et les institutions de la société (Jeanneaux, 2006).

Le conflit d'usage qui est l'objet de cette étude ne constitue qu'une catégorie de conflit. Les économistes le définissent comme la concurrence entre les usages de deux agents pour une même ressource visant un même objectif (Point, 1997). Nous élargirons cette définition économique en considérant la notion de « conflit d'usage » comme un terme générique ne désigne pas uniquement la concurrence d'usages d'une même ressource mais aussi les conflits environnementaux, les conflits d'aménagement, les conflits d'implantation, les conflits d'accès et les conflits de voisinage (Jeanneaux, 2001) (ces différents termes sont plus largement développés dans l'annexe III). Par conséquent, le conflit d'usage résulte pour nous de **l'expression d'une divergence de points de vue entre plusieurs usagers d'un bien localisé.**

### 2.2 Les différents modes d'engagement possibles

Le conflit se différencie de la tension par la notion d'« engagement » (Torre et Aznar, 2005) ou encore celle de « heurts manifestes » (Mann, 1999). Pour Torre et Aznar (2005) tout est question de gradation de l'intensité de l'opposition. L'engagement crédibilise et publicise la prise de position d'une des parties prenantes. L'usager, qui est en conflit, peut donc utiliser plusieurs modes d'engagement pour exprimer son désaccord concernant l'usage d'un bien localisé. Ces différents modes d'engagement sont :

- l'**arbitrage** par un tiers soit par le recours en justice ou encore par l'intervention d'un intermédiaire,
- la **publicisation** qui consiste à revendiquer l'usage soit par médiatisation (presse, média audiovisuel) ou par démonstration (manifestation, installation des pancartes)
- ou encore les **Modes Alternatives de Règlements des Conflits M.A.R.C** telles que la médiation, la concertation, la consultation.

Depuis les années 1970, les conflits d'usage ont évolué en France métropolitaine. Ces modifications sont liées à la mutation de l'usage du territoire. Le territoire rural et périurbain, qui était jusqu'alors voué à la production agricole, est investi par des « nouveaux venus » donnant à ces espaces un usage résidentiel. Ces nouveaux citoyens souhaitent alors participer aux décisions publiques les concernant. Cette revendication se concrétise d'abord à travers des modes

---

<sup>11</sup> Terme inspiré de la citation de Ménandre : «Le mariage est un mal, mais c'est un mal nécessaire.» (Ménandre, *Fragments*)

traditionnels d'arbitrage notamment par l'augmentation du nombre de recours en justice, puis par la mise en place de nouveaux modes de coordination entre les différents acteurs impliqués (Jeanneaux, 2006). Outre l'évolution des usages du territoire, d'autres facteurs permettent aussi d'expliquer l'émergence de ces modes de coordination. Ces facteurs sont, (i) la désapprobation du « *modèle français de politiques publiques* » fondé sur l'arbitrage juridique, (ii) le développement de dynamique de contestation, (iii) l'affaiblissement et le « *vieillessement du système notabiliaire*<sup>12</sup> » et parallèlement (iv) à l'émergence d'une prise de parole de la part des usagers et des populations via les mobilisations associatives (Clayes-Mekdade, 2003).

L'engagement des acteurs dans un conflit peut aussi se cristalliser à travers la publicisation de ce conflit. Cette publicisation se fait grâce à divers moyens de communication allant de la démonstration (par le bais de manifestation ou l'installation de panneaux) à la médiatisation du conflit. Cet engagement peut alors avoir différents objectifs : crédibiliser une position dans le conflit, faire valoir ses intérêts ou encore rechercher des alliés au sein de la population. La médiatisation des conflits peut utiliser plusieurs canaux médiatiques allant de la presse audiovisuelle à la presse quotidienne régionale (PQR).

### **2.3 Les effets des conflits sur l'organisation du territoire**

Le conflit d'usage, en impliquant les institutions, constitue également un mode de revendication de l'intégration du citoyen dans la vie démocratique et par là même une remise en cause des règles établies de domination du champ politique.

Ces nouvelles formes d'organisation peuvent être à l'initiative : soit d'institutions, qui cherchent ainsi à « *éviter* » des conflits, ne pas être accusées « *d'agir après coups* » et / ou répondre à la demande de participation des citoyens à la décision, soit plus simplement, d'acteurs locaux eux-mêmes, qui tentent ainsi d'ajuster leurs intérêts divergents afin d'aboutir à un compromis (Clayes-Mekdade, 2003 et Beuret, 1999).

De plus, la multiplication du nombre de conflits et les modes d'engagement de plus en plus utilisés par les acteurs du conflit (les MARC et la publicisation) font sortir les débats concernant l'usage du territoire du « huis-clos » caractéristique des systèmes notabiliaires vers de nouveaux lieux de débats : « les forums hybrides » (Clayes-Mekdade, 2003).

Outre les rôles attribués au conflit dans la société (source et producteur d'ordre social et porteur de projet global pour la société), Mormont (2006) attribue d'autres fonctions spécifiques aux conflits d'usage dans l'espace rural et périurbain : le recadrage et la réorganisation territoriale. Concernant la fonction de recadrage, Jeanneaux (2006) explique que l'usage moderne du conflit de territoire n'est pas qu'un usage de résistance ou de défense d'intérêts particuliers mais que le conflit institutionnalisé est interprété comme une demande accrue de la population à participer aux décisions concernant son cadre de vie. Ce processus de recadrage fera donc évoluer l'argumentaire : de celui d'intérêts personnels de type *NIMBY*<sup>13</sup> (*Not In My Back Yard*) vers une solution négociée qui permettra la redistribution géographique des risques et des avantages. La résolution du conflit passe alors par la reconfiguration du local. Le conflit peut donc être à l'origine d'une recomposition territoriale. Cette reconfiguration peut être territoriale, mais aussi économique ou encore technique.

Cependant, bien que cette évolution des modes de résolution des conflits paraisse beaucoup plus démocratique que les modes « traditionnels », ils sont, pourtant, objets d'interrogations et

---

<sup>12</sup> Le système notabiliaire repose sur un système gouverné par des notables. Ce système est très proche du système latifundiaire

<sup>13</sup> « ...soit «pas de ça chez moi », et implicitement « plutôt chez les voisins » »

d'inquiétudes relatives notamment à la représentativité des acteurs impliqués, aux risques dus à la « *patrimonialisation* <sup>14</sup> » de biens locaux ou dérives xénophobes (Clayes-Mekdade, 2003).

Ainsi, le conflit serait beaucoup plus qu'un moyen de marquer son désaccord mais constituerait un véritable levier d'action de la réorganisation territoriale de certains usages. Le conflit d'usage serait donc un moyen de revendication qui permettrait au citoyen de participer aux décisions concernant leur cadre de vie. Le conflit refléterait ainsi les attentes des citoyens et leurs centres d'intérêts.

### 3. La problématique de notre étude

Il ressort de cette première analyse contextuelle que les entités sociales en opposition peuvent être des acteurs privés, des associations ou des institutions publiques. L'analyse particulière des conflits institutionnalisés montre les luttes menées pour modifier l'équilibre des rapports de force entre les institutions et les autres acteurs pour les décisions publiques concernant leur cadre de vie. Jusqu'alors considéré comme un des moyens de défense de ses intérêts personnels, le conflit concrétiserait, actuellement, la demande des citoyens à participer aux décisions publiques. Il est devenu également un moyen de défense des intérêts généraux de la société. Le conflit que l'on tentait d'éliminer de la société, serait un élément indispensable à la socialisation, car source et producteur de changements sociaux. Il permet, ainsi, l'organisation de la société. Afin d'étudier l'impact de ces conflits sur l'organisation des territoires nous devons être capables de caractériser ces phénomènes sociaux de manière fine.

En supposant que le conflit soit aujourd'hui un des leviers utilisés par la société civile (particuliers, associations et acteurs économiques) pour influencer les décisions des pouvoirs publics concernant le territoire qu'elle occupe, l'étude de la conflictualité sur un territoire donné nous permettrait d'obtenir une photographie de la société qui y vit (enjeux principaux, rapport de force en présence, évolution, dynamique...). L'Ile de la Réunion, de part ses caractéristiques physiques et naturelles et ses évolutions historiques, sociales, démographiques et économiques que nous avons développées auparavant, semble être un terrain intéressant pour confirmer et infirmer cette hypothèse qui considère **le conflit**, non pas comme une anomalie ni comme une réaction individuelle, mais **comme un indicateur de l'évolution du mode de gouvernance des usages d'un territoire donné et donc de la société**.

Pour étudier ces phénomènes nous devons pouvoir les matérialiser (les dater, les localiser, établir leurs historiques, leurs dynamiques, et identifier leurs protagonistes), or il n'existe pas, actuellement, de base de données, exhaustive, fiable et continue, recensant les conflits touchant un territoire donné. La matérialisation, c'est-à-dire le recensement des composantes du conflit permettant de l'étudier comme phénomène dynamique (de son émergence jusqu'à son éventuelle résolution), est alors difficile. Nous devons rechercher une source permettant d'obtenir ces différents éléments de la structure et des dynamiques conflictuelles. En effet, ces informations semblent être capitales à la connaissance des conflits et à leurs histoires afin de pouvoir mesurer l'impact des situations conflictuelles dans l'organisation du territoire.

Il ressort de cette première analyse contextuelle que les entités sociales en opposition peuvent être des acteurs privés, des associations ou des institutions publiques. L'analyse particulière des conflits institutionnalisés montre les luttes menées pour modifier l'équilibre des rapports de force entre les institutions et les autres acteurs pour les décisions publiques concernant leur cadre de vie. Dans un espace rural en pleine mutation, en proie à l'apparition de nouveaux usages et aux revendications de nouveaux usagers, les conflits d'usage semblent être incontournables, voire

---

<sup>14</sup> La patrimonialisation qui donne une valeur de patrimoine (naturel ou culturel) à un bien (cf. annexe III)

nécessaires à la dynamique sociale. Mais le conflit, dans ces espaces, semble depuis quelques années, prendre une autre dimension. Jusqu'alors considéré comme un des moyens de défense de ses intérêts personnels, le conflit concrétiserait, actuellement, la demande des citoyens à participer aux décisions publiques. Il est devenu également un moyen de défense des intérêts généraux de la société. Le conflit que l'on tentait d'éliminer de la société, ne serait donc pas une pathologie, mais un élément indispensable à la socialisation, car source et producteur de changements sociaux. Il permet, ainsi, l'organisation de la société. Afin d'étudier l'impact de ces conflits sur l'organisation des territoires nous devons être capables de caractériser ces phénomènes sociaux de manière fine.

En supposant que le conflit soit aujourd'hui un des leviers utilisés par la société civile (particuliers, associations et acteurs économiques) pour influencer les décisions des pouvoirs publics concernant le territoire qu'elle occupe, l'étude de la conflictualité sur un territoire donné nous permettrait d'obtenir une photographie de la société qui y vit (enjeux principaux, rapport de force en présence, évolution, dynamique...). L'Ile de la Réunion, de part ces caractéristiques physiques et naturelles et ces évolutions historiques, sociales, démographiques et économiques que nous avons développées auparavant, semble être un terrain intéressant pour confirmer et infirmer cette hypothèse qui considère **le conflit**, non pas comme une anomalie ni comme une réaction individuelle, mais **comme un indicateur de l'évolution du mode de gouvernance des usages d'un territoire donné et donc de la société**.

Pour étudier ces phénomènes nous devons pouvoir les matérialiser (les dater, les localiser, établir leurs historiques, leurs dynamiques, et identifier leurs protagonistes), or il n'existe pas, actuellement, de base de données, exhaustive, fiable et continue, recensant les conflits touchant un territoire donné. La matérialisation, c'est-à-dire le recensement des composantes du conflit permettant de l'étudier comme phénomène dynamique (de son émergence jusqu'à son éventuelle résolution), est alors difficile. Nous devons rechercher une source permettant d'obtenir ces différents éléments de la structure et des dynamiques conflictuelles. En effet, ces informations semblent être capitales à la connaissance des conflits et à leurs histoires afin de pouvoir mesurer l'impact des situations conflictuelles dans l'organisation du territoire.

## II. DE LA COLLECTE DES ARTICLES A LA CARACTERISATION DES CONFLITS

Ayant déterminé la problématique de notre étude, nous avons mis en place une méthodologie permettant d'y répondre. Dans cette seconde partie nous présenterons les méthodes utilisées pour matérialiser et caractériser les conflits. Dans un premier temps, nous nous intéresserons à la source d'information que nous avons choisie pour collecter les articles relatant les situations conflictuelles (1). Ensuite, nous réaliserons la présentation de la base de données utilisée pour le dépouillement des articles ainsi que les méthodes de traitements (statistiques, cartographiques) des informations recueillies (2) Enfin, nous rappellerons les limites et les améliorations possibles de cette étude (3).

Cette étude a débuté par une importante phase de recherche bibliographique. En effet, il était nécessaire avant de commencer la collecte des articles de pouvoir définir les notions de « *conflit* » et de « *conflit d'usage* » et comprendre l'intérêt et les limites de la PQR comme source principale d'informations pour cette étude.

La seconde phase de cette étude consiste à la collecte des articles dans un des quotidiens de La Réunion et à leurs archivages au sein de la base de données fournie par l'équipe d'Andycote. Le but de ces enregistrements étant, dans un premier temps de pouvoir caractériser les dynamiques conflictuelles sur le territoire réunionnais, grâce aux outils statistiques et cartographiques Toutes ces étapes ainsi que les outils utilisés et les documents produits sont repris dans la figure 2.

### 1. La collecte des articles

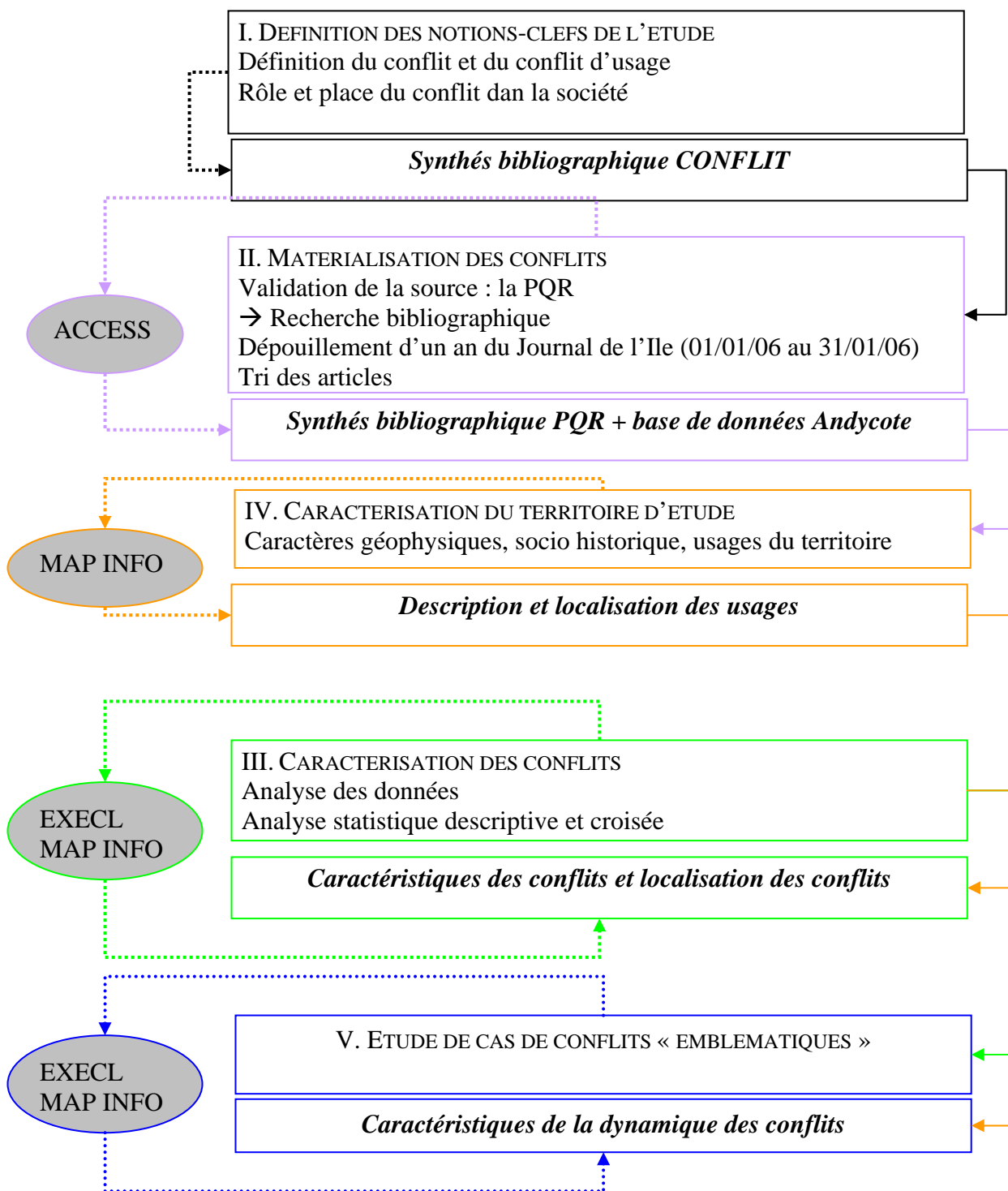
Avant de caractériser les conflits d'usage, nous devons collecter les informations permettant cette matérialisation sur le territoire réunionnais. Il s'agit donc de les dater, de les localiser et d'exposer leurs histoires ainsi que les stratégies développées par les acteurs tout au long de ces conflits.

Or, il n'existe pas à l'heure actuelle de source permettant de matérialiser les conflits de manière exhaustive. Car, ce phénomène social polymorphe reste peu ou pas étudié et ceci d'autant moins à la Réunion. Comme nous l'avons déjà évoqué dans la première partie, il existe plusieurs modes de publicisation d'un conflit, dont la PQR. Sa proximité avec la population locale et sa fréquence de publication donne à ce média une place de référence pour le suivi des processus d'engagement et leur publicisation au cours du conflit. Nous étudierons tout d'abord la pertinence de ce média pour matérialiser les conflits à la Réunion. Un travail bibliographique permet d'apporter un regard critique sur cette source d'information.

En France métropolitaine, plusieurs expériences citées par Jeanneaux et Janichon (2003), ont déjà eu recours à des médias écrits (travaux de Kayser en 1958 ou de Havelange en 1996). D'autres expériences ont visé à collecter des informations sur les situations conflictuelles via l'exploitation de revues spécialisées comme Combat Nature (Charlier, 1999) ou de la PQR (Guillain 2001; Mer 1996).

Loin d'être exhaustive, la presse permet d'avoir une base de données sur une région et des périodes précises. Voyons ses caractéristiques à la Réunion.





**Figure 2: Méthodologie de l'étude**

(Réalisation : O. POUTAREDY)

## 1.1 Les caractéristiques de la PQR à la Réunion

### 1.1.1 L'histoire de la PQR à la Réunion

A la Réunion, l'histoire de la presse écrite est un peu particulière par rapport à celle de métropole dont les caractéristiques importantes sont détaillées dans l'annexe IV. Tout d'abord la PQR réunionnaise a longtemps été une presse d'opinion active et prolifique. Deux journaux se détachent de par leur longévité : le quotidien *Témoignages* créé en 1944, qui est alors l'organe de presse du Parti Communiste Réunionnais (PCR) et le *Journal de l'Île de la Réunion (J.I.R)*, publié pour la première fois en 1951, qui soutient alors la droite locale. Bien que le *J.I.R* soit le premier journal réunionnais à introduire, à La Réunion, la notion d'équipe rédactionnelle, peu de place était laissée à l'information locale jugée alors « *inintéressante* ». Le *JIR* occupait, donc au milieu des années 70, une position de quasi-monopole face au tirage limité de *Témoignages* qui était soumis à de multiples censures (Idelson, 2006).

La création du *Quotidien de la Réunion*, en 1976, marque l'avènement dans l'Île d'une véritable presse moderne et professionnelle autant en termes techniques que rédactionnels. En effet, le *Quotidien* souhaite rompre avec la presse d'opinion et participer au débat public local. Ceci marque donc la première ouverture vers l'espace public réunionnais. Toutefois dans un département, comptant peu de lecteurs (un peu moins de 20% de la population réunionnaise est analphabète) le *Quotidien* apparaît comme un journal « *intellectuel* ». Pour remédier à cela, en 1992, apparaît le *Réunionnais* qui se voulait être un journal beaucoup plus populaire pariant sur la proximité de ses informations et le sport. Le journal préconise donc des articles courts illustrés de plusieurs photographies en quadrichromie, une innovation pour la PQR locale. Mais suite à des problèmes financiers et judiciaires, le *Réunionnais* disparaît du paysage médiatique au cours de l'année 1996.

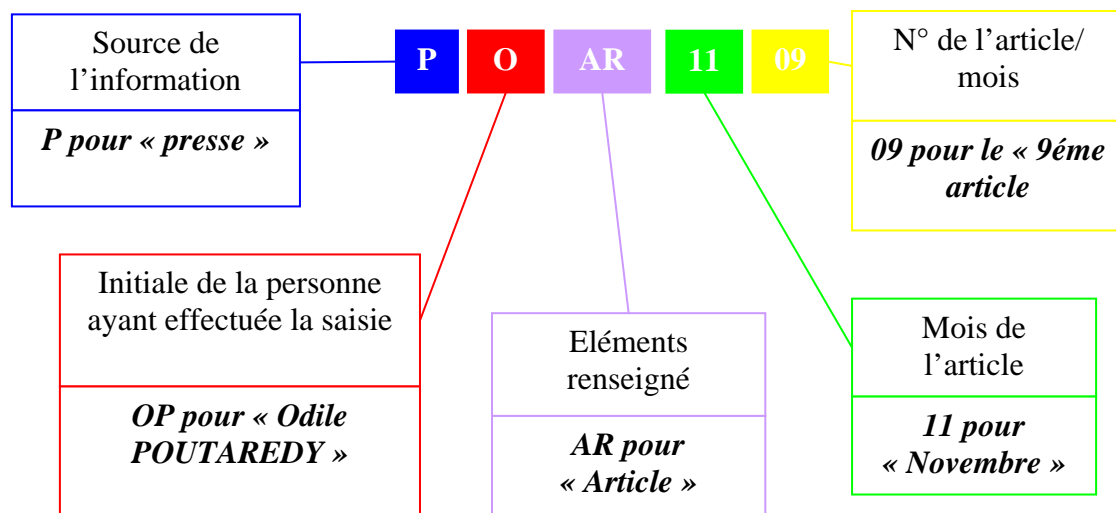
### 1.1.2 Les spécificités de la PQR réunionnaise

Nous nous proposons de lister les spécificités de la PQR réunionnaise afin de mieux comprendre le type d'informations contenues dans les articles.

Tout d'abord, contrairement aux régions métropolitaines qui ne possèdent généralement qu'un seul quotidien, trois journaux se partagent le lectorat: le *Journal de l'Île de la Réunion (JIR)*, le *Quotidien de l'Île de la Réunion* et de l'Océan Indien et *Témoignages*. De plus, les quotidiens réunionnais n'ont pas d'éditions locales. Toute l'information locale est publiée dans une même édition.

Les quotidiens régionaux réunionnais réalisent dans la semaine un ou plusieurs dossiers d'actualité. L'édition du dimanche est aussi quelque peu particulière tant dans son contenu et que dans sa forme qui « sont beaucoup plus proche du magazine que d'un journal » (entretien exploratoire avec le remplaçant du rédacteur en chef du JIR le 08 août 2007).

Autre spécificité. Pour Breton (1995), la presse régionale réunionnaise mélange deux actes bien distincts que sont l'acte informatif et l'acte argumentatif. Le contenu et le rôle de la presse quotidienne régionale réunionnaise est légèrement différent des « standards » français et nord-américains. En effet, elle ne refléterait pas simplement les événements mais aurait tendance à les analyser et les commenter, les influençant parfois. La PQR à la Réunion ne serait donc pas qu'un simple « *miroir de la société* » (Mathien, 1993) mais un véritable acteur social.



**Figure 3 La nomenclature des articles au sein la base Andycote**  
 (Exemple pour neuvième article que nous avons recensé pour le mois de novembre, cet article aura la référence : *POPAR1109*)

(Réalisation : *POUTAREDY.O*)

Cependant les études réalisées sur la PQR à la Réunion, se sont, pour la plupart, focalisées sur des faits politiques ou des « *grands* » événements sociaux s'intéressant peu ou pas aux articles traitant de la vie quotidienne. Toujours est-il que l'acte informatif est toujours présent dans la presse quotidienne régionale réunionnaise. Bien que le rôle et la place de la PQR soient légèrement différents entre la métropole et La Réunion, il nous semble que ce média devrait nous permettre d'avoir une vue générale des conflits à la Réunion.

## **1.2 Le J.I.R : notre source pour matérialiser les conflits**

Le journal choisi pour le recensement des articles est le *Journal de l'Ile de la Réunion* : J.I.R. Le choix pour le J.I.R était, dans un premier temps, motivé par l'accessibilité des articles sous format numérique. Mais vu le caractère polymorphe des conflits d'usage la recherche des articles par le moteur de recherche du journal s'avérait difficile quant au choix de mots-clés pertinents. Il s'avère plus simple et exhaustif de dépouiller les « supports papier ». Dès lors, nous avons le choix entre les deux quotidiens les plus publiés à la Réunion, mais nous sommes restés sur notre position initiale vu que nous n'avions pas le temps matériel pour saisir les données provenant de deux journaux.

Dans notre dépouillement nous nous sommes cantonnés aux pages locales, relatant les événements qui se sont déroulés sur l'Ile. Les pages locales sont organisées suivant des grandes rubriques : les faits-divers, les pages société, les dossiers, les pages économiques et culturelles et au moins une page consacrée à chaque microrégion de l'Ile : Nord, Ouest, Sud et Est.

Les numéros publiés au cours de l'année 2006 ont été consultés à la Bibliothèque Universitaire et à la médiathèque de la ville de St Denis.

## **1.3 L'archivage des articles**

Les articles photocopiés sur place ont été archivés selon la nomenclature présentée en figure 3. Notons que la même nomenclature est utilisée pour numérotter les conflits (C à la place de AR) et les acteurs (A à la place de AR) : nous pouvons ainsi retrouver les conflits et les acteurs mentionnés dans un même article.

Les articles ont ensuite été regroupés par thème (nous avons choisi de les classer suivant l'objet niveau 1 du conflit défini par Andycote) pour faciliter la saisie au sein de la base de données. Ce tri préalable a permis un gain de temps dans la saisie des conflits et d'éviter que le même conflit soit saisi deux fois.

## **1.4 Le tri des articles**

Les articles archivés non pas tous été retenus. En effet la première sélection n'a été réalisée que sur la lecture des titres et des chapeaux des articles. Afin d'affiner notre sélection nous avons utilisé une grille de sélection en cinq critères :

1. La citation d'un problème physique effectif ou potentiel (une nuisance, une interdiction d'accès)
2. La présence de partie en opposition (un objecteur, un contesté)
3. Des usages identifiés pour chaque partie
4. Des éléments d'engagements (pétition, manifestation, réunion publique, plainte en justice)
5. La localisation de ces conflits à la Réunion.

Cette seconde sélection a permis d'éliminer 258 articles des 703 photocopiés. Beaucoup d'entre eux concernent la route du Littoral. En effet, suite à l'éboulis de la route du Littoral

plusieurs articles du JIR ont été rédigés sur un ton polémique sans que le contenu soit suffisant afin de les intégrer à la base de données. Nous avons noté plusieurs articles polémiques autour d'outils de gouvernance tels que la révision du SAR et la création des zones franches urbaines qui se cantonnent à des conflits politiques.

## **1.5 L'analyse critique de la PQR**

### ***1.5.1 Les intérêts de la PQR dans notre étude***

Les informations contenues dans la PQR nous permettront de matérialiser les conflits et d'accéder à leur mémoire (de les dater, les localiser, d'établir leurs historiques et d'identifier les acteurs).

De plus, la PQR joue aussi le rôle de thermomètre de la société car les événements rapportés par ce média correspondent à l'état d'esprit de la société (ses centres d'intérêts, ses inquiétudes...). Ainsi, souhaitant toucher un lectorat le plus important possible sur son territoire de diffusion, les thématiques traitées, dans la presse quotidienne régionale, sont représentatives de la « sensibilité régionale » de la société vivant dans cet espace, sans pour autant être exhaustifs. (Breton, 1999 ; Jeanneaux et Janichon, 2003)

Le dépouillement de la PQR doit être, selon Lefranc, un travail à visée qualitative et non quantitative.

### ***1.5.2 Les limites de la PQR dans notre étude***

Les limites de cette source d'informations dans ce travail de recherche sont nombreuses.

On peut déjà noter que cette information est souvent hétérogène, partielle et partiale. En effet, il est difficile pour le journaliste ou les correspondants de rencontrer la totalité des personnes impliquées dans un conflit. D'ordinaire, l'information contenue dans les articles émane des principaux acteurs rencontrés. Cependant, le critère choisi pour déterminer l'importance des acteurs peut être très variable. En effet, l'importance d'une partie prenante du conflit peut être évaluée par sa capacité à prendre la parole ou encore par le « réseau » mis en place sur le territoire par le journaliste.

Comme nous l'avons précisé dans notre travail bibliographique, l'information contenue dans les articles de la presse quotidienne régionale est souvent de « deuxième main ». Ce qui entraîne souvent une falsification inconsciente de l'information. Les journalistes et correspondants locaux sont aussi susceptibles de subir des pressions locales et de faire alors remonter des informations qui sont privilégiées.

De plus, la PQR, comme la presse nationale, ne pondère aucunement les informations publiées par des facteurs adéquats tels que nombre de personnes impliquées ou la durée des conflits. Il peut en découler une surexposition des uns ou une sous-exposition des autres. De même, suivant les autres faits d'actualité le conflit risque d'être surexposé s'il n'y a rien d'autre d'intéressant, ou sous exposé si l'actualité est abondante.

Les informations contenues sont aussi lourdes et considérables à traiter.



## 2. La caractérisation des conflits

Après avoir repéré et trié les articles relatant des situations conflictuelles, nous les avons archivés à l'aide de la base de données Andycote. Nous la présenterons d'abord avant de décrire les méthodes et outils de traitement des informations recensées afin de définir les caractéristiques de la conflictualité à La Réunion.

### 2.1 **La base de données d'Andycote**

La base de données utilisée pour la caractérisation des conflits est identique pour les onze zones-test. Elle a été réalisée par l'équipe d'ANDYCOTE sous ACCESS. Elle regroupe les trois modes de collecte : les enquêtes à dire d'expert, l'analyse des contentieux et l'analyse de la presse quotidienne régionale.

Deux types de tables composent cette base : des tables de saisie et des « *tables catalogues* ». Les premières sont remplies à l'aide des formulaires et les secondes alimentent les listes déroulantes et facilitent ainsi les saisies. Ces dernières tables permettent d'avoir une homogénéité des données qui facilitera les traitements statistiques futurs.

Cette base de données comporte des « *tables partagées* » qui sont communes par les trois sources de renseignements (en gris sur la figure), et des tables spécifiques dont le nom commence par la première lettre de la source. Pour l'analyse de la PQR, nos quatre tables spécifiques ont toutes leurs noms commençant par un « *P* » (voir annexe V).

Afin de faciliter et de rendre plus conviviale la saisie, il existe plusieurs formulaires. Concernant le dépouillement de la PQR, trois formulaires correspondent aux trois étapes de saisie.

La première étape « *PQR étape 1 : saisie des données de l'article* » permet d'apporter des renseignements concernant l'article lui-même.

La seconde étape « *PQR étape 2 : saisie sur les conflits* » concerne le conflit c'est-à-dire l'objet du conflit, l'événement déclencheur du conflit, la dynamique du conflit et l'issue du conflit. Mais aussi les intérêts défendus dans le conflit ainsi que les liens éventuels avec d'autre conflit recensés.

La troisième étape « *PQR étape 3 : saisie des données contenues dans l'article* » permet de détailler le conflit notamment concernant les données géographiques et les acteurs impliqués. Nous avons deux sous formulaire dans cette étape.

Le premier permettant d'apporter des informations géographiques (type d'espace support du conflit, niveaux scalaires de cet espace et de l'espace de contestation, localisation notamment par le code INSEE).

Le second sous formulaire concerne les acteurs. Quatre types d'informations y seront saisis : (i) des informations générales concernant le type d'acteurs et sa position dans le conflit, (ii) des renseignements concernant l'usage que l'acteur fait de l'espace support, (iii) des données concernant l'argumentaire de l'acteur et enfin (iv) des informations concernant le mode d'action et le niveau du mode d'action de l'acteur.

Nous avons schématisé les différentes étapes de saisie les formulaires et sous formulaires et les relations existants entre les différentes tables dans la figure 4.

Afin de contrôler et de faciliter la saisie, nous avons créé des requêtes supplémentaires. Nous avons élaboré des requêtes permettant de vérifier que les différents éléments recensés aux différentes étapes de saisies sont bien liés. Nous avons donc créé des requêtes de « non-correspondance » qui permettent de lister les éléments qui ne sont pas rattachés. Ainsi, la requête de « non-correspondance d'articles aux conflits » nous permet d'identifier tous les articles saisis qui n'ont pas de lien avec un conflit. Pour faciliter la saisie nous avons créé des requêtes permettant de consulter les informations concernant un élément de base sans passer par le formulaire de saisie. Ainsi, si l'on souhaite savoir si un acteur était déjà relié à un conflit, nous avons créé la requête qui nous permet en saisissant l'identifiant dans le conflit de lister tous les acteurs concernés.

## **2.2 Le traitement des données**

Afin de pouvoir caractériser les conflits, nous avons à notre disposition plusieurs outils statistiques et cartographiques. Nous allons présenter succinctement les différentes méthodes que nous avons utilisées pour caractériser les 445 articles retenus.

### ***2.2.1 Le traitement statistique***

Concernant les analyses statistiques nous avons réalisé des analyses descriptives des différentes tables. Pour cela nous avons utilisé des tableaux croisés dynamiques sous Excel. Afin de rendre lisible les informations contenues, nous avons dû parfois réduire le nombre d'items contenus dans les champs. Cette reclassification est consignée dans l'annexe VI.

Dans un premier temps nous avons réalisé une étude générale des informations recueillies. Puis pour les études de cas nous avons isolé les informations concernant ces exemples. Pour cela nous avons créé un « champ » qui nous permet de filtrer les conflits suivant leur thème.

### ***2.2.2 Le traitement cartographique***

Pour réaliser l'analyse cartographique, choisir une échelle a été nécessaire. Celle qui s'imposait à nous au premier abord était l'échelle proposée par Andycote : les entités communales de l'INSEE qui englobent pour certaines communes la commune à part entière et pour d'autre la découpe en unité plus petite. Ces unités géographiques n'avaient aucune signification pour le service SIG du CIRAD. Nous nous sommes retournés vers l'INSEE Réunion pour comprendre. Mais en absence de carte permettant de cartographier ces entités et d'éléments caractéristiques, nous avons été contraints d'utiliser une échelle beaucoup plus grande. Nous avons donc choisi l'échelle communale.

Nous avons exclu de l'analyse cartographique les 14 conflits recensés concernant toute l'Ile. En effet, le but de l'analyse cartographique étant de pouvoir caractériser les conflits sur des critères géographiques, tenir compte des conflits concernant tout le département alourdit l'analyse et n'apporte pas d'informations précises concernant la localisation.

Nous avons aussi réalisé des analyse cartographique descriptive a pour but de situer les conflits et de les décrire grâce aux données d'Andycote.

## **3. Les limites et améliorations possibles**

Comme nous le verrons tout au long de ce document, bien que cette étude nous aie permis d'avoir une première approche de la conflictualité à la Réunion. Cette étude contient plusieurs limites qui nous semblent nécessaires de lister ici.



### **3.1 Une prise en main difficile**

Tout d'abord, la prise en main de la base de données fournie par Andycote a été très laborieuse. L'imbrication des sous-formulaires est notamment à l'origine des difficultés. Mais outre des difficultés techniques, les intitulés des champs ou des variables sont parfois ambiguës. Nous noterons aussi une hétérogénéité des champs ou des champs qui semble être redondants qui peuvent parfois troubler la personne effectuant la saisie. Un mode d'emploi plus étayés ainsi qu'une notice explicative seraient, selon nous nécessaires afin d'orienter la personne novice effectuant la saisie. Pour faciliter cette prise en main plusieurs réunions entre l'équipe d'Andycote en métropole et nous ont été nécessaires. Ces réunions ont fait l'objet de compte-rendu qui devrait permettre dans le futur d'améliorer la base.

### **3.2 Des variables peu adaptées au contexte réunionnais**

La seconde difficulté, que nous avons rencontrée, concerne le contenu de la table et notamment des listes des variables. En effet, ces variables s'avèrent parfois peu adaptées au contexte réunionnais. C'est le cas de l'échelle des espaces support qui sont trop large par rapport aux espaces concernés. De plus nous avons eu des difficultés à classer certains espaces spécifiques de la Réunion comme par exemple le volcan.

Mais ne souhaitant pas interférer dans des croisements interdépartementaux futurs qu'envisagent les chercheurs d'Andycote, nous avons fait le choix de ne pas modifier la structure de la base et le contenu des listes de choix. Ceci a entraîné des pertes d'informations et des biais au niveau des analyses.

### **3.3 Des analyses restreintes par la qualité de l'information recensées**

Nous pouvons, aussi, évoquer la perte d'informations concernant la chronologie des conflits. En effet, la structure de base ne permet pas de dater les actions des protagonistes du conflit car pour éviter les doublons au niveau des acteurs nous sommes contraints de saisir toutes les informations concernant un acteur dans le même formulaire perdant ainsi les informations concernant les actions.

Ces limites ont eu des conséquences directes sur nos analyses. Nous avons dû retravailler les bases afin de limiter le nombre de variables contenues par champs, quand cela s'avère possible, pour que les analyses statistiques soient exploitables.

De plus, l'analyse cartographique a été freinée de part l'échelle choisie par Andycote qui semble correspondre à une échelle inférieure à l'échelle communale, mais cette échelle est inconnue du service SIG du CIRAD et l'INSEE Réunion. Nous avons donc du élargir l'échelle de l'analyse cartographique à l'échelle communale. Cependant, les caractéristiques des communes réunionnaises (superficie importante s'étendant du littoral aux montagnes) ont limité des croisements possibles entre les caractéristiques territoriales et conflictuelles. Il serait donc dans l'avenir pertinent de réaliser une analyse plus approfondie permettant de tenir compte des spécificités géographiques de l'Ile.

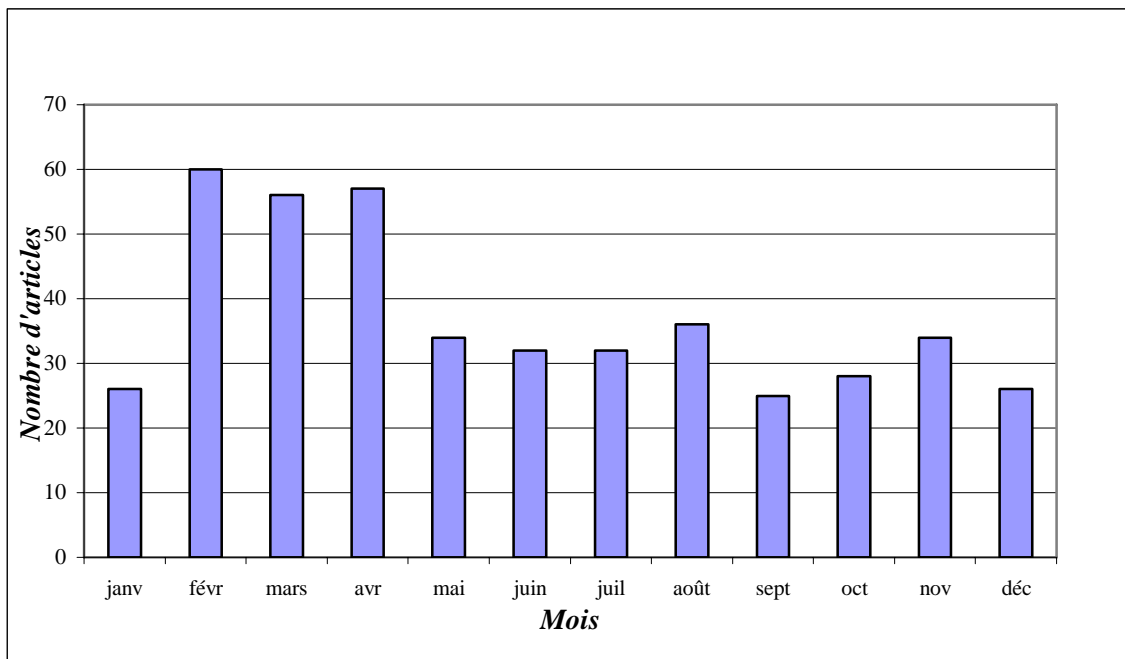
### **3.4 Une période de dépouillement trop courte**

La période de dépouillement des articles d'une année réduit aussi les possibilités d'analyses. En effet n'ayant traité qu'une année de recensement, nous ne pouvons pas analyser la saisonnalité ou la tendance des phénomènes conflictuels à la Réunion. Dans la suite de l'étude des conflits à la Réunion, il serait intéressant de réaliser un dépouillement sur plusieurs années ce qui permettra de caractériser plus précisément l'activité conflictuelle.

### **3.5 La PQR : une source subjective**

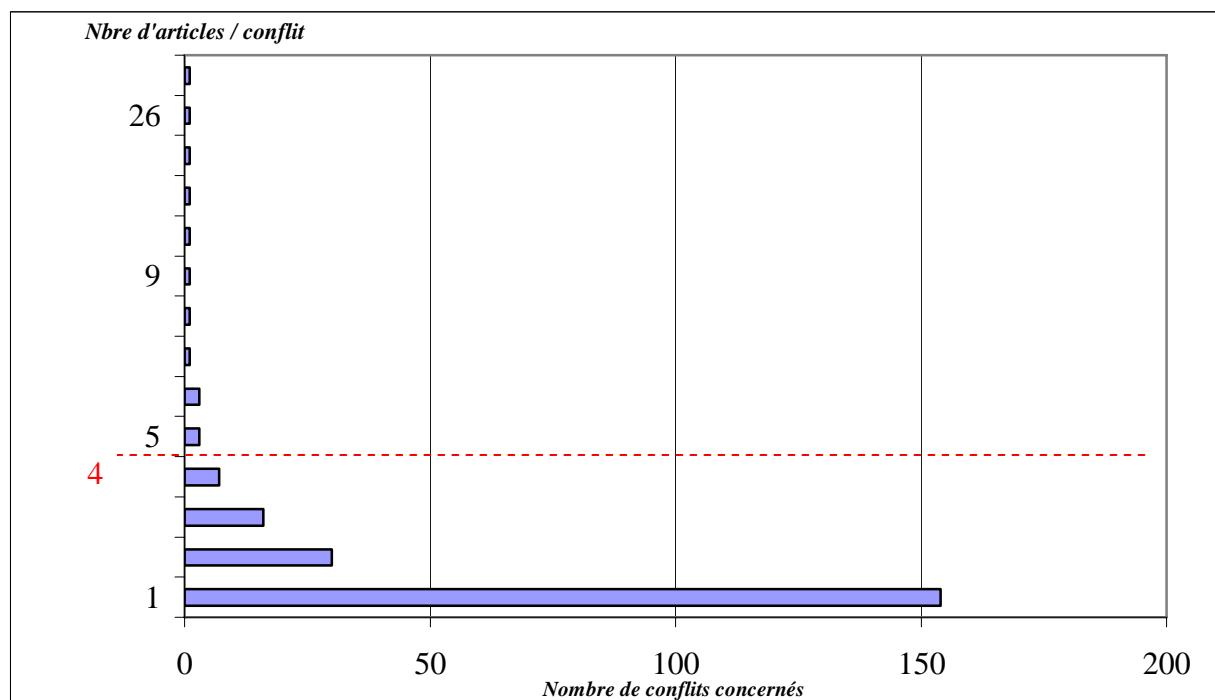
Comme nous l'avons déjà évoqué dans la seconde partie, il est nécessaire de tenir compte de la nature de l'information contenue dans la PQR. En effet, de par les caractéristiques intrinsèques de cette presse, l'information obtenue est subjective. Elle permet une première approche qualitative et non quantitative. Nous proposons de croiser les enseignements obtenus par le dépouillement de la PQR à d'autres sources d'informations afin de confirmer ou d'infirmer les tendances que nous avons pu relever lors de cette étude.

Cette méthodologie et les outils que nous avons employés, nous ont permis d'obtenir les grands traits de caractérisation des phénomènes conflictuels à la Réunion.



**Graphique 2: Répartition mensuelle des articles recensés en 2006**

(Réalisation : POUTAREDY Odile, Source : Base de données Andycote)



**Graphique 3: Nombre d'articles par conflit en 2006**

(Réalisation : POUTAREDY Odile, Source : Base de données Andycote)

### III. DES CONFLITS : « MIROIRS » DE LA SOCIÉTÉ RÉUNIONNAISE ET DE SON ÉVOLUTION

Cette troisième partie est consacrée à l'exposé des nos résultats qui nous permettra de montrer comment les conflits reflètent l'évolution de la société réunionnaise et de ses usages du territoire. Dans une première partie, nous tirerons les grands traits de la conflictualité à partir des données concernant les articles (1). Puis, dans la seconde, nous affinerons notre analyse en nous focalisant sur les phénomènes conflictuels et leurs protagonistes (2). Ensuite nous étayerons nos conclusions générales sur les dynamiques conflictuelles par la présentation des études de cas (3). Enfin nous ferons le bilan de nos analyses.

#### 1. Des articles aux conflits

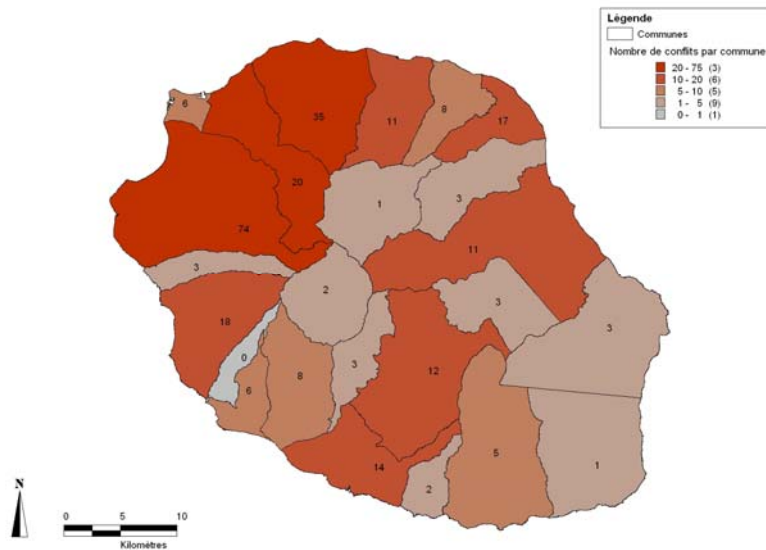
Suite au travail de recensement, nous avons répertoriés et archivés **445 articles** relatant **225 conflits**. Ce premier élément, nous permet déjà de dégager un premier trait de caractérisation de la conflictualité à la Réunion. En effet, le **nombre de ces phénomènes conflictuels** est ici bien supérieur aux autres départements français étudiés. Par exemple l'étude effectuée dans le Puy-de-Dôme par Janichon (2001) avait recensé sur 3 ans de dépouillement 275 articles représentant 125 conflits distincts soit environ 0,06 conflits pour 1000 habitants par an, notre étude qui ne porte que sur une année a permis de recenser 445 articles relatant 225 conflits soit 0,3 conflits pour 1000 habitants par an. Le territoire réunionnais compte 5 fois plus de phénomènes conflictuels que le département du Puy-de-Dôme !

Nous observons, sur le graphique 2, une hétérogénéité de la répartition des articles traitant des conflits au cours de l'année 2006. Le nombre d'articles augmente considérablement les mois de février, mars et avril. Ces trois mois comptabilisent à eux seuls plus de 169 articles sur les 445 recensés sur toute l'année soit environ 37% du total des conflits recensés. Ces fluctuations sont directement liées à l'actualité de l'Ile. En effet, le début de l'année 2006 a été marqué par plusieurs phénomènes exceptionnels : la crise du chikungunya, les crues de la Rivière des Pluies et les éboulis de la route du littoral.

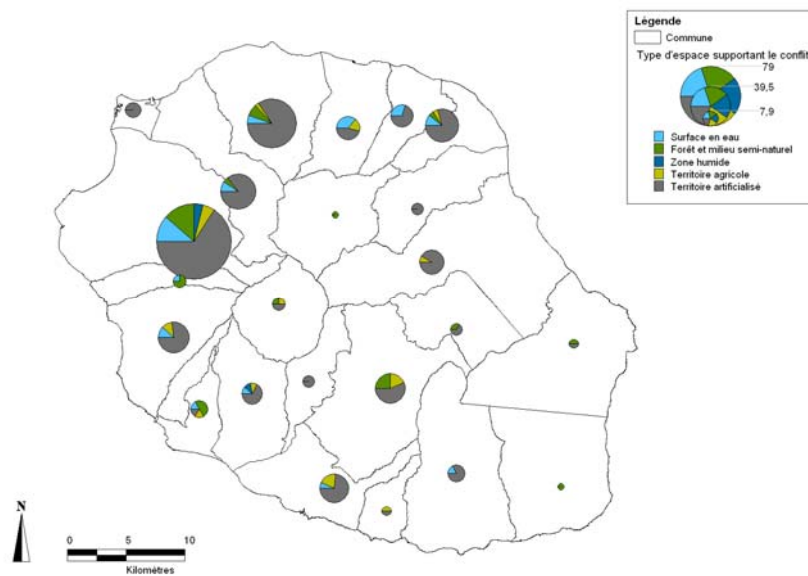
Le graphique 3 qui présente la combinaison entre nombres d'articles relatifs à un conflit et nombre de conflits montre que plus de 150 conflits n'ont été relatés que par un seul article. Ainsi deux types de conflits peuvent être distingués : des conflits auxquels sont consacrés peu d'articles (de un à quatre articles) qui retiennent peu l'attention des médias et donc de la population et des conflits qui sont traités par un grand nombre d'articles (plus de quatre articles) (cf. figure). Cependant, le fait qu'un conflit soit « hyper médiatisé » ne semble pas être un critère pertinent pour juger de l'importance du conflit sur les décisions territoriales. En effet, comme nous l'avons évoqué lors de la présentation de la PQR, les critères de sélection de ce type de journal est très variable et subjectif. Nous traiterons donc dans un premier temps les conflits « hyper médiatisés » et les « conflits médiatisés » sans distinction.

Nous pouvons ainsi regrouper 58 conflits traitant sept grandes « *thématiques médiatisées* » en 2006 et traités dans 231 articles soit près la moitié des articles recensés:

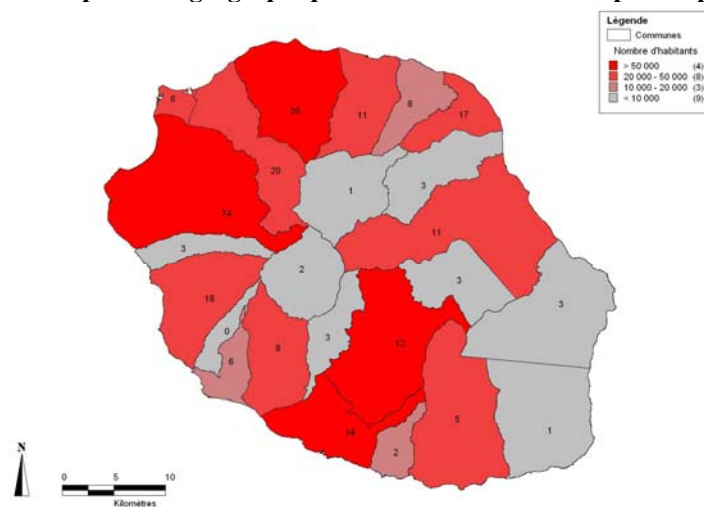
1. L'épidémie du chikungunya
2. Les éboulis de la route du littoral
3. Le projet d'incinérateur
4. Le PLU de St Paul et de la Possession
5. Les dommages causés par les crues de la Rivière des Pluies
6. L'extension du Golf de l'Etang Salé
7. Les champs éoliens de l'est de l'Ile



**Carte 8 : Localisation géographique des conflits par commune**



**Carte 9: Répartition géographique des conflits suivant l'espace support**



**Carte 10 : Localisation des conflits et nombre d'habitants par commune**  
(Réalisation : CLAVAUD Nicolas, Source : base de données Andycote)

Nous remarquons que l'année 2006 est marquée par une série de conflits insolites de part leurs thèmes l'épidémie du chikungunya mais aussi par le nombre de conflits liés à cette thématique. En effet, nous relevons plus d'une cinquantaine de conflits liée à cette thématique.

## **2. Du conflit d'usage aux enjeux de territoire**

### **2.1 Une répartition géographique inégale des conflits**

En raison de l'imbrication géographique des modes d'occupation de l'espace précédemment évoquée, nous avons eu beaucoup de difficultés à classer les espaces-support du conflit dans la grille fournie par Andycote. D'autant que les critères proposés par la base restent très larges. Souhaitant que les données récoltées par nos soins restent quand même exploitables par Andycote, nous nous sommes contraints à utiliser la classification proposée.

La carte 8 montre que les conflits sont répartis de façon hétérogène. Cette répartition semble corrélée à la localisation de certains usages sur l'Ile.

En effet, bien que les 24 communes de l'Ile, excepté Les Avirons, soient concernées par un à plusieurs conflits durant l'année 2006, le degré de conflictualité est très variable d'une commune à une autre. Les communes les plus polémogènes se situent dans les microrégions nord et ouest. Nous remarquons que certaines communes apparaissent beaucoup plus conflictuelles que les autres. Nous pouvons ainsi citer les communes de St Paul (74 conflits), St Denis (35 conflits) et la Possession (20 conflits). Notons cependant que le cas des communes de la Possession et de St Denis est particulier de par la localisation sur leur territoire de la route du Littoral, un des espaces supports de conflits le plus polémique. 7 conflits traitant de la route du Littoral soit 64 articles sont recensés.

Pour affiner cette première analyse, nous descendrons à l'échelle de plus petits territoires pour y observer les conflits d'usage. En ce qui concerne les territoires sur lesquels portent les conflits, nombreux apparaissent dans les zones urbanisées de l'Ile et autour des surfaces en eau des villes du littoral. A l'inverse les espaces agricoles présentent un taux de conflictualité plus faible (cf. carte 9). Plusieurs éléments semblent expliquer ce constat.

Premièrement, nous remarquons une correspondance entre les zones les plus peuplées et la concentration des conflits (cf. carte 10). La densité de population serait donc un élément permettant d'expliquer la proportion importante de zone urbanisée dans les espaces-support du conflit.

Ensuite, nous constatons que, plus les activités économiques sont développées sur un territoire plus les conflits d'usage sont nombreux. La présence d'activités économiques (telles que l'activité balnéaire située en majeure partie sur la commune de St-Paul mais aussi des activités industrielles dans la région du Port et de la Possession) semble ainsi influencer l'émergence de conflit, comme nous l'observons dans les quartiers balnéaires de St-Paul (St-Gilles les Bains et la Saline les Bains). Ces territoires comptabilisent à eux seuls 22 conflits sur les 74 recensés sur la commune de St Paul. Cette zone est connue pour son importance touristique mais elle abrite aussi la majeure partie des récifs coralliens de l'Ile. La présence des milieux naturels remarquables sur le littoral ouest (Ex. Etang de St Paul, le récif corallien) cristallise également un certain nombre de conflits notamment dans les interactions négatives avec les usages urbains qui se développent sur la côte.

Thème du conflit	Objet du conflit	Nombre de conflits	% total	% par thème
Accessibilité / servitude	droit d'accès / passage	24	11%	69%
	occupation / stationnement	11	5%	31%
	<b>Total</b>	<b>35</b>	<b>16%</b>	
Activités économiques	activité de transport aérien	1	0%	2%
	activité exploitation agricole	3	1%	5%
	activité exploitation forestière	2	1%	3%
	autre	3	1%	5%
	carrière / gravière	1	0%	2%
	commerce / distribution / publicité	4	2%	7%
	production / stockage produits chimiques-pétrochimiques	1	0%	2%
	recupération / stockage / traitement des déchets	37	16%	64%
	recupération / stockage de matériaux (voitures, pneus,...)	1	0%	2%
Décision publique	tourisme / loisir	5	2%	9%
	<b>Total</b>	<b>58</b>	<b>26%</b>	
	autre	8	4%	13%
	construction / extension bâti agricole	2	1%	3%
	construction / extension habitation	16	7%	27%
	construction / extension structure commerciale	1	0%	2%
	document urbanisme (POS, PLU, SCOT, DTA)	5	2%	8%
	infrastructure ferroviaire	1	0%	2%
	infrastructure portuaire	1	0%	2%
Divers	infrastructure routier	18	8%	30%
	périmètre gestion risques	4	2%	7%
	production - transport énergie	4	2%	7%
	<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>27%</b>	
Divers		1		
Gestion et préservation milieu	autre	21	9%	32%
	chasse / pêche	2	1%	3%
	divers	13	6%	20%
	gestion / qualité des eaux	11	5%	17%
	préservation / gestion faune / flore, biodiversité	15	7%	23%
	qu'alité air	1	0%	2%
	qualité des sols	1	0%	2%
	risque	1	0%	2%
	<b>Total</b>	<b>65</b>	<b>29%</b>	
Voisinage	troubles du voisinage	4	2%	67%
	vol, dégradation, agression	2	1%	33%
	<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>3%</b>	
Total		225		

**Tableau 2 : Répartition des conflits suivant leurs thèmes et leurs objets**  
(En vert les conflits ayant trait à l'aménagement du territoire, en orange : à la gestion des déchets)

(Réalisation : POUTAREDY Odile, Source : Base de données Andycote)

De plus, les caractéristiques socio-professionnelles et l'histoire du peuplement sont d'autres facteurs explicatifs de l'importance de la conflictualité dans les zones urbanisées. Ainsi la zone de St Gilles les Bains et la Saline les Bains est constituée de quartiers résidentiels regroupant essentiellement des cadres et des intellectuels majoritairement « z'oreils<sup>15</sup> ». Cela pourrait expliquer un engagement plus systématique de cette partie de la société réunionnaise en cas de tension.

La répartition géographique des conflits étant corrélée à la répartition de l'activité humaine sur l'Ile, il nous semble que nous devrions également distinguer les conflits dans les Hauts et les Bas, ces derniers concentrant la majeure partie de la population et des activités humaines. Cependant, cette proposition est difficilement vérifiable car les informations géographiques de la base Andycote n'autorisent pas un découpage permettant de différencier les Hauts et les Bas sur la totalité de l'Ile.

En combinant les caractéristiques de répartition des usages du territoire (économiques, résidentiels, conservation), les spécificités naturelles et la structuration locale des groupes sociaux nous pouvons déterminer une concentration des conflits plus importante dans le Nord et l'Ouest.

Après avoir déterminé la localisation des conflits, intéressons nous à leur thématique afin de déterminer s'il existe des problématiques plus conflictuelles que d'autres.

## **2.2 Des conflits reflétant des enjeux territoriaux**

Après avoir caractérisé les conflits par rapport à leur répartition géographique, nous proposons d'analyser les objets des ces phénomènes conflictuels afin de tenter d'établir l'existence des spécificités locales concernant le thème des conflits.

Pour cela nous avons regroupé la diversité des conflits selon trois grandes catégories d'objet. Ces conflits représentent 184 conflits des 225 recensés.

La première catégorie, qui concerne les conflits liés à la gestion et la préservation des milieux, représente 65 conflits soit 28% des conflits recensés. Nous pouvons citer comme exemple de ce type de conflit le cas d'une pollution provoquée par une station d'épuration dans un cours d'eau provoquant une pollution des milieux écologiques (mortalités importantes de poissons) mais aussi des dégradations du cadre de vie des riverains (odeurs nauséabondes) (voir tableau 2).

La seconde catégorie regroupant les conflits à propos des décisions administratives comptabilise 60 conflits soit 27% de la totalité des conflits. Ces conflits sont liés à des décisions prises par les autorités publiques. Nous pouvons prendre comme exemple la mise en place des PPR par les communes qui sont remis en cause par certains propriétaires car la mise en place de ce plan gèle et dévalorise leurs terrains.

La dernière catégorie de conflits qui regroupe les conflits ayant trait aux activités économiques recense 58 conflits soit 26% de la totalité des conflits. Nous pouvons citer, ici, l'exemple des camions-bars (si emblématique de la culture réunionnaise) dont l'implantation en bord de mer sur le domaine public est remise en cause par certaines municipalités de l'Ile (notamment celle de St Paul).

Sur les 41 restants, 35 ont pour objet l'accessibilité, nous citerons ici l'exemple de deux voisins s'opposant sur l'accès à un chemin privé. Enfin 6 conflits concernent des conflits de

---

<sup>15</sup> En créole réunionnais métropolitains



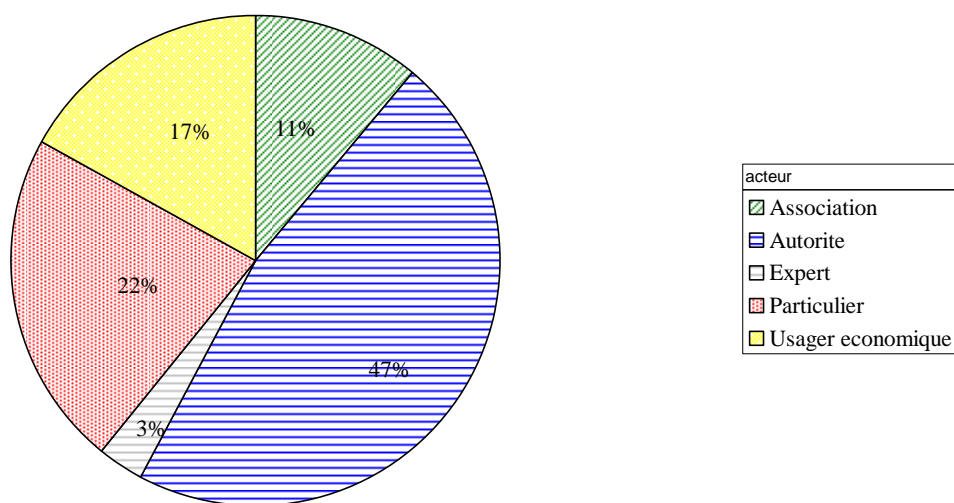
voisinages, c'est le cas par exemple de voisins se plaignant de pollutions sonores provoquer par l'un entre eux. (Cf. Tableau 2).

Cependant bien que les objets généraux se répartissent de manière homogène. En affinant notre analyse, nous observons qu'à l'intérieur d'un thème général certains sous-thèmes sont surreprésentés. Par exemple, le tableau 2 montre ainsi que les conflits ayant trait à la gestion des déchets représentent 15% des conflits recensés. Ces conflits sont souvent dus à l'apparition de dépôts sauvages sur l'Ile. Cette situation est de plus en plus dénoncée soit par des riverains se plaignant des désagréments (visuels, olfactives) soit par des associations. En affinant notre analyse, nous nous rendons compte que nous pouvons rapprocher certains des sous-thèmes les plus importants des grands enjeux de la société réunionnaise. Nous retrouvons ainsi 2 grandes thématiques - « la gestion des déchets » et « l'aménagement territorial » - représentées dans plus de 70% des conflits recensés.

Le premier enjeu « la gestion des déchets et la salubrité publique » est un des thèmes les plus récurrents de l'année 2006. Au 15% précédemment évoqué, nous devons ajouter un certain nombre de conflits classés dans les rubriques « gestion préservation du milieu / autre ». Par ailleurs, certains conflits recensés qui ne concernent pas directement la gestion des déchets, mais beaucoup plus la salubrité publique et les dommages collatéraux causés par les démoustications ont été classés dans la catégorie « gestion préservation du milieu / autre ». Citons l'exemple d'une casse clandestine dans la commune du Port susceptible de contenir des gîtes larvaires ou encore la présence de déjections de rats dans certaines écoles. Ces exemples illustrent la diversité des conflits gravitant autour des thématiques « gestion des déchets et salubrité publique ». L'importance des conflits liés aux problèmes de salubrité publique s'explique par l'épidémie de chikungunya et par l'apparition de la leptospirose (cette dernière mortelle étant transmise par les rats). Autour de ces objets, maladie « symptomatiques » du manque d'hygiène, se sont cristallisés de nombreux débats sur le manque d'hygiène et de civisme des réunionnais.

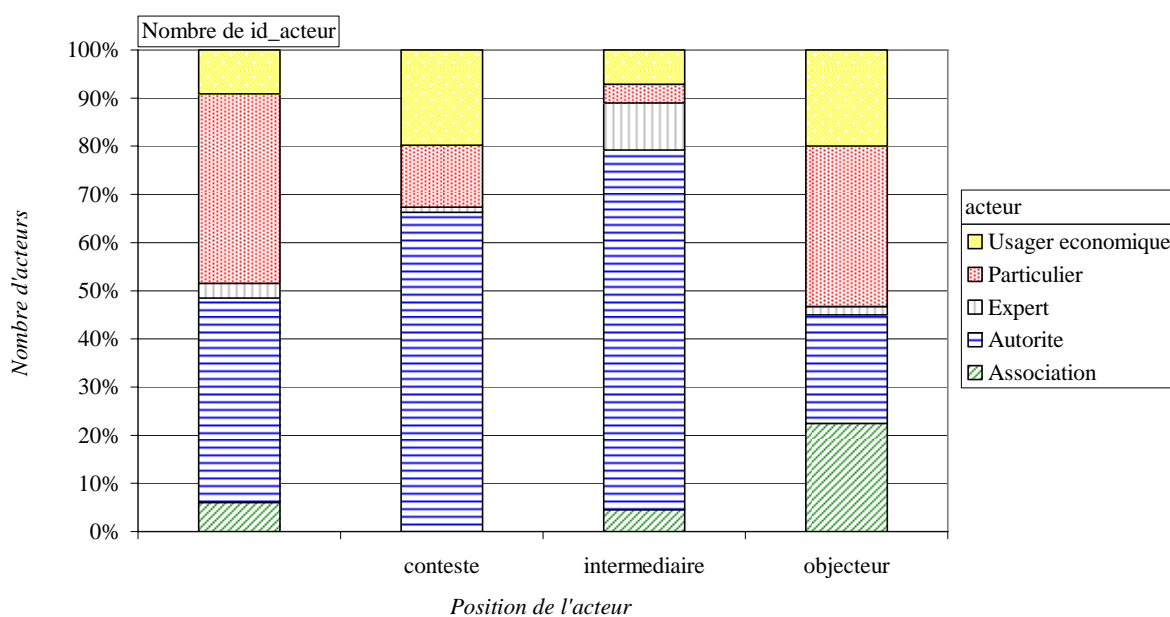
Les thématiques « Accès et servitudes » et « Décision administrative » ont été regroupées sous un enjeu plus général « Aménagement du territoire ». Citons notamment, tous les conflits liés aux constructions réalisées sans autorisation, mais aussi la mise en place de périmètre de protection : l'année 2006 marquant notamment le début de la mise en place par les communes de Plan de Prévention des Risques (PPR). Cet enjeu « aménagement du territoire » regroupe 95 conflits. Ces conflits d'aménagement sont souvent liés au contexte physique et naturel de l'Ile difficile et / ou à la mise en place de réglementation nécessaire afin de protéger les biens et les personnes.

Notons également que contrairement à la métropole, nous observons une sous représentation des conflits où l'intérêt défendu est la protection du cadre de vie, qui est pourtant l'un de ceux le plus défendu en métropole (Janichon, 2001 ; Jeanneaux, 2006). Comme nous l'évoquions déjà dans la présentation contextuelle de la Réunion, cette sous représentation s'explique en partie par le fait que le principal critère motivant le choix du lieu de résidence des Réunionnais n'est pas le cadre de vie mais le prix du foncier. Or l'évolution du prix du foncier est étroitement liée à la capacité des décideurs publics à mettre en place des programmes immobiliers attractifs et suffisants pour répondre à la forte demande de la population réunionnaise jeune. Nous voyons encore une fois poindre l'enjeu de l'aménagement du territoire. De plus la notion de cadre vie ne semble pas avoir la même valeur à la Réunion qu'en métropole. En effet, les Réunionnais encore attachés à la cellule familiale préfèrent un lieu de résidence proche de la famille. D'autres facteurs influencent aussi le choix de résidence la proximité des lieux de travail, des centre urbains. Ceci s'expliquent d'autant plus que les milieux ruraux ou naturels restent proches des zones urbaines de par l'exiguïté de l'Ile.



**Graphique 4 : Répartition des acteurs suivant leur type**

(Réalisation : POUTAREDY Odile, Source : Base de données Andycote)



**Graphique 5 : Répartition des acteurs suivant leur type et leur position dans le conflit**

(Réalisation : POUTAREDY Odile, Source : Base de données Andycote)

Notre analyse des objets supports de conflits montrent la prédominance de deux enjeux spécifiques de la société réunionnaise et qui insuffisamment traités sont à l'origine de situations conflictuelles (i) la gestion des déchets et la salubrité publique et (ii) l'aménagement du territoire. Notons, que ces enjeux regroupent 6 des 7 conflits que nous avons auparavant identifiés comme « médiatisés ». Nous pouvons ainsi rapprocher les conflits liés (i) aux difficultés de circulation avec la route du Littoral, (ii) à la protection des biens et des personnes contre les aléas naturels à l'origine des conflits gravitant autour des crues de la Rivière des Pluies, et (iii) les conflits à propos des PLU de St-Paul et la Possession ainsi que (iv) le projet d'extension du golf aux enjeux d'aménagement du territoire. Alors que les conflits à propos de (v) l'épidémie du chikungunya et (vi) le projet d'incinérateur ont pour enjeu principal la gestion des déchets et la salubrité publique. De part leur importance médiatique et les enjeux qu'ils représentent ces conflits médiatisés peuvent être qualifiés d'« emblématiques ».

Grâce à l'analyse des objets des conflits nous avons pu déterminer deux grands enjeux regroupant la majeure partie des conflits recensés dans l'Ile : (i) les conflits à propos de la gestion des déchets / la salubrité publique et (ii) ceux ayant trait à l'aménagement du territoire. Nous nous intéressons à présent aux acteurs impliqués dans ces conflits, afin de déterminer une typologie des forces en présence ainsi que les usages et les arguments qu'elles défendent.

### **2.3 Une opposition entre les acteurs de la société civile et les décideurs publics**

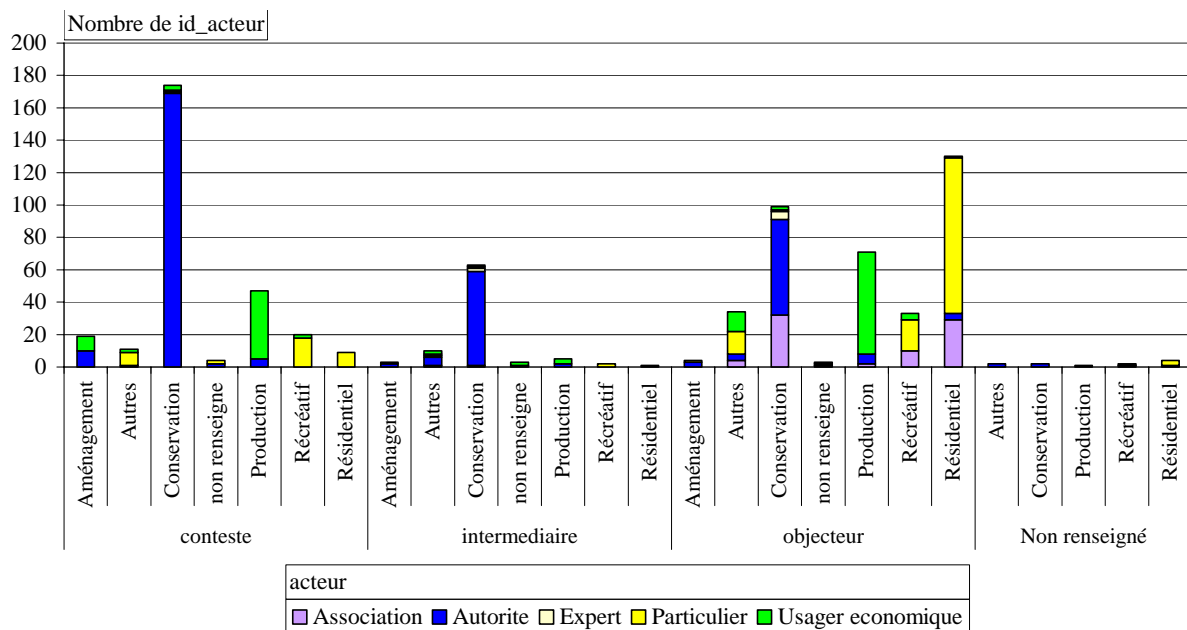
Nous avons recensé plus de 857 acteurs impliqués dans ces conflits soit une moyenne d'un peu plus de 3 protagonistes par conflit. Nous avons regroupé ces acteurs en cinq grandes classes : (i) les associations, (ii) les autorités qui regroupent les pouvoirs publics locaux et nationaux, (iii) les experts, (iv) les particuliers et (v) les usagers économiques regroupant toutes activités de production. Le graphique montre la place prédominante qu'occupent les autorités dans les conflits (47% des acteurs recensés sont des pouvoirs publics), suivi par les particuliers (avec un peu plus de 20%) et les associations (11% des acteurs) (voir graphique 4).

Dans les conflits, les acteurs peuvent adopter 3 positions possibles. Tout d'abord nous distinguons les « objecteurs » : qui seront à l'initiative du conflit en remettant en cause les règles préétablies. Ensuite, viennent les « contestés » auxquels s'opposent les objecteurs. Enfin il existe une catégorie d'acteurs, les « intermédiaires », qui n'ont généralement pas d'intérêts propres dans le conflit mais qui y prendront part pour tenter de le résoudre. Notons que pour 19 acteurs nous n'avons pas pu définir leurs positions par manque d'informations contenues dans les articles. Les objecteurs sont les plus présents au sein des conflits puisque ce sont eux qui s'engagent sur la place publique (+50% des acteurs recensés).

Pour affiner l'analyse, nous pouvons combiner le type d'acteurs et sa position dans le conflit. Ainsi les parties les plus contestées sont les pouvoirs publics (66%), alors que les objecteurs sont pour 33% des particuliers. Le rôle d'« intermédiaire » est pour 75% tenu par les autorités publiques (cf. graphique 5).

Précisons encore un peu plus notre analyse en intégrant les usages. Nous pouvons ainsi noter une corrélation entre les usages, la position et le type d'acteur.

Les objecteurs étant les mieux représentés dans la base de données, précisons leurs usages. L'usage résidentiel reste prépondérant. Les conflits à propos de cet usage sont le plus souvent initiés par des particuliers. Les usages de production quand à eux concernent surtout les acteurs économiques. Ces « usages objecteurs » s'opposent le plus souvent à l'usage de conservation porté par les autorités et les associations. Les intermédiaires des conflits sont souvent les autorités



**Graphique 6: Répartition des acteurs suivant leur type, leur usage et leur position dans le conflit**

(Réalisation : POUTAREDY Odile, Source : Base de données Andycote)

publiques qui œuvrent aussi en faveur de l'usage de production (cf. graphique 6). De plus, un argumentaire basé sur la défense du « cadre de vie » sera davantage défendu par les particuliers objecteurs, alors que l'argumentaire « respect de la réglementation » est souvent plaidé par les autorités.

La corrélation entre usages, position et type d'acteurs marque ainsi l'implication de plus en plus grande de la société civile réunionnaise qui remet en cause les décisions prises par les autorités et qui revendique que les pouvoirs publics tiennent compte de leur point de vue. Par comparaison, la proportion des autorités contestées est largement supérieure à ce que l'on peut rencontrer dans le Puy-de-Dôme où 46% des acteurs en opposition sont des décideurs publics. Alors qu'en terme d'objecteurs, les proportions sont quasi les mêmes. Janichon (2001) recense environ 70% « objecteurs citoyens<sup>16</sup> ». Ici nous sommes environ à 75% d'objecteurs citoyens.

L'analyse des acteurs en présence met en évidence deux types d'acteurs distincts s'opposant.

D'une part les « objecteurs », issus de la société civile (particuliers, acteurs économiques ou association) revendiquant leurs usages spécifiques du territoire : résidentiel pour les particuliers, productif pour les acteurs économiques, de conservation ou récréatif pour les associations,

Et d'autre part les parties contestées qui sont majoritairement constituées des autorités publiques qui plaident le plus souvent pour le respect de la réglementation.

Ayant déterminé la typologie des forces en présence, nous nous intéressons maintenant aux modes d'actions de chacune d'entre elles.

## **2.4 Des modes d'actions encore « individualistes »**

Intéressons-nous maintenant aux différents modes d'action utilisés par les protagonistes du conflit. Afin de permettre l'analyse des modes d'action nous avons dû regrouper ceux proposés par Andycote dans de plus grandes catégories (cf. annexe VI)

Notons, un fort recours à la publicisation des conflits (40%) notamment par les objecteurs, puis à l'arbitrage juridique (16%) qui semblent être les modes d'actions des parties contestées ou intermédiaires. Nous remarquons la forte proportion de mode d'action « inconnu » (16%). Enfin, les MARC et la création d'associations ne sont pas des modes d'action très utilisés par les acteurs de conflits. En effet, ces deux dernières ne cumulent que 19% de la répartition des modes d'actions utilisés. Ces répartitions des modes d'action à la Réunion sont quelques peu différents des modes d'actions employés en métropole. En effet, dans l'étude similaire réalisée dans le Puy-de-Dôme : 45% des actions sont des actions de publicisation que Janichon (2001) nomme « *des actions de pression*<sup>17</sup> » alors 37% des actions sont des recours en justice.

---

<sup>16</sup> Citoyens : entreprises privées, agriculteurs, associations et particulier (Janichon, 2001, p.18)

<sup>17</sup> « Il s'agit de faire renoncer le mis en cause à son projet par une pression directe (manifestation), indirecte (média, politiques) ou en créant une association. » (Janichon, 2001, p.24)

## **2.5 Des échelles d'action très localisées**

Concernant l'échelle de l'action, celle-ci se cantonne souvent à l'échelle infra-communale ou communale (71%). En ce qui concerne les décideurs publics, la proportion des pouvoirs publics locaux et nationaux impliqués dans les conflits est pratiquement équivalente. Cependant, nous notons encore une fois la surreprésentation d'une sous classe des autorités locales : les communes. En effet les communes représentent plus d'un tiers des décideurs impliqués et presque que 70% des autorités locales.

L'échelle d'action associée aux acteurs impliqués démontre l'importance des élus locaux dans la vie décisionnelle à la Réunion. En effet, pour une grande partie de la société réunionnaise le maire a souvent « remplacé » le chef de la plantation du système coloniale qui devait subvenir à tous les besoins de ces employés et donc tenir un rôle paternaliste. Il est donc légitime pour une majorité de Réunionnais de se retourner vers le premier magistrat de la commune pour régler ses « tracas » de la vie quotidienne. Cette tendance semble être de plus en plus en perte de vitesse.

## **2.6 Bilan de notre analyse générale**

Cette analyse nous a permis d'obtenir une première photographie de la conflictualité à la Réunion. Dans un premier temps, nous avons pu établir des tendances concernant la répartition géographique des conflits. Nous avons constaté qu'il existait une adéquation entre la localisation des activités anthropiques et les zones les plus polémogènes. Ainsi les zones les plus peuplées de l'Ile, abritant des usages économiques et de conservation semblent être plus favorables à l'apparition des conflits. Ainsi, les microrégions nord et ouest apparaissent plus polémogènes que les deux autres.

Dans un second temps, en nous intéressant aux thématiques conflictuelles, nous avons pu déterminer deux principaux objets qui reflètent des enjeux primordiaux pour la Réunion : (i) la gestion des déchets et la salubrité publique qui cristallisent le manque de civisme et d'hygiène de la société réunionnaise et (ii) l'aménagement du territoire matérialisant les difficultés des autorités à corréliser le développement de l'Ile à ses conditions physiques et naturelles difficiles. Notons que 6 des 7 conflits « hyper médiatisés » ont pour objet ces mêmes enjeux.

Dans un troisième temps, nous avons établi une corrélation entre le type d'acteur, leurs positions, les usages qu'ils défendent ainsi que l'argumentaire développé. Nous avons caractérisé deux types d'acteurs : les représentants de la société civile (particuliers, acteurs économiques et associations) plutôt objecteurs qui défendent surtout l'usage résidentiel ou économique en prétextant des arguments sociaux et les pouvoirs publics qui sont le plus souvent contestés et qui plaident pour le respect de la réglementation. Ces caractéristiques des acteurs démontrent les revendications de plus en plus importantes de la société civile à participer aux décisions publiques.

Enfin nous notons des caractéristiques spécifiques à la Réunion quant aux modes d'action utilisés et leurs échelles. Ainsi contrairement à la métropole le mode d'action le plus utilisé par les objecteurs est ici la publicisation et le recours en justice. Quant aux échelles de ces actions, elles sont généralement très localisées et visent souvent les décideurs locaux et en particulièrement la commune. Ceci s'explique notamment par la place particulière qu'occupe le maire dans la société réunionnaise.

Ayant identifié les traits généraux de la conflictualité à la Réunion nous nous proposons de conforter cette analyse générale par des études de cas.

### 3. Des conflits « emblématiques » influençant la gouvernance territoriale

Comme nous l'avons fait déjà remarquer les conflits « médiatisés » semblent « cristalliser » des enjeux territoriaux beaucoup plus généraux auxquels doit faire face la société réunionnaise. Le volume d'articles publiés au sujet de ces conflits représente une masse d'informations beaucoup plus importante et riche que sur les autres conflits. Les renseignements contenus dans ces articles peuvent nous permettre de déterminer un peu plus précisément la chronologie et les dynamiques conflictuelles. Nous proposons donc d'analyser quelques études de cas de certains conflits « médiatisés » au cours de l'année 2006. Nous en avons choisi trois qui reflètent selon nous les principaux enjeux de société auxquels doit faire face la population réunionnaise.

Tout d'abord nous nous intéresserons aux conflits gravitant autour de la route du Littoral. Cette thématique récurrente représente pour nous un emblème des difficultés auxquelles doivent faire face l'ensemble des acteurs réunionnais afin d'aménager leur territoire.

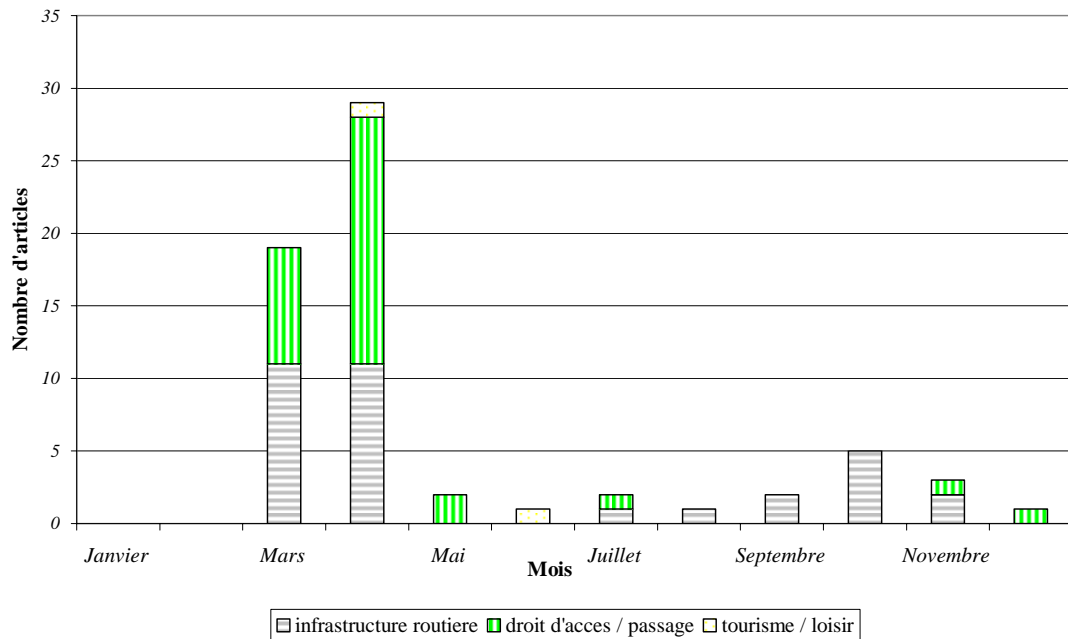
Ensuite nous traiterons des conflits liés à l'épidémie de chikungunya car ils représentent la thématique la plus marquante de l'année 2006. En effet, cette maladie a tristement rappelé à la Réunion l'un des ses vieux « démons oubliés » : la salubrité publique.

Afin de comprendre l'évolution des positions des acteurs impliqués dans ce type de conflit où une décision nationale est remise en cause par les protagonistes locaux nous analyserons le cas du projet de construction d'un incinérateur à Pierrefonds (St Pierre), un autre cas de conflictualité liée à la gestion des déchets.

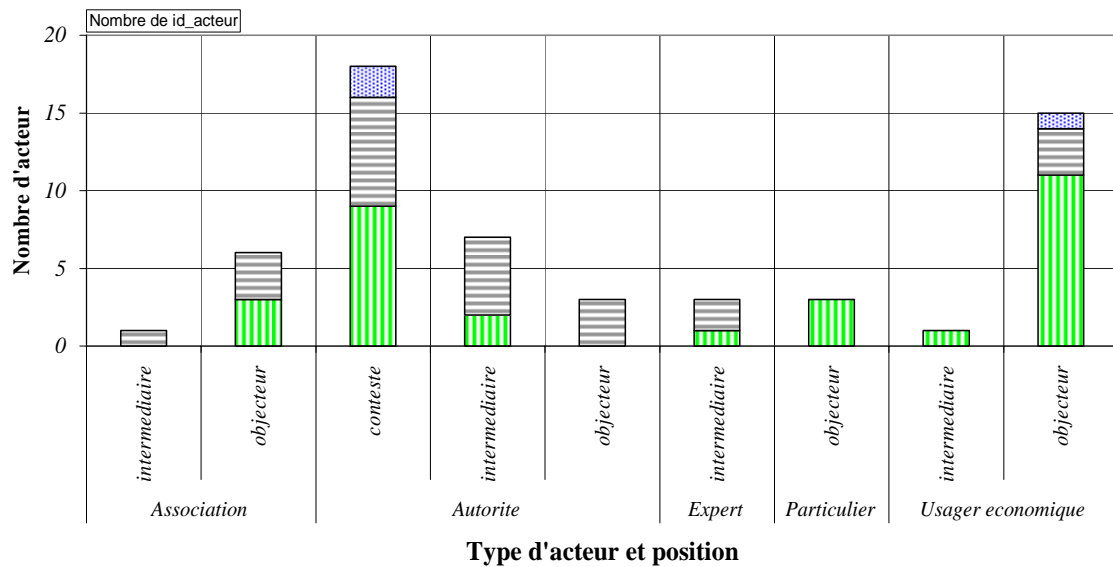
#### **3.1 Un conflit récurrent à la Réunion : la gestion et l'aménagement de la Route du littoral**

##### ***3.1.1 Une route soumise aux caprices de la nature***

La route du littoral, aussi appelée route en Corniche, est une section de treize kilomètres de long de la Route Nationale 1 reliant Saint-Denis et La Possession. Elle a été livrée le 5 mars 1976 après 29 mois de travaux. Cette « 2x2 » voies a la particularité d'être exposée à deux type d'aléas naturels. Située au pied d'une falaise géologiquement instable, elle est régulièrement le théâtre d'importants éboulis plus particulièrement à la suite de fortes pluies. Elle est aussi « victime » de la forte houle notamment lors des cyclones. Ces risques naturels ont déjà causé la mort d'une vingtaine de personnes depuis l'ouverture de la route. Pour protéger les usagers de cette route, les autorités ont mis en place plusieurs moyens techniques. Tout d'abord, le basculement de la route (c'est-à-dire l'interdiction de circulation sur moitié la voie la plus exposée : soit du côté mer lors des houles soit du côté montagne lors d'épisodes pluvieux importants) ou la fermeture totale de la route et sa déviation par la route la Montagne sont décidés par la DDE lorsque les risques sont trop importants (pluies, ou houle). C'est le cas en moyenne 64 jours par an (DDE de la Réunion, 2007) Puis par un coûteux programme de recouvrement de la falaise par des filets de protection qui a été lancé et qui est actuellement en cours de réalisation. Mais à plus long terme, les autorités sont toutes unanimes : une alternative à cette route risquée doit être trouvée. Ceci d'autant plus que la réfection continuelle des voies et des montants érodés par la mer et des éboulis présente un coût économique élevé pour son entretien.



**Graphique 7: Répartition mensuelle des articles concernant la route du Littoral en 2006**  
(Réalisation : POUTAREDY Odile, Source : Base de données Andycote)



**Graphique 8: Répartition des acteurs dans les conflits de la Route du Littoral suivant les types, leurs positions et l'objet du conflit.**  
(Réalisation : POUTAREDY Odile, Source : Base de données Andycote)



L'année 2006 a été marquée par deux accidents mortels sur la route du Littoral.

Le 24 mars 2006, la route du littoral connaît l'un des ses plus importants éboulis : un pan entier de la falaise (20000m<sup>3</sup> sur 150 m) s'effondre aux alentours de 5 h30. Cet accident a fait deux morts.

Le 15 Octobre 2006, la route du Littoral fait une nouvelle victime : une pierre d'une cinquantaine de kilos se décroche de la falaise et tue un petit garçon.

Voyons maintenant comment ces deux événements ont été traités par la PQR.

### ***3.1.2 Des conflits mettant en cause la responsabilité des pouvoirs publics***

Le graphique montre une recrudescence du nombre d'articles concernant la route du Littoral après chaque incident. Nous pouvons également, constater que les conflits concernant cet axe routier ont trois objets :

1. La gestion de l'infrastructure en elle-même,
2. L'accessibilité à cette route ou les dommages causés par sa déviation par la route de la Montagne
3. Le tourisme et loisirs dans une moindre mesure.

Nous avons recensé 57 acteurs impliqués dans des conflits à propos de la route du Littoral. Les autorités quelles soient locales (mairie, la région) ou nationales (les ministres) constituent la moitié de ces acteurs. Les autorités occupent principalement la place de parties contestée.

Nous remarquons une augmentation des articles concernant l'accessibilité à la route, au mois de d'avril. Nous expliquons ce phénomène par la durée de fermeture de la route après l'accident du 24 Mars. En effet, suite à cet éboulis la RN1 restera fermée pendant plus de trois semaines (cf. graphique 7). Il apparaît également que ces conflits résultent surtout de l'initiative des usagers économiques contre les autorités. Rappelons l'importance économique de cet axe routier qui relie le port au chef-lieu de la Réunion, qui supporte un trafic de 55 000 véhicules / jours et 60% du fret (marchandises et carburants) (DDE de la Réunion, 2007). Notons aussi que les acteurs économiques sont ici surtout représentés par des organisations syndicales (de routiers, ambulanciers et taxiteurs) et les différentes chambres consulaires. Ce type de conflit est également porté dans une moindre mesure par les particuliers, ici se sont principalement les habitants de la Grande Chaloupe<sup>18</sup> et de la Route de la Montagne (itinéraire de déviation) qui sont concernés.

Beaucoup moins d'articles sont consacrés au conflit autour de la sécurité de l'infrastructure (33 articles). Ce type de conflit implique beaucoup moins d'acteurs (24 acteurs). Encore une fois, ce sont les pouvoirs publics qui sont « contestés ». Ici, l'objet de la contestation porte sur les responsabilités quant à la sécurisation de la route du Littoral. Les associations d'usagers qui sont les principales « objectrices » contre les autorités nationales (en outre l'Etat et les services de la DDE) (cf. graphique 8) réclament la sécurisation de cet axe routier. Cette réaction s'explique par la dangerosité de cette route qui tue régulièrement et qui est emprunté par plus 80 000 Réunionnais par jour. Chaque Réunionnais se sent concerné par ces accidents.

Nous remarquons la présence de seulement deux articles sur le « tourisme ». Ces articles concernent les professionnels de ce secteur situés sur la côte ouest qui réclament une concertation sur les horaires de fermeture de la Route lors de travaux de sécurisation. En effet, depuis l'accident

---

<sup>18</sup> Endroit stratégique de l'ancien chemin de fer, la Grande Chaloupe est aujourd'hui un quartier enclavé se trouvant à cheval sur la commune de St Denis et de la Possession qui ne peut être desservi que la Route du Littoral

du 24 mars, la route du littoral est fermée tous les dimanches matins pour des travaux de sécurisation. Les professionnels de la zone balnéaire, se disent lésés par ces fermetures dominicales qui décourageraient la population de nord et de l'ouest à se rendre sur les plages de l'Ouest, d'où un manque à gagner. Les professionnels réclamaient alors une concertation sur les horaires de fermeture dominicale. Nous pouvons donc constater que les conflits autour de la route du Littoral sont surtout véhiculés par des organisations professionnelles ou des associations contre les autorités nationales. Les conflits à propos de la Route du Littoral peuvent donc pour la plupart être qualifiés de collectifs.

Les conflits à propos de la route du Littoral reflètent bien les difficultés auxquelles doivent faire face les autorités en terme d'aménagement du territoire. En effet, le relief escarpé et la géologie fragile de l'Ile associés à une climatologie extrême rendent l'aménagement de cet axe difficile. Cette situation est d'autant plus tendue sur cette portion de route compte tenu de son importance économique. L'analyse de ce conflit démontre également l'influence des acteurs économiques sur les décisions prises par l'Etat à propos de cette route. En effet, suite à l'éboulis la première réaction de l'Etat fut d'envisager la réouverture de cet axe avant la sécurisation complète de la falaise mais devant la pression des professionnels de la route, les autorités nationales finissent par céder et rouvrent la route de manière « prématuré » au poids lourds puis aux particuliers.

### **3.2 Le conflit emblématique de l'année 2006 : la gestion de l'épidémie de chikungunya**

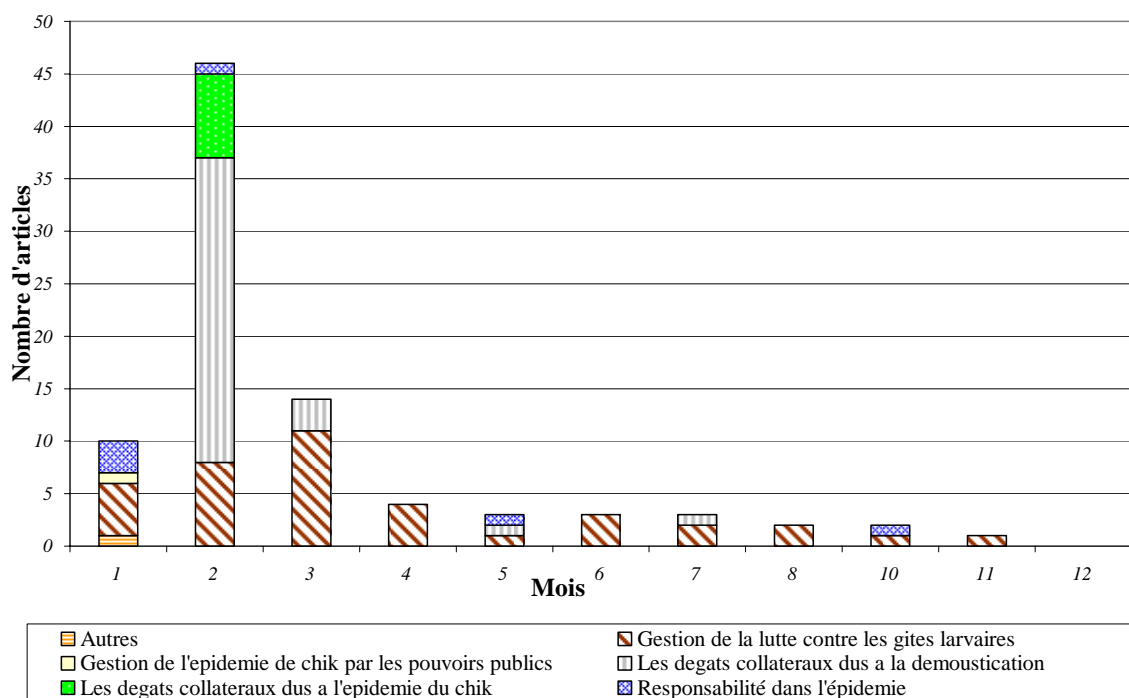
#### **3.2.1 *Le chik, un seul moyen de lutte : combattre les gîtes larvaires***

Le chikungunya (en abrégé chik), est une maladie infectieuse tropicale, due à un arbovirus (Alphavirus de la famille des Togaviridae), transmise par des moustiques du genre Aedes. La transmission du virus d'un humain malade à un moustique se fait par le sang aspiré lors de la piqûre. La contamination d'un homme sain est réalisée par la salive de moustiques qui ont été infectés quelques jours ou quelques semaines auparavant. Seuls les moustiques femelles piquent.

Le nom de cette maladie est d'origine bantoue et signifie : « qui se recourbe, qui se recroqueville », on a aussi traduit chikungunya en français « maladie qui brise les os » car elle occasionne de très fortes douleurs articulaires associées à une raideur, ce qui donne aux patients infectés une attitude courbée très caractéristique.

Le virus a été identifié en mai 2005 à La Réunion. Le premier cas y a été enregistré le 22 février. Fin novembre 2005, 4500 personnes étaient contaminées. Au 24 février 2006, le virus du chikungunya avait touché plus de 150 000 personnes, soit 20% de la population de l'Ile, avec près de 120 000 nouveaux cas rien que pour le début de l'année 2006. L'année 2006, correspond à une année charnière de l'épidémie car après plus d'un an et une campagne de démoustication acharnée et très controversée l'épidémie sera enfin maîtrisée.

Aucun médicament n'a été mis au point à ce jour ; seul un vaccin expérimental a été développé par l'Institut de recherche de l'armée des États-Unis. Plusieurs méthodes ont été expérimentées pour soulager les malades. Nous pouvons par exemple citer l'exemple de l'anti paludéen qui semble avoir une certaine efficacité sur la maladie. En effet, le chik semble avoir plusieurs similitudes avec le paludisme : maladie des pays tropicaux causé par virus et transmis par le même vecteur : le moustique. La seule véritable prévention à ce jour consiste donc à combattre la reproduction et la prolifération des moustiques par l'élimination des gîtes larvaires d'eau stagnante par exemple les vases des cimetières, les bâches des piscines, les récipients abandonnés, les gouttières, les pneus entreposés à l'extérieur, les déchets. Aedes albopictus, moustique vecteur du chikungunya est très lié aux activités humaines.



**Graphique 9: Répartition mensuelle des articles ayant pour thème le chikungunya**

(Réalisation : POUTAREDY Odile, Source : Base de données Andycote)

La crise du chik met également en exergue le problème de la transmission de maladies entre les différentes Iles de la zone. En effet, suite la découverte du virus du chik à la Réunion s'est posé le problème de sa dissémination.

### 3.2.2 *Les conflits à propos du chik*

Le chik est l'objet de 88 articles recensés exposant 53 conflits. Nous pouvons regrouper ces conflits sous quatre grands items :

1. La contestation de la gestion de la lutte contre les gîtes larvaires,
2. Les réactions suite aux dommages causés par l'épidémie
3. Les dommages collatéraux aux démoustications,
4. La remise en cause de la responsabilité des autorités dans la gestion de la crise.

Nous observons une répartition hétérogène du nombre de conflits par mois, avec un pic important en février dû aux conflits liés aux réactions aux dommages soit causés par l'épidémie directement soit par la démoustication sur les hommes et la biodiversité (cf. graphique 9).

Ces conflits recensés ont des espaces support et contestations diverses. Ces conflits ont donc pour la plus part une dynamique ponctuelle et localisée : il ne concerne qu'un espace défini à un moment donné.

Presque que 80% de ces conflits (40 conflits) concernent la gestion de la lutte contre les gîtes larvaires. En effet, cette épidémie a été révélatrice d'importantes lacunes en terme de gestion des déchets et de la salubrité publique. Des dépôts sauvages d'ordures et de carcasses de voitures, qui passaient presque inaperçus avant l'épidémie, sont montrés du doigt par les riverains par le biais de la presse. Les biens support et l'espace de contestation se cantonnent souvent à l'échelle infra communale. Le principal argument défendu lors de ces conflits est la protection des biens et des personnes et notamment en terme de santé publique.

Il en est de même pour la dizaine de conflits ayant pour objets la gestion de la démoustication. Mais contrairement aux conflits liés à la gestion des gîtes larvaires qui sont répartis sur toute l'année 2006, nous observons une multiplication des articles traitant des conflits à propos des dégâts causés par la démoustication au mois de février.

Ce phénomène s'explique par l'historique des démoustications. Les premières démoustications massives débutent au début de l'année 2006. Ces traitements sont effectués par plusieurs acteurs : les autorités nationales (la DRASS aidée par l'armée) ; par les collectivités locales (communes, département...). L'organisation des traitements sur le terrain connaît quelques difficultés : des traitements sont réalisés la nuit sans prévenir la population qui en cette période estivale peut dormir avec les fenêtres ouvertes ; l'autorisation du locataire étant nécessaire, en son absence aucun traitement ne peut être réalisé dans la journée, alors l'ensemble des gîtes d'un même quartier pouvaient ne pas être traités en même temps provoquant ainsi une concentration des moustiques dans ses poches non traitées et maintenant de fait la présence du chikungunya dans le quartier. A ces problèmes organisationnels de la lutte anti-vectorielle, s'ajoutent des controverses à propos des produits utilisés lors de ces opérations de lutte notamment lors des traitements nocturnes<sup>19</sup>. En effet, lors des premières démoustications le produit utilisé pour éradiquer les moustiques adultes était le Deltaméthrine. Cette matière active est classée par plusieurs

---

<sup>19</sup> La lutte anti-vectorielle s'effectue en deux traitements. Le premier nocturne à l'aide d'un « adulticide » qui s'effectue par « nébulisateur » : des plannings de démoustication sont mis en place par les communes et communiqués à la population car ces opérations requièrent quelques précautions. L'autre ponctuel à l'aide d'un larvicide complète la première.

organisations (notamment OMS : Organisation Mondiale de la Santé) comme un produit de dernier recours qui est non sélectif. Les effets de ce puissant insecticide ne tardent pas à se faire sentir.

Tout d'abord les particuliers remarquent des mortalités exceptionnelles des animaux domestiques ou d'élevage, les apiculteurs s'alarment aussi d'une disparition importante d'abeilles. Ensuite ce sont certaines collectivités locales qui décident de ne pas utiliser les produits préconisés par la DRASS. Suite à ces divers incidents, des actions collectives contre les campagnes de démoustication se mettent peu à peu en place à l'initiative de diverses associations écologistes mais aussi des associations de quartier.

Ce conflit aboutit finalement au changement des molécules utilisées, par les services de l'Etat, lors des démoustications nocturnes et une meilleure organisation de la lutte larvicide. De plus, plusieurs études sont alors prescrites par l'Etat afin de déterminer l'impact réel des traitements sur la faune de l'Ile de la Réunion.

Concernant les dommages collatéraux causés par le chik, ils sont surtout d'ordre économique donc portés par les acteurs économiques. Le secteur touristique est le secteur le plus touché d'où un espace de contestation très varié allant de l'intercommunal au national. Les professionnels touristiques reprochant notamment aux médias nationaux, une sur-médiatisation de l'épidémie. De plus, il semble que la stratégie de communication ait été différente entre l'Ile Maurice et la Réunion. En effet, l'Ile Maurice aussi touchée par le chik a choisi une exposition médiatique moins importante de la maladie. Ce qui lui a permis de minimiser les dommages sur le secteur touristique mauricien.

Nous notons ici une opposition franche entre la position des personnes touchées par la maladie, l'association « Tous contre le chikungunya » et certains politiques dont la député H. BELLO qui se plaignent du manque d'implication des autorités nationales et celles des professionnels du secteur touristique.

Les conflits à propos de l'épidémie du chikungunya ont permis de mettre en exergue les problèmes liés au manque de moyens de prophylaxie. En effet, la Réunion avait cessé depuis plus d'une cinquantaine d'années toutes opérations de prophylaxie collectives. Ces dernières avaient pour objectif d'éradiquer les foyers paludéens. Plusieurs acteurs de conflits à propos de l'épidémie regrettaient l'absence d'une structure publique chargée de la mise en place d'une politique de prophylaxie. Cette structure est selon eux indispensable dans des régions aux climats tropicaux comme la Réunion où les conditions sont les plus favorables à la prolifération de maladies tropicales.

Mais ces conflits démontrent aussi le manque de civisme de Réunionnais en terme d'élimination des déchets. En effet, la gestion des déchets par collecte collective est une pratique très récente à la Réunion. La population avait pour habitude avant la mise en place d'une politique de collecte des ordures ménagères soit de les stocker puis de les éliminer par brûlage ou de les jeter les ravines ou des dépôts sauvages. Cette habitude perdure dans certains quartiers de l'Ile malgré des campagnes de sensibilisation.

Encore une fois, les conflits a propos de l'épidémie du chik démontrent également l'influence des citoyens (particuliers, acteurs économiques et associations).

### **3.3 Une solution controversée de la gestion des déchets : la construction d'un incinérateur**

#### ***3.3.1 L'incinérateur : une volonté des autorités***

La gestion et le traitement des déchets est une préoccupation récente sur l'Ile qui est confiée dans toutes les communes de l'Ile aux structures intercommunales. Le département de la Réunion, possède deux CSDU (Centre de Stockage des Déchets Ultimes) : un dans le sud à Pierrefonds et l'autre dans l'ouest à Ste Suzanne, qui seront à court ou moyen terme saturés. Le conseil général de la Réunion prévoit, dans son Plan d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés, la construction d'un ou deux incinérateurs sur l'Ile. Ceci pour faire face à la quantité de déchets qui devrait suivre la croissance de la population mais aussi parvenir aux normes européennes en termes de traitement et de gestion des déchets. L'urgence d'une politique plus rigoureuse de la gestion des déchets est de nouveau mise en exergue lors de l'épidémie de chikungunya. D'autant plus, que le caractère insulaire de l'Ile oblige à trouver des solutions locales aux problématiques de gestion de déchets

Le projet le plus avancé est celui de l'incinérateur de Pierrefonds. Située sur la commune de St Pierre à proximité de l'actuel CSDU cette usine devrait traiter les déchets de toute l'Ile.

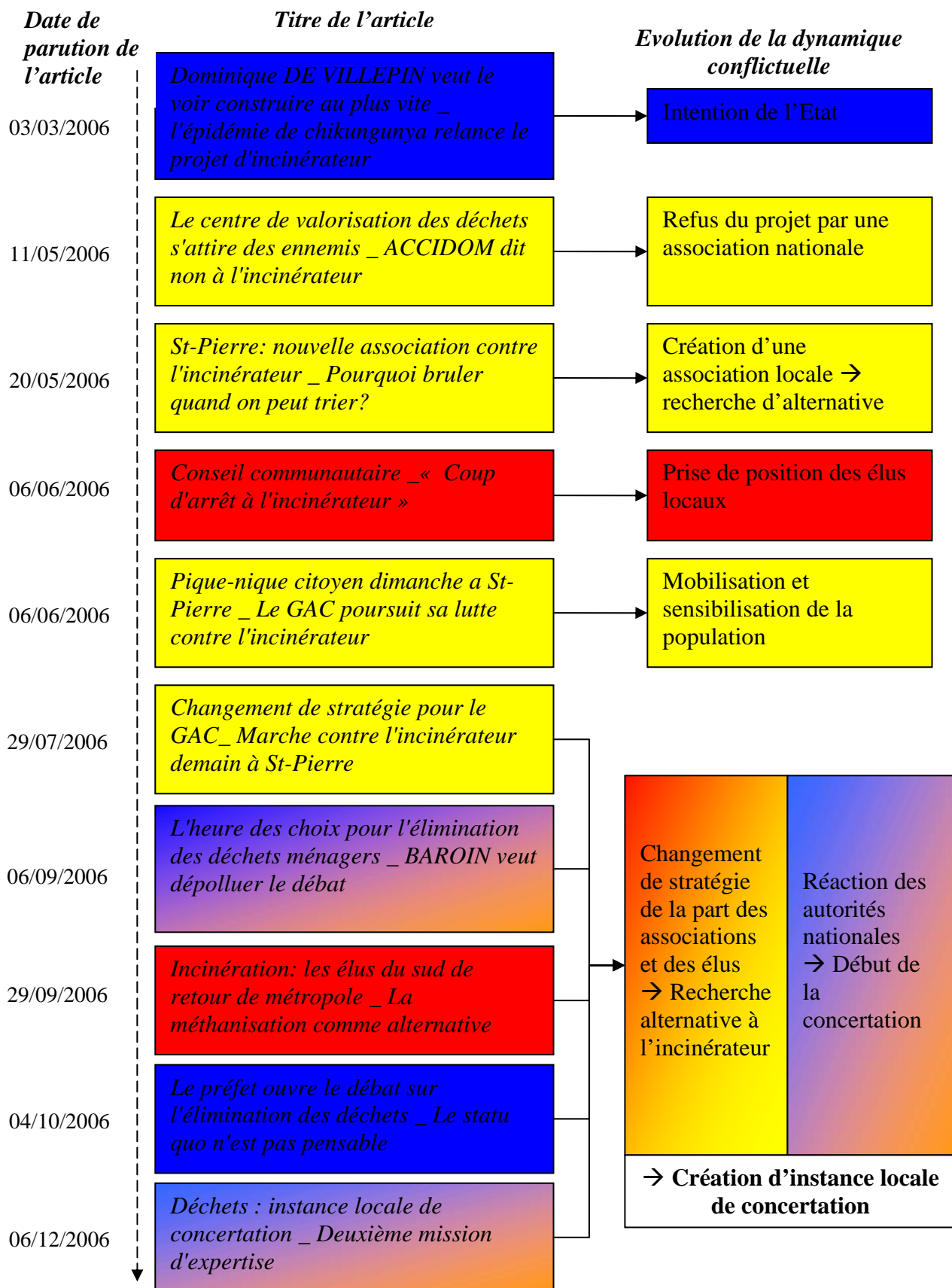
L'année 2006, est marquée par des prises de positions à propos de ce projet : tout d'abord de la part des autorités, puis des associations.

Après avoir fait une brève description du conflit et des acteurs qui sont impliqués, nous nous proposons à partir de ce conflit, de tenter de mieux comprendre la dynamique et la chronologie de ce conflit. Les informations contenues dans la base étant peu exploitables en terme de chronologie nous nous proposons de nous baser sur la lecture des titres des articles relatant ces conflits pour comprendre comment s'agencent les différentes forces en présence.

#### ***3.3.2 L'incinérateur : une opposition locale / nationale***

Le projet d'implantation d'incinérateur ne concerne que 2 conflits recensés en 2006 : le premier concerne le projet en lui-même et le second concerne des mesures de contrôle mises en place par la CIVIS (communauté des communes du Sud) pour vérifier les déchets entrant sur le CSDU de Pierrefonds. Ce conflit connexe est d'autant plus important que le conflit à propos de la construction d'un incinérateur ne semble concerner que les acteurs du sud de l'Ile. La CIVIS marque par ce conflit sa volonté de conserver le plus longtemps possible son centre d'enfouissement et ainsi ne pas avoir recours à l'incinérateur. Nous avons récolté 11 articles qui sont répartis entre les mois de février et décembre.

En ce qui concerne les acteurs, deux types d'acteurs sont principalement impliqués dans ces conflits : les pouvoirs publics à plusieurs échelles (de l'échelle communale à l'échelle nationale) et les associations. On peut noter la faible participation des particuliers dans ce type de conflits. Les associations impliquées dans ce conflit, tiennent toujours la place « d'objectrices ». La position des autorités en moins tranchée. En effet, nous remarquons que les pouvoirs publics occupent toutes les positions dans les conflits. Mais en affinant notre analyse, nous observons une opposition entre la position des collectivités locales qui ont tendance à être objectrices (5 sur les 9) et les autorités nationales qui sont à la fois contestées et intermédiaires. L'étude plus poussée de la chronologie nous apportera plus tard des éléments expliquant l'évolution de la position des autorités nationales. Concernant les autorités locales contestées, elles ne sont pas liées directement au conflit à propos du projet d'incinérateur mais du conflit connexe de contrôle des déchets à l'entrée du CSDU.



**Figure 5 : La dynamique conflictuelle à propos du projet d'incinérateur**

(En bleu les actions concernant les autorités nationales, en jaune les associations et en rouge les autorités locales)

(Réalisation : POUTAREDY Odile, Source : Base de données Andycote)

### ***3.3.3 L'élimination des déchets vers une décision concertée ?***

Possédant peu d'informations exploitables concernant la dynamique et la chronologie des conflits, nous nous proposons a minima de rendre compte de sa chronologie au travers de la succession des titres des articles. Bien que léger, ce suivi permet de mieux comprendre la dynamique de ce conflit. Pour cela nous avons repris sur la figure 5 les titres des articles les plus intéressants, concernant ce projet. La lecture de ces titres nous permet d'avoir un aperçu assez juste de la dynamique conflictuelle.

Le projet de construction d'un incinérateur à la Réunion est remis au devant de l'actualité, en mars 2006, par le premier ministre de l'époque, en pleine crise de chikungunya. Ce projet est alors présenté comme la seule alternative aux problèmes de gestion et de traitement que connaît l'Ile et dont l'épidémie de chik est la preuve même. Ce point de vue sera appuyé par d'autres articles notamment au courant du mois d'Avril. Au mois de mai une association nationale ACCIDOM (Association Citoyenne Contre l'Incinération Des Ordures Ménagères), prend alors position contre ce projet. La position d'ACCIDOM est de refuser catégoriquement la construction. Pour cela elle met en avant les mêmes arguments que ceux défendus en métropole à savoir : la protection des biens et des personnes, protection de la santé, peu de connaissance concernant ces infrastructures. Plusieurs acteurs politiques s'élèvent alors contre ce projet (les Verts Réunion, le PS et le PCR).

Fin mai, se crée une nouvelle association GAC (Groupement d'Actions Citoyennes), qui milite contre la construction de l'incinérateur mais l'argumentaire évolue passant d'un refus pur et simple de l'incinérateur vers la recherche d'alternatives à la gestion des déchets. Le tri sélectif est alors mis en avant.

Début juin, le conseil communautaire de la CIVIS, (dont fait partie St Pierre commune devant accueillir le CVED (Centre de Valorisation Energétique des Déchets)), réclame un « débat public et transparent » et met dans le même temps les déchets de la TCO sous surveillance. Si les déchets arrivant au centre d'enfouissement des déchets de Pierrefonds ne sont pas conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral, les déchets seront purement et simplement refusés par CSDU. Le but de ces contrôles est pour la CIVIS, d'éviter la saturation du centre de Pierrefonds avant 2010. Cette décision marque le début du conflit connexe au conflit sur la construction de l'incinérateur.

Afin de clarifier les débats sur l'élimination des déchets, les élus du sud (CIVIS et CCSUD) effectuent un voyage en métropole afin d'avoir une vision des solutions possibles. Les élus reviennent de ce voyage avec la certitude que d'autres solutions existent. Ils mettent notamment en avant la méthanisation couplée au tri sélectif. Dans le même temps et suite à la visite du ministre de l'Outre Mer dans l'Ile se met en place l'instance locale d'information et concertation (ILCI) par le préfet. Elle regroupe les représentants des collectivités locales concernés (CIVIS, CCSUD, TCO, le département et la région), les services de l'Etat concernés et les associations de protection de l'environnement et celles créées pour s'opposer à la construction de l'incinérateur dans le sud.

Les conflits à propos de la construction de l'incinérateur ne permettent pas seulement de matérialiser les enjeux auxquels doivent faire face les autorités en termes de gestion des déchets, mais ils permettent de décrire finement la dynamique des conflits.



### **3.4 Bilan de nos études de cas**

Ces études de cas nous ont permis d'affiner les caractéristiques de la conflictualité à propos des grands enjeux sociétaux auxquels doit faire face la Réunion.

Ainsi les conflits de la route du Littoral nous ont démontré les difficultés d'aménagement auxquels doivent faire face les autorités publiques (conditions naturelles difficiles, sur-fréquentation de certains axes routiers, etc). De plus, ces conflits nous démontrent l'influence que les mondes économique et associatif peuvent avoir sur les décisions publiques.

Les conflits concernant l'épidémie du chik nous ont permis de mettre en exergue les problèmes de gestion des déchets, de salubrité publique et de civisme des Réunionnais. Nous pouvons également noter la réaction importante de la population suite aux dommages collatéraux de l'épidémie. Encore une fois cette réaction, qui aboutit au changement de molécules utilisées, montre l'implication et l'influence des citoyens dans les actions publiques les concernant.

Les conflits autour de l'incinérateur, en plus de traiter du problème de gestion de déchets, ont permis d'appréhender la dynamique de ce conflit, notamment en ce qui concerne le type et la position des acteurs mais également leur mode d'action. En effet, dans un premier temps la construction d'incinérateur est présentée par les autorités nationales comme la seule alternative aux difficultés de gestions des déchets. Mais suite à la réaction des décideurs locaux et des associations, l'Etat révisé sa position et crée une unité de concertation. Nous assistons alors à une évolution de la position de l'Etat impulsée par les premiers concernés (élus locaux et les associations).

## **PARTIE CONCLUSIVE**

L'Ile de la Réunion de par ses caractéristiques intrinsèques (insularité, conditions naturelles difficiles et utilisation localisée et intensive par la population du territoire) semble un territoire polémogène de prédilection. Nous supposons que les conflits survenant sur le territoire réunionnais reflèteraient l'évolution de la société réunionnaise. Nous présumons également que ces phénomènes conflictuels cristalliseraient les enjeux sociétaux.

Pour vérifier notre hypothèse nous avons cherché à mieux caractériser les conflits à la Réunion. Or, les conflits, qui sont des phénomènes sociaux polymorphes, ne font pas l'objet d'un recensement exhaustif. Afin de pouvoir les étudier, nous les avons matérialisés grâce au dépouillement de la Presse Quotidienne Régionale (PQR). Ce média, de par ces caractéristiques intrinsèques, accorde une place importante au conflit et notamment au conflit d'usage. Nous avons donc recensé tous les articles traitant de conflits d'usage dans les publications de l'année 2006 du Journal de l'Ile de la Réunion (JIR). Suite à ce travail de dépouillement nous avons archivé et analysé les données collectées dans la base de données élaborée par l'équipe d'Andycote.

Dans un premier temps, l'analyse générale de la base de données Andycote nous a permis d'identifier les caractéristiques générales à la Réunion.

Tout d'abord, nous avons établi des tendances concernant la répartition géographiques des conflits. Ainsi nous avons remarqué une adéquation entre la localisation des activités anthropiques et l'émergence des conflits.

Ensuite, nous avons pu établir des thématiques plus conflictuelles que les autres, reflétant des enjeux primordiaux pour la Réunion : (i) la gestion des déchets et la salubrité publique (ii) l'aménagement du territoire.

Puis, nous avons observé une corrélation entre le type d'acteur, leurs positions, les usages qu'ils défendent ainsi que l'argumentaire utilisé. Ces différentes caractéristiques des acteurs traduisent en fait, les revendications de plus en plus importantes de la société civile à participer aux décisions publiques.

Enfin nous notons des caractéristiques spécifiques à la Réunion quant aux modes d'action utilisés et leurs échelles. Ainsi contrairement à la métropole le mode d'action le plus utilisé est ici la publicisation pour les objecteurs. Quant à leur échelle d'action, les conflits sont généralement très localisés et visent souvent les décideurs locaux et en particulièrement la commune. Ceci s'explique notamment par la place particulière qu'occupe le maire dans la société réunionnaise.

Dans un second temps nous avons profité de la sur-médiatisation d'un certain nombre de conflits afin d'approfondir cette première analyse. Nous nous sommes focalisés sur trois d'entre eux. Nous avons choisi la route du Littoral qui cristallise et parfois amplifie toutes les difficultés auxquelles doivent faire face les autorités en termes d'aménagement du territoire. Pour caractériser les enjeux autour des problématiques de gestion des déchets et de la salubrité publique nous avons choisi les conflits autour de l'épidémie du chik qui nous permet d'obtenir une photographie de cette problématique sur l'Ile. Le cas du projet de construction d'un incinérateur à Pierrefonds (St Pierre) nous permet de mieux appréhender l'évolution des positions des acteurs impliqués dans ce type de conflit où une décision nationale est remise en cause par les protagonistes locaux.

A partir des éléments collectés par l'analyse générale des conflits et les études de cas, nous pouvons confirmer notre hypothèse. En effet, grâce à l'analyse générale des conflits à la Réunion durant l'année 2006 nous avons pu localiser les zones conflictuelles de l'Ile donc stratégiques pour divers usages, définir les enjeux auxquels doit faire face la société réunionnaise, et identifier les différentes forces en présence et leurs modes d'action. Ainsi, nous pouvons avoir une meilleure photographie de la société réunionnaise à travers les conflits.

Les études de cas, en plus de conforter les enseignements de notre analyse générale, nous ont permis de mieux appréhender la dynamique conflictuelle à la Réunion (de l'émergence du conflit jusqu'à son issue).

De plus, cette étude nous a permis de montrer que les caractéristiques intrinsèques de l'Ile influencent l'émergence, la chronologie et les dynamiques de conflits car les objets de ces conflits sont intimement liés au contexte réunionnais.

Cependant notre étude présente les limites suivantes :

La première limite concerne la période choisie pour le recensement des articles. En effet, le dépouillement d'une unique année de PQR semble insuffisant pour obtenir l'intégralité de l'histoire des conflits: il serait donc essentiel d'élargir la période de dépouillement sur un laps de temps plus important qui permettrait d'obtenir des informations supplémentaires notamment sur les éléments déclencheurs et l'issue du conflit. Cela pourra également permettre d'augmenter la base statistique des caractéristiques de la conflictualité réunionnaise que nous avons pu mettre en avant. De plus en élargissant, la période de dépouillement nous pourrions atténuer le poids des événements exceptionnels (type épidémie du chikungunya) et ainsi caractériser de manière plus générale la conflictualité à la Réunion.

La seconde limite concerne la structure de la base de données. En effet, il serait nécessaire d'améliorer la base de données afin de rendre exploitables les données concernant la chronologie plus précise du conflit qui nous permettrait d'obtenir une vision plus fine de la conflictualité à la Réunion. Ces modifications de la base devront être réalisées en partenariat avec l'équipe d'Andycote, afin que les modifications puissent convenir à toutes les zones d'étude et permettre la comparaison entre les différents départements..

La troisième limite concerne l'échelle géographique de notre analyse. L'échelle communale, de part la superficie importante des communes réunionnaises, ne permet pas actuellement une localisation précise des conflits. Afin de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse selon laquelle la répartition des conflits évoluerait suivant l'altitude. Il serait nécessaire de disposer d'une échelle plus fine qui permettrait plus d'informations concernant la localisation géographique et ainsi d'approfondir la question d'une éventuelle corrélation entre des caractéristiques du territoire et la conflictualité.

Enfin, comme le prévoit Andycote, nous devons confronter les résultats obtenus dans cette étude à d'autre source d'informations (des entretiens exploratoires, l'analyse des recours en justice) car rappelons que la PQR reste une source subjective et partielle.

Ces différentes pistes d'améliorations permettront dans le même temps de compléter cette présente étude. En effet, bien qu'elle ait permis de démontrer que les caractéristiques de la Réunion influencent l'émergence et la dynamique des conflits. Plusieurs suppositions restent pour l'instant en suspend notamment quant à la localisation géographique des conflits (opposition Bas et Hauts).

## BIBLIOGRAPHIE

Agreste, « *la Statistiques agricole* » [en ligne] <http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/>, 2007 (consulté le 16 avril 2007).

BALLY B., 2004, « Tourisme : plus de 6 000 emplois salariés liés au tourisme » in « *Revue économie de La Réunion* », p 26-27, [en ligne] [http://www.insee.fr/fr/insee\\_regions/reunion/rfc/docs/R119\\_tourisme\\_emploi.pdf](http://www.insee.fr/fr/insee_regions/reunion/rfc/docs/R119_tourisme_emploi.pdf) (consulté le 20 juillet 2007)

BEURET J.E., 1999, « Petits arrangements entre acteurs...les voies de la gestion concertée » in « *Nature Science Société* » p 21-30.

BEURET J.E., 2006, « *La conduite de la concertation : Pour la gestion de l'environnement et le partage des ressources* » L'Harmattan 340p. ISBN: 2-296-00259-5.

BONIN M. et TORRE A., 2004, « Typologie de liens à l'espace impliqués dans les conflits d'usage.. Etude de cas dans les Monts d'Ardèche », in "les cahiers de la multifonctionnalité" [en ligne] n°5 p18-30. <http://www.inra.fr/sed/multifonction/textes/CAHIERMF5-1.pdf> (consulté le 13 mai 2007).

BOUDON R. et BOURRICAUD F., 1990, « Conflits sociaux » in « *Dictionnaire critique de la sociologie* » PUF, p90-95.

BRETON Ph., « La presse régionale entre le fait universel et le commentaire local » in « *Etudes de communication* » Les presses universitaires Charles de Gaulles- Lille III p19-35.

CLAEYS MEKDADE C., 2003, « *Le lien politique à l'épreuve de l'environnement : Expériences camarguaises* » P.I.E Peter Lang, 245 p. ISBN : 90-5201-986-X.

COSER L.A., 1982, « *Les fonctions du conflit social* » PUF, 161 p. ISBN : 2-13-037393-3.

DIREN, « *DIREN Réunion* » [en ligne] <http://www.reunion.ecologie.gouv.fr/> Dernière mise à jour : 13 avril 2007 (consulté le 16 avril 2007).

DURKHEIM E., 2002, « *De la division du travail social* » Les classiques des sciences sociales [en ligne] [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html) (consulté 12 mai 2007).

FUSILLIER J.L. et JEAN-PIERRE Ph., 2003 « Canne à sucre, état des lieux : une filière aidée qui redistribue largement », in « *Revue économie de La Réunion* » [en ligne] [http://www.insee.fr/fr/insee\\_regions/reunion/rfc/analyse.asp?theme=10](http://www.insee.fr/fr/insee_regions/reunion/rfc/analyse.asp?theme=10), (consulté le 12 juin 2007)

GAUTHIER G., « Le journaliste réunionnais considéré à partir d'un modèle du journaliste nord-américains » in « *Etudes de communication* » Les presses universitaires Charles de Gaulles- Lille III p19-35.

GARGOMINY, O., 2003, « *Biodiversité et conservation dans les collectivités française d'Outre-mer* », UICN, collection Planète Nature, p117-127. ISBN : 2-9517953-3-5

GROSJEAN LEGRAND M., 2005, « *De l'Alternative Dispute Resolution aux Modes Alternatifs de Règlements des Conflits : Etude comparée* » Université Lyon II Lumière, Master de recherche en droit international et européen des contrats, 91p.

IDELSON B., 2006, « *Histoire des médias à la Réunion de 1946 à nos jours* » Le publieur, 99p.

JANICHON B., 2001, « *Les conflits dans le Puy de Dôme* », Mémoire de fin d'études, ENITAC 42 p.

JEANNEAUX Ph., 2004 « Economie de la décision publique et conflits d'usages dans les espaces ruraux et périurbains ». *Quatrième journée de la proximité* [en ligne], modifié Mai 2004 <http://139.124.177.94/proxim/viewpaper.php?id=211> (consulté en ligne 12 avril 2007).

JEANNEAUX Ph., 2006, « *Les conflits d'usage dans les espace périurbains et ruraux français : Une approche par l'analyse économique de la décision publique* », Thèse, Université de Bourgogne UFR sciences économiques 311 p.

LESAGE M. 2004, « *Historique de l'appropriation et l'utilisation de l'espace à la Réunion* », scientimages, CIRAD. 20 p.

MANN P., 1999, « Conflit social. » in « *le dictionnaire de la sociologie* » Le Robert/ Seuil, p 102-104. ISBN : 2-5-036-5785.

MATHIEN M., 1993, *La presse quotidienne régionale*, Paris, Presses Universitaires de France, 128 p.

MERMET L., « Place et conduite de la négociation dans les processus de décision complexes: l'exemple d'un conflit d'environnement » in « *la négociation. Situation et problématique* » Nathan, Paris p 139-172.

Ministère de l'Outre Mer, « *L'Outre-mer* », [http://www.outre-mer.gouv.fr/outremer/front?id=outremer/decouvrir\\_outre\\_mer/reunion](http://www.outre-mer.gouv.fr/outremer/front?id=outremer/decouvrir_outre_mer/reunion), mise en ligne 2005 (consulté le 16 avril 2007).

Mission de création du Parc National des Hauts, « *Projet Parc National – Première phase 2001-2003 : Principes* » Mission Parc National des Hauts [CD Rom], St Denis Réunion, 2003- CD Rom compatible PC/ Mac

MORMONT M., 2006, « Conflit et territorialisation » in « *Géographie économie société* » [en ligne] volume 8 p 299-318 [http://www.cairn.be/article.php?ID\\_REVUE=GES&ID\\_NUMPUBLIE=GES\\_083&ID\\_ARTICLE=GES\\_083\\_0299](http://www.cairn.be/article.php?ID_REVUE=GES&ID_NUMPUBLIE=GES_083&ID_ARTICLE=GES_083_0299) (consulté 15 mai 2007).

NINON J, 2003, « Les manifestations de la croissance urbaine : la périurbanisation à la Réunion » in « *Espace, société et l'environnement de l'Océan Indien* », Université de la Réunion – Faculté de lettres et des sciences humaines p 9-23

PERRIER-CORNET Ph., « La dynamique des espaces ruraux dans la société française : un cadre d'analyse » in « *Territoire 2020* », n°3 p 61-74

POUPARD G, 2006, « *Tache urbaine et espace agricole à l'Ile de la Réunion* », AGORAH [en ligne], p 12, Note de travail  
[http://www.agorah.com/data/publications/cons\\_ville/Tache\\_urbaine\\_et\\_espaces\\_agricoles.pdf](http://www.agorah.com/data/publications/cons_ville/Tache_urbaine_et_espaces_agricoles.pdf)  
(consulté le 16 avril 2007).

REY-DEBOVE J. et REY A., 1993 « conflit » in « *le nouveau petit Robert* », Dictionnaire Le Robert, Paris p 510 ISBN : 2-85036-8326-1

SIMMEL G., 1992, « *Le conflit* » Circé, 162p. ISBN : 2-908024-36-5.

TORRE A et. AZNAR O., 2005, « *Une analyse des modalités de résolution des tensions liées aux différents usages des espaces ruraux* ».INRA. Rapport final étendu 117p

TORRE A. et CARON A., 2004 « Quand la proximité devient source de tensions: conflits d'usages et de voisinage dans l'espace rural ». *Quatrième journée de la proximité* [en ligne], modifié Mai 2004 <http://139.124.177.94/proxim/viewpaper.php?id=231> (consulté en ligne 12 avril 2007).

TOURAINÉ A., 2002, « Conflits sociaux » in « *Encyclopaedia universalis* », Paris 2-85229-329-3 p241-251 ISBN : 2-85229-329-3

VINCENT-ALLOKE P., 1989, « *Le processus de règlement des conflits comme mode de contrôle du changement social (Niamey-Niger)* », Thèse pour le Doctorat de l'université de Paris I, 572p.

WATTIN M. et WOLFF E., 1995, « L'émergence de l'espace public à la Réunion : Un contexte socio-historique singulier » in « *Etudes de communication* » Les presses universitaires Charles de Gaulles- Lille III p19-35.

# **ANNEXES**

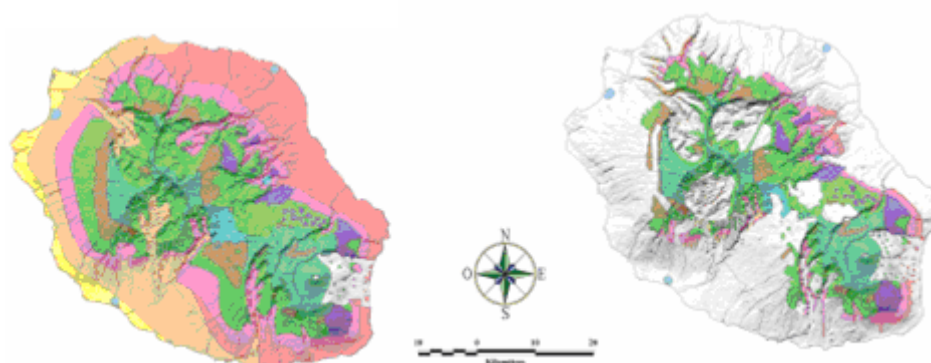
#### **IV. TABLE DES ANNEXES**

<b>TABLE DES ANNEXES .....</b>	<b>I</b>
<b>ANNEXE 1 : L'EVOLUTION DE LA BIODIVERSITE A LA REUNION.....</b>	<b>II</b>
<b>ANNEXE 2 : LES MICROREGIONS ET LES COMMUNES DE L'ILE .....</b>	<b>III</b>
<b>ANNEXE 3 : SYNTHESE BIBLIOGRAPHIQUE SUR LE CONFLIT :.....</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXE 4 : SYNTHESE BIBLIOGRAPHIQUE SUR LA PQR.....</b>	<b>XIX</b>
<b>ANNEXE 5 : LA MODELE DE LA BASE ANDYCOTE .....</b>	<b>XXXI</b>
<b>ANNEXE 6 : LA SIMPLIFICATION DES CHAMPS .....</b>	<b>XXXII</b>

#### **V.**



## ANNEXE 1 : L'EVOLUTION DE LA BIODIVERSITE A LA REUNION.



1. Végétation avant l'arrivée de l'Homme

2. Reliquat de végétation indigène au XXIème siècle

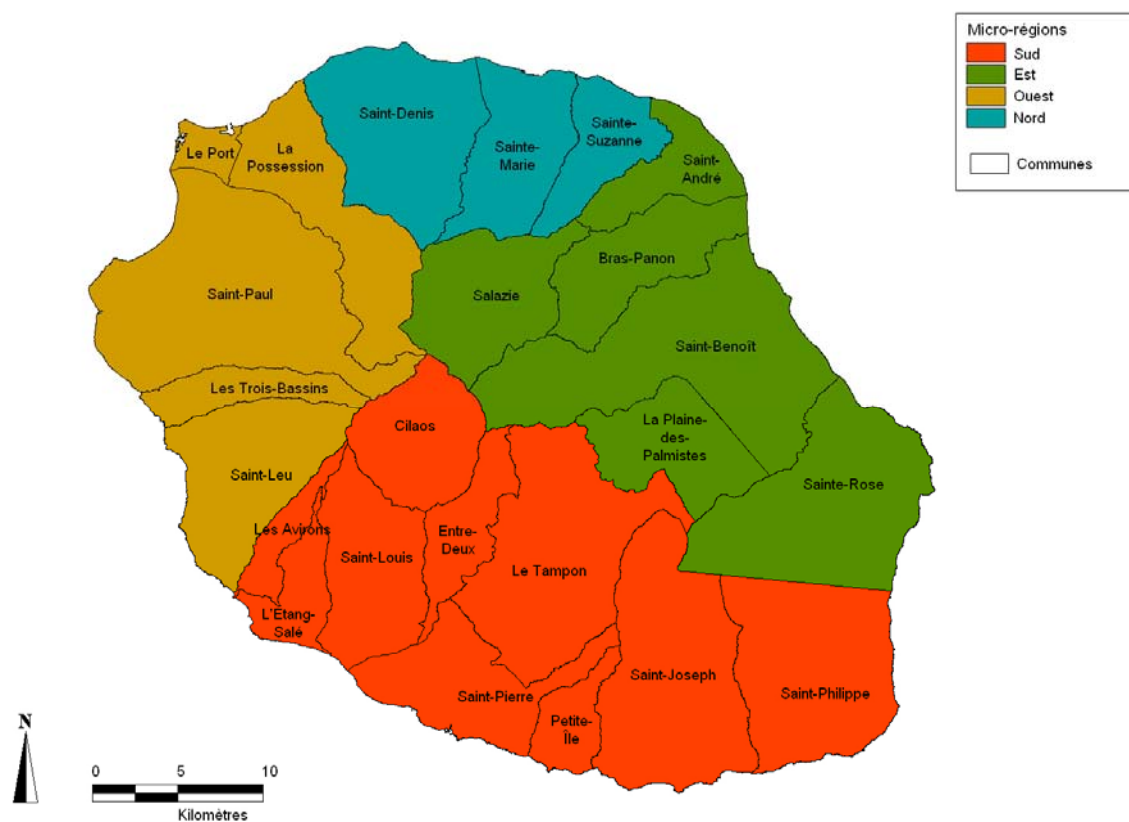
### Légende

- Absence de végétation ou espaces liés aux activités humaines
- Végétation marécageuse
- Etage chaud (mégatherme) de type tropical**
  - Savane à Lataniers et Benjoins
  - Forêt semi-sèche complexe dite « Forêt de Bois de Couleurs des Bas)
  - Forêt humide complexe dite « Forêt de Bois de Couleurs des Bas)
  - Forêt humide complexe, transition moyenne altitude
- Etage frais (mésotherme) de type subtropical**
  - Forêt humide d'altitude dite « Forêt de Bois de Couleurs des Hauts)
  - Fourrés à bruyère arborescente à Philippia de type avoune
  - Forêt à Tamarin des Hauts ou Tamarinaie
  - Fourrés très humide à Pandanus
- Etage très frais (oligotherme) de type tempéré**
  - Fourrés (plus ou moins dense) à bruyère, prairie altimontaine et groupement de Petits Tamarin des Hauts

### Evolution de la végétation indigène à la Réunion

(Source et réalisation : Projet du Parc National des Hauts, 2003)

## ANNEXE 2 : LES MICROREGIONS ET LES COMMUNES DE L'ÎLE



**ANNEXE 3 : SYNTHESE BIBLIOGRAPHIQUE SUR LE CONFLIT :**

Place et rôle du conflit dans l'espace rural et périurbain :

**ENITA de Clermont-Ferrand**

SYNTHESE BIBLIOGRAPHIQUE

PLACE ET ROLE DU CONFLIT  
DANS L'ESPACE RURAL ET PERIURBAIN :

Odile POUTAREDY  
Agriculture Et Territoire  
2007



## Avant propos

Cette synthèse bibliographique est réalisée dans le cadre de mon stage de fin d'études intitulé « Les conflits d'usages à la Réunion à travers la presse quotidienne régionale et les dires d'experts ». Ce travail a d'abord un but pédagogique (maîtrise de la méthodologie de la synthèse bibliographique). Il correspond aussi à une demande de ma structure de stage qui souhaitait, avant de débiter le travail de collecte d'informations sur les conflits, avoir une vision générale des différentes notions abordées lors de ce stage Cette synthèse se décompose en deux grandes sections : la première, traitant théoriquement des conflits et la seconde axée sur la Presse Quotidienne Régionale qui devrait permettre de les matérialiser (notamment au vue des conditions géographiques, physiques, socio-historiques, démographiques et économiques de l'île).

Dans le cadre de l'exercice pédagogique demandé, seule la première partie sur les « rôle et place du conflit dans la dynamique des territoires ruraux et périurbains » est présentée ici.

## Table des matières

<b>AVANT PROPOS .....</b>	<b>V</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>VI</b>
INTRODUCTION .....	VII
1. LE CONFLIT EN SOCIOLOGIE.....	IX
1.1 <i>Le rôle et la place du conflit dans la société</i> .....	ix
1.1.1 Le conflit : un état pathologique de la société.....	ix
1.1.2 Le conflit : source et producteur d'ordre social .....	ix
1.1.3 Le conflit : porteur de projet global pour la société .....	x
1.2 <i>Notre définition du conflit</i> .....	xi
2. LE CONFLIT A PROPOS DE L'ESPACE RURAL ET PERIURBAIN .....	XII
2.1 <i>Un espace rural et périurbain métropolitain en mutation</i> .....	xii
2.1.1 Un espace rural et périurbain multifonctionnel.....	xii
2.1.2 Des modes de coordination « traditionnels » remis en cause .....	xiii
2.2 <i>Des « nouveaux » modes de coordination</i> .....	xiv
2.2.1 Les caractéristiques de ces nouveaux modes de coordination.....	xiv
2.2.2 Les conséquences de ces nouveaux modes de coordination .....	xv
2.2.3 Mais des interrogations et dérives possibles .....	xvi
2.3 <i>Premiers éléments de caractérisation des conflits d'usage et de voisinage à propos de l'espace rural et périurbain</i> .....	xvi
CONCLUSION.....	XVIII

---

## Introduction

---

Lutte entre deux personnes, conflits d'intérêt, affrontements armés,... les définitions de la notion de conflit sont nombreuses et multiformes. Ce phénomène social, opposant deux parties antagonistes, a longtemps été perçu comme un dysfonctionnement de la société qu'il fallait résoudre. Mais depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle, il semble que la vision sociologique du conflit ait évolué et que les situations conflictuelles soient de plus en plus considérées comme des éléments structurants de la société.

Les analyses de ces phénomènes sociaux sont multidisciplinaires, multisectorielles et en augmentation depuis une dizaine d'années en France. Le milieu rural et périurbain est un des sujets de prédilection de ce type d'études. Le projet **ANDYCOTE** (**AN**alyse des **DY**namiques de **CON**flit dans le **TE**rritoire) dans lequel s'inscrit mon stage s'intéresse aux modalités d'émergence et à l'histoire du conflit dans divers territoires français.

L'île de la Réunion est l'un des sites choisis par l'équipe d'ANDYCOTE. Cet espace insulaire connaît des spécificités importantes. La première de ces particularités est liée au milieu physique et naturel. En effet, cette île volcanique possède un relief très accidenté qui ne permet à l'Homme d'utiliser qu'un tiers de la surface de l'île. Mais ces caractères physico-naturels hostiles (relief, géologie, climat...) contribuent à la richesse écologique de l'île et confèrent à l'île des paysages variés et exceptionnels. (Poupard, 2006)

La deuxième spécificité résulte du contexte socio-historique singulier de l'île. En effet, la société réunionnaise connaît depuis moins d'un demi-siècle, des changements sociaux rapides et généralisés. Ces mutations l'ont fait passer d'une forme de société de plantation coloniale (basée sur la monoculture de la canne à sucre, l'esclavagisme et l'engagisme<sup>20</sup> au profit d'un groupe minoritaire et endogame détenant le pouvoir économique), à une forme de société post-industrielle, moderne, complexe et segmentée. (Wattin et Wollf, 1995). Dès lors, la société réunionnaise, apparaît comme la résultante d'un « télescopage » entre une société traditionnelle, locale, rurale et familiale issue de l'époque coloniale et d'une société moderne, globale, urbaine et individualiste suivant le « modèle exogène » métropolitain.

La troisième caractéristique de l'île est liée à la rapidité de sa croissance démographique. Celle-ci est à l'origine de mutations spatiales importantes, notamment par l'« étalement urbain » et le mitage<sup>21</sup> des espaces agricoles importants, amplifiés par la préférence des réunionnais pour un type d'habitat individuel consommateur d'espace : la « case à terre ». De plus, hormis dans les espaces naturels des hauts, les espaces anthropisés réunionnais sont marqués par une forte interdépendance physique, économique, sociale, culturelle et politique entre les espaces ruraux et urbains. Peut-on dès lors distinguer réellement des espaces ruraux et urbains ou doit-on considérer l'île de la Réunion, exceptés les espaces naturels, comme un vaste espace périurbain (Poupard, 2006 ; Wattin, 1999) ?

---

<sup>20</sup> Forme de salariat contraint qui a remplacé l'esclavage à son abolition et qui a ensuite été imposée à des travailleurs immigrés venant principalement d'Inde les grands propriétaires terriens des Antilles françaises et des Mascareignes.

<sup>21</sup> Eparpillement anarchique des constructions. A la Réunion, ce phénomène se traduit notamment par la construction d'habitation dans les parcelles agricoles remettant parfois en cause la rentabilité économique de l'activité agricole.

Enfin, à la Réunion, depuis plusieurs années, nous assistons à la recrudescence d'outils de coordination mis en place par les institutions (Etat, Région, Département, Communautés de Communes, Communes), afin d'accompagner ces transformations et aménager le territoire. Citons par exemple les créations récentes du Parc national des Hauts et de la Réserve marine qui devront allier la préservation des milieux naturels aux activités économiques.

L'exiguïté des surfaces utilisables, la richesse de la biodiversité écologique, l'évolution et les caractéristiques socio-économico-politiques de l'île de la Réunion sont donc à l'origine de bouleversements spatiaux importants. La combinaison de ces différents facteurs est source de frictions voire de conflits entre les différents usages de l'espace de l'île. C'est la combinaison de ces différents facteurs qui donne à l'analyse des conflits à l'île de la Réunion un caractère singulier.

La connaissance des situations conflictuelles est, pour l'équipe d'ANDYCOTE, un préalable nécessaire car l'analyse des relations et la définition des outils de gouvernance territoriale ne peuvent reposer que sur une connaissance approfondie des conflits d'usage, de contiguïté et de voisinage dans les espaces naturels, ruraux et périurbains. En effet, l'introduction de nouveaux usages dans ces espaces demandent aux différents acteurs du monde rural et périurbain de se concerter pour utiliser durablement cet espace et protéger au mieux les ressources naturelles qu'il supporte. Ces usages sont à l'origine de nombreux désaccords et de tensions qui peuvent générer des conflits. Mais qu'appelle-t-on conflit ? Comment peut-on les différencier des autres modes d'interactions sociales ? Quels rôle et place occupe-t-il dans la société ? Comment cela se traduit-il dans les relations entre les différents acteurs ?

Cette synthèse bibliographique tente de répondre, de manière succincte, à ces interrogations, s'appuyant essentiellement sur des diverses études souvent sociologiques. Elle, se veut être un cadrage d'ensemble de la notion de conflit dans l'espace rural et périurbain.

Pour cela nous tenterons, dans une première partie, de définir précisément ce qu'est un conflit et de confronter les divers points de vue sociologiques sur son rôle et sa place dans la société (1). Puis, dans une seconde partie, nous nous intéresserons plus précisément aux situations conflictuelles dans l'espace rural et périurbain. Au vu de la faiblesse des données propres à la Réunion, cette partie présentera plus particulièrement les informations recueillies sur les territoires de la France métropolitaine (2).

## 1. Le conflit en sociologie

Partons d'une définition commune du conflit. Etymologiquement, le terme « conflit » est issu du latin *conflictus* qui veut dire « choc, lutte, combat » au sens propre comme au sens figuré (Mann, 1999). Pour les dictionnaires usuels, comme Le Petit Robert, le conflit est défini comme « la rencontre d'éléments ou de sentiments contraires » (Rey-Debove J. et Rey A., 1993, p 510). Ces définitions montrent d'emblée que c'est la relation d'opposition qui caractérise le conflit. Comment est-il analysé en sociologie ?

Nous tenterons, dans un premier chapitre, de comprendre la place et le rôle que le conflit occupe dans la société (1.1). Dans le deuxième chapitre, à partir des différentes définitions de la notion de conflit rencontrées dans la bibliographie, nous proposerons notre propre définition du conflit (1.2).

### **Le rôle et la place du conflit dans la société**

Le débat sur le rôle du conflit dans les sociétés industrielles a occupé une place centrale à l'intérieur des sciences sociales et notamment en sociologie au cours des deux derniers siècles. Si la plupart des sociologues s'accordent pour constater que le conflit est inhérent à la vie sociale, trois positions historiques particulières sont repérables. Les premiers considèrent que le conflit social est le symptôme d'un dysfonctionnement (1.2.1), d'autres l'envisagent comme une relation sociale normale (1.2.2) et la dernière position en fait le moteur de toute société (1.2.3) (Mann, 1999).

### **Le conflit : un état pathologique de la société**

La première approche repérée, dans la bibliographie, voit le conflit comme un dysfonctionnement social et la conséquence de « l'anomie » dans nos sociétés contemporaines. Ce concept caractérise la situation où se trouvent les individus lorsque les règles sociales qui guident leurs conduites et leurs aspirations perdent de leur pouvoir, sont incompatibles entre elles ou lorsque, minées par les changements sociaux, elles doivent céder la place à d'autres. C'est la position de Durkheim (1893) qui considère que l'absence de règles collectives fortes engage les acteurs sociaux dans des divergences d'opinions entre eux et donc dans des conflits sociaux.

### **Le conflit : source et producteur d'ordre social**

Cette première perception du rôle des conflits sociaux comme pathologie sera contredite par plusieurs auteurs comme, Simmel (1992) et Coser (1982), qui feront du conflit une forme intégrante de toute relation sociale. Simmel considère le conflit comme « l'une des formes les plus vivantes de socialisation » (1992, p19). En d'autres termes, il considère que la présence de conflits au sein d'une société n'est pas pathologique mais au contraire révélatrice d'une dynamique sociale effective. Les causes des conflits sont nombreuses et elles traduisent des ruptures dans la vie sociale. Les conflits ont alors, paradoxalement, pour principale fonction de rétablir l'unité de ce qui a été rompu.

Ainsi pour Simmel (1992), le conflit a des effets bénéfiques sur l'organisation sociale de la société. Tout d'abord, il renforce la conscience du groupe. Il rapproche les individus d'un même groupe et les différencie des autres : il démarque donc les individus. Il permet aussi la coalition entre les adversaires. Coser (1982) ne remet pas en doute l'existence de groupes sociaux. Cependant, prenant l'exemple des classes sociales, il démontre que les lignes de



démarcation entre groupes existent mais sont « fluides ». Les individus peuvent donc passer d'un groupe à un autre. Dans son ouvrage, Coser (1982) faisant aussi écho à Marx explique que le conflit naissant d'un partage inégal des richesses matérielles va pousser les classes les moins favorisées à lutter et va donc remettre en cause l'équilibre social établi. Cette « lutte » va être aussi à l'origine de la mise en place de nouvelles règles du jeu et de normes qui vont structurer le groupe mais aussi le système social dans son ensemble. En citant Sorel, Coser (1982) insiste sur le pouvoir d'incitation à l'innovation et la créativité qu'engendrent les conflits afin de tenter de rétablir l'équilibre rompu lors des conflits.

De plus, Coser (1982) définit deux types de conflit : les conflits « irréalistes » et « réalistes ». Les premiers sont occasionnés par le besoin de libérer la tension agressive de la part d'au moins un des protagonistes, alors que les seconds, sans considération passionnelle, sont caractérisés par la recherche d'un but spécifique. Ce sont les conflits « réalistes » qui nous intéressent dans cette présente étude.

Dés lors le conflit n'est plus vu comme un dysfonctionnement de la société mais comme un producteur d'ordres et de changements sociaux.

### **Le conflit : porteur de projet global pour la société**

Touraine (2002), dans son analyse des mouvements sociaux, ne réfute pas l'idée que le conflit soit moteur de changement. Mais selon lui, cette analyse est ambiguë, notamment la notion du pouvoir qui se confond à celle d'influence. La capacité d'un acteur à modifier le comportement d'un autre en fonction de ses propres objectifs définit l'influence de cet acteur. Il n'est pas concevable dans nos sociétés modernes que des interactions entre acteurs ne soient soumises qu'aux relations de « pur influence », c'est-à-dire sans règles ni rapport aux autorités. En effet toutes ces relations sociales s'inscrivent dans des systèmes organisés. Dés lors, le but du conflit sera d'obtenir du pouvoir au sein de ces systèmes. Le pouvoir qui se définit ici comme la capacité d'un acteur à imposer des fins, des formes d'organisation à l'ensemble d'une collectivité d'un territoire (Touraine, 2002).

Dans les sociétés industrialisées, l'accumulation des ressources et des capacités de décision sont aux mains des dirigeants. Les conflits de classes opposent donc schématiquement une « base » d'agents économiques à ceux qui contrôlent l'emploi des ressources investies. Ce ne sont pas uniquement deux groupes d'intérêts qui s'opposent mais véritablement deux conceptions de la société. Touraine définit alors le conflit comme « l'expression d'une action historique par laquelle la société agit sur elle-même et constitue le système de valeurs qui commande son organisation » (Touraine, 2002, p 246).

Pour ce sociologue, deux conceptions du conflit sont possibles. L'une qualifiée de subjective considère le conflit traduit une prise de conscience des différences sociales et finit par réduire les situations conflictuelles à des tensions. Dans cette conception, c'est le conflit qui tient la place centrale. Une autre conception dite objective attribue à l'individu, « le moi », la place centrale dans la réflexion. Chaque individu est animé d'une utopie et d'une idéologie. L'utopie est une vision de la société dans laquelle l'individu s'identifie à la totalité tandis que l'idéologie est la représentation qui réduit le mouvement de la société au conflit entre deux acteurs opposés. Pour Touraine (2002), le conflit est dominé par le heurt entre des utopies et des idéologies. Prenant l'exemple du conflit social, Touraine explique que l'utopie de la classe dirigeante est l'affirmation de la croissance économique qui assure la résolution des problèmes sociaux alors que l'utopie de la classe dominée est l'indétermination du développement par la satisfaction des besoins de la collectivité. Dés lors, le conflit ne constitue plus l'opposition entre deux utopies visant mais la recherche d'un projet idéal et global pour la société.

Le conflit d'usage ne serait donc pas une anomalie de la société qu'il faudrait chercher à éliminer. Mais, il serait parfois un mal nécessaire pour rétablir les interactions sociales et ainsi permettre le rééquilibrage et la structuration de la société.

### **Notre définition du conflit**

Les différents points de vue sociologiques sur la place et le rôle du conflit dans les changements sociaux étant présentés, nous pouvons maintenant définir cette notion de façon plus précise avant de proposer notre définition du conflit.

Afin de définir la notion de conflit il nous semble nécessaire de le distinguer d'abord des notions de concurrence, compétition et tension, que l'on confond bien souvent.

Simmel (1992) décrit la **concurrence** comme une forme noble du conflit car il existe des règles qui sont fixées à l'avance auxquelles les concurrents doivent se référer. La concurrence est donc loyale. Elle vise autant à l'intérêt général qu'aux intérêts particuliers : les concurrents ne veulent pas nuire aux autres mais ils ne recherchent que leurs intérêts personnels. Dans son article, Mann (1999) citant Weber définit la concurrence comme figure de lutte pacifique qui se différencie du conflit. D'autre part, Touraine décrit le conflit comme une situation de concurrence où les protagonistes sont conscients de leur opposition. La concurrence serait donc une forme particulière de conflit que l'on peut donc différencier par la « non-nuisance » de la relation à autrui. La concurrence est pacifique, son objectif n'est pas de nuire à la partie adverse.

Mann (1999) s'appuyant sur les écrits de Park et Burgess, différencie la **compétition** du conflit par sa fréquence : la compétition est un phénomène permanent alors que le conflit se veut occasionnel.

Le conflit se différencie de la **tension** par la notion d'« engagement » (Torre et Aznar, 2005) ou encore celle de « heurts manifestes » (Mann, 1999). Pour Torre et Aznar (2005) tout est question de gradation de l'intensité de l'opposition. L'engagement crédibilise et publicise la prise de position d'une des parties prenantes. Dans la distinction de Mann (1999) la notion de vouloir rendre crédible est aussi présente mais par l'utilisation de la violence.

Afin de définir la notion de conflit, nous nous proposons de nous inspirer de différentes définitions rencontrées lors de nos lectures. Trois notions se dégagent de ces définitions : la lutte ouverte, le but et la domination.

La notion de lutte ouverte développée dans la définition de Mann, semble se rapprocher de la notion d'engagement présentée précédemment par Torre et Aznar (2005). En effet, le conflit est défini, par Mann comme « un concept qui tend à décrire des antagonismes et des tensions qui trouvent leurs expressions dans des luttes ouvertes » (1999, p 102). La notion centrale du conflit semble donc être la **lutte ouverte**. Pour préciser la notion de lutte, Mann (1999) nous propose la définition de Weber qui décrit la lutte comme une relation sociale où l'acteur social va orienter son activité dans l'intention de faire triompher sa propre volonté contre la résistance du ou des partenaires.

Plusieurs définitions du conflit attribuent **un but au conflit**. C'est le cas par exemple de celle de Vincent-Alloké qui définit le conflit comme une « situation d'affrontement par rapport à des enjeux précis, individuels ou collectifs. De ce fait des divergences apparaissent entre les différentes parties concernées qui mettent en place diverses stratégies et tactiques pour **arriver à leurs fins** ». (Vincent-Alloké, 1989) Mais l'expérience nous démontre que le

conflit n'est pas toujours objectif. Cette notion d'objectivité du conflit rejoint la distinction de Coser (1982) entre les conflits réalistes ou irréalistes développée dans le 1.1.3.

Touraine définit lui, le conflit comme « la relation antagonique entre deux ou plusieurs unités d'actions dont l'une au moins tend à **dominer** le champ social de leur rapport » (2002, p 241). A partir de cette définition, Touraine explique que le conflit n'a pas pour but d'imposer à l'autre un comportement conforme à ses intérêts personnels mais plutôt à dominer les rapports sociaux à l'intérieur du système social.

Au vue de ces diverses définitions issues de la bibliographie, nous pouvons proposer la définition suivante:

**Le conflit est une relation qui oppose au moins deux entités sociales pour la domination du champ social de leurs rapports. Il se distingue de la tension par la notion d'engagement et repose sur l'expression d'intérêts qui sont généralement divergents.**

## 2. Le conflit à propos de l'espace rural et périurbain

Peu d'informations existent concernant l'analyse des processus conflictuels à la Réunion. Afin d'avoir une première approche, nous nous proposons de nous intéresser, plus particulièrement, aux conflits dans l'espace rural et périurbain en France métropolitaine. En effet comme nous l'avons évoqué dans l'introduction, nous considérons le territoire réunionnais, outre les espaces naturels, comme un immense territoire rural ou périurbain.

Différents éléments participent à la structure et à la dynamique des conflits (acteurs, biens support, enjeux, intérêt, échelle, type d'engagement, mode de résolution...). Tous ces éléments permettent de caractériser les conflits. Cette seconde partie sera, donc, consacrée à la présentation des conflits concernant les espaces ruraux et périurbains en France métropolitaine. Nous essayerons ainsi, de comprendre les dynamiques qui entourent ces situations conflictuelles. Dans un premier temps, nous nous attarderons sur les raisons et conséquences de la recrudescence de ces phénomènes conflictuels dans l'espace rural et périurbain sur le plan national (2.1). Puis nous nous intéresserons, aux nouveaux modes de coordination des acteurs de ces espaces (2.2). Enfin, nous nous intéresserons plus précisément, aux conflits d'usage et de voisinage dans ces espaces afin d'en tirer les premiers éléments de caractérisation (2.3).

### **Un espace rural et périurbain métropolitain en mutation**

Depuis de nombreuses années, les chercheurs notent une augmentation des conflits dans l'espace périurbain et rural, bien que ceux-ci ne soient pas quantifiés (Mormont, 2006). Nous nous interrogerons, d'abord, sur les raisons de cette recrudescence de la conflictualité à propos des espaces ruraux et périurbains (2.1.1). Puis nous nous intéresserons aux conséquences de ces mutations sur les interactions entre les parties prenantes du conflit. (2.1.2). Enfin, nous analyserons les études réalisées en métropole sur les conflits dans ces espaces afin d'en tirer les premiers éléments de caractérisation

### **Un espace rural et périurbain multifonctionnel**

Les relations entre la ville et la campagne ont évolué depuis les années 1970. En effet, de nouvelles mobilités urbaines (résidentielles et récréatives) ont fait leurs apparitions bouleversant l'équilibre établi auparavant (Clayes-Mekdade, 2003 ; Perrier-Cornet, 2001). Cette mobilité voit naître de nouveaux usages de l'espace rural. Bien que l'agriculture occupe

toujours un espace important dans le monde rural français, celui-ci est de moins en moins agricole. Désormais, la population rurale ne représente qu'un peu plus de 10% de la population active rurale. Quatre usages de l'espace rural sont aujourd'hui présents:

5. Un usage productif : L'espace rural est considéré comme une « ressource » qui est valorisée par les activités économiques.

6. Un usage résidentiel qui voit l'espace rural comme le « cadre de vie ». La campagne est ici « consommer » pour ses qualités et ses aménités<sup>22</sup> (Jeanneaux, 2004).

7. C'est aussi le cas, pour l'usage récréatif ou de plaisance, qui convoitent aussi la « campagne-paysage » pour des activités de loisirs ou de tourisme. (Perrier-Cornet, 2001).

8. L'usage de conservation qui regroupe les fonctions de conservation de la biodiversité, de la préservation des ressources vitales pour l'Homme et de la prévention des risques est le plus récent usage de l'espace rural. Celui-ci s'est développé considérablement dans les deux dernières décennies (Perrier-Cornet, 2001 Clayes-Mekdade, 2003).

Cette campagne, cadre de vie (que ce soit dans l'usage résidentiel ou récréatif), choisie pour ses aménités, est alors « idéalisée par le citadin nouveau venu » (Jeanneaux, 2004, p 3) qui va en réclamer le droit d'usage et de jouissance. Cet espace rural est, alors, objet de distinction sociale et de « violence symbolique » (Clayes-Mekdade, 2003 ; Jeanneaux, 2004). Dès lors, cette multifonctionnalité de l'espace rural et périurbain et surtout la progression fulgurante des fonctions de cadre de vie et de conservation sont sources d'enjeux et de tensions entre les usagers qui vont se concrétiser par l'apparition et la multiplication de conflits (Clayes-Mekdade, 2003).

Pour Jeanneaux (2006), la notion du « conflit d'usage » ne désigne pas uniquement la concurrence d'usages d'une ressource comme le définissent les économistes mais aussi :

1. Les **conflits environnementaux** qui sont déclenchés par les impacts négatifs avérés d'un équipement ou d'une activité, d'un émetteur à l'origine d'une pollution, d'un risque ou d'une nuisance sur des usagers d'une ressource localisée.
2. Les **conflits d'aménagement** qui sont déclenchés par les projets d'aménagement et leurs impacts négatifs potentiels uniquement visuels.
3. Les **conflits d'implantation** qui sont la réaction aux projets d'implantation d'infrastructures indésirables.
4. Les **conflits d'accès** qui sont déclenchés par l'accès d'un espace dont le statut juridique limite en principe l'usage.

### Des modes de coordination « traditionnels » remis en cause

En plus de l'apparition de nouveaux usages dans l'espace rural et périurbain, cette recrudescence des conflits est, aussi, liée à une demande accrue de participation des citoyens aux décisions publiques les concernant. Cette revendication s'est d'abord concrétisée par l'augmentation du nombre de recours en justice, puis par la mise en place de nouveaux modes de coordination entre les différents acteurs impliqués (Jeanneaux, 2006). D'autres facteurs permettent aussi d'expliquer l'émergence de ces modes de coordination. Ces facteurs sont, (i) la désapprobation du « modèle français de politiques publiques » fondé sur l'arbitrage juridique, à la quelle nous assistons depuis quelques décennies, mais également (ii) le

<sup>22</sup> « Biens qui ont une valeur esthétique, identitaire, récréative, il s'agit ici d'une valeur hédonique, qui correspond à un certain bien-être. Ces biens ne sont pas le résultat d'un processus de production, même si certains agents peuvent contribuer à leurs existences » (Beuret, 2006, p23).

développement de dynamique de contestation, (iii) l'affaiblissement et le « vieillissement du système notabiliaire<sup>23</sup> » et parallèlement (iv) à l'émergence d'une prise de parole de la part des usagers et des populations via les mobilisations associatives (Clayes-Mekdade, 2003).

Dans ce type de conflit « institutionnalisé » la situation d'opposition entre acteurs aux intérêts divergents constitue également un mode de revendication de l'intégration du citoyen dans la vie démocratique et par là même une remise en cause des règles établies de domination du champ politique.

### **Des « nouveaux » modes de coordination**

Les modes « traditionnels » de coordination étant remis en cause par les acteurs locaux, nous assistons à l'apparition de nouveaux modes de coordination entre les différents usagers, afin de gérer plus harmonieusement l'espace rural ou périurbain. Nous nous intéresserons, tout d'abord, aux caractéristiques de ces « nouveaux » modes d'organisations des liens sociaux (2.3.1). Puis, nous nous intéresserons aux conséquences que les nouveaux modes de coordination de conflits institutionnalisés peuvent avoir sur l'espace rural ou périurbain (2.3.2). Enfin, nous exposerons certaines inquiétudes et interrogations concernant ces nouveaux modes de coordination (2.3.3)

### **Les caractéristiques de ces nouveaux modes de coordination**

La remise en cause des systèmes traditionnels évoquée dans 2.1.2, passe aussi par un abandon du mode de résolution des conflits par la voie traditionnelle c'est à dire le recours judiciaire au profit des Modes Alternatives de Règlements des Conflits ou des Litiges ou des Différends : M.A.R.C ou M.A.R.L ou M.A.R.D qui portent l'acronyme A.D.R dans les pays anglosaxons pour Alternative Dispute Resolution. Les M.A.R.C peuvent être définis comme l'ensemble des moyens non judiciaires pour résoudre des conflits Cette définition très large des M.A.R.C pourrait englober divers types de relations entre les différents protagonistes (Grosjean Legrand, 2005).

Ces nouvelles formes d'organisation peuvent être à l'initiative : soit d'institutions, qui cherchent ainsi à « éviter » des conflits, ne pas être accusé « d'agir après coups » et / ou répondre à la demande de participation des citoyens à la décision (Clayes-Mekdade, 2003), soit plus simplement, d'acteurs locaux eux-mêmes, qui tentent ainsi d'ajuster leurs intérêts divergents afin d'aboutir à un compromis (Beuret, 1999).

Ces modes d'interaction peuvent alors prendre des formes différentes allant des actions de prévention des conflits à l'arbitrage de ceux-ci par la justice. Nous pouvons déjà distinguer trois voies de résolution des différends. (Nous parlerons de différends car le conflit est, ici considéré comme une étape d'un processus plus long). La première voie de résolution des différends, précède le conflit à proprement dit, vise à leur prévention en fournissant des informations aux protagonistes du différend. La seconde voie est celle où le règlement amiable du différend s'insère dans un processus judiciaire comme la conciliation judiciaire. Enfin la dernière voie est celle dans laquelle se situent tous les arrangements entre les protagonistes du conflit hors processus judiciaire. Ces différentes voies aboutissent à des accords marchands, administrés ou simplement à des « arrangements » entre les différents acteurs locaux (Beuret, 1999).

Nous pouvons donc distinguer deux types de conflits à propos des espaces ruraux et périurbains selon qu'il y ait ou non recours à une institution. Pour la première catégorie qui

---

<sup>23</sup> Le système notabiliaire repose sur un système gouverné par des notables. Ce système est très proche du système latifundiaire.

n'engage que des particuliers et se localise exclusivement dans le domaine privé, l'analyse de la Presse Quotidienne Régionale devrait permettre de mieux les caractériser. La seconde catégorie impliquant des associations, des institutions et des acteurs privés que nous qualifierons de « conflits institutionnalisés ».

Vu les données bibliographiques recueillies, nous nous intéresserons, maintenant, aux conséquences et aux interrogations que les nouveaux modes de coordination de ce deuxième type de conflit peuvent occasionner.

### **Les conséquences de ces nouveaux modes de coordination**

Dés lors, ces nouveaux processus de coordination font sortir les débats concernant l'espace rural et périurbain du « huis-clos » caractéristique des systèmes notabiliaires vers de nouveaux lieux de débats : « les forums hybrides » (Clayes-Mekdade, 2003). Ces forums hybrides sont des espaces publics particuliers. En décortiquant cette expression, nous pouvons en saisir toute la signification : « forums » parce qu'il s'agit d'espaces ouverts où les groupes peuvent débattre des choix qui engagent le collectif et « hybrides » car les groupes engagés et les porte-paroles qui les représentent sont hétérogènes : des experts, des hommes politiques, des techniciens et des profanes qui s'estiment concernés. De plus, les questions abordées et les problèmes soulevés sont de registre variés (Beuret, 1999). La tradition française de l'état central qui impose ses choix politiques au nom de l'intérêt général serait donc mise à mal, et ceci aurait pour conséquence une requalification de l'intérêt général qui serait donc négociable et pluriel. (Clayes-Mekdade, 2003)

Outre les rôles attribués au conflit dans la société : source et producteur d'ordre social et porteur de projet global pour la société, développés dans le 1.1, Mormont (2006) attribue d'autres fonctions spécifiques aux conflits d'usage et de voisinage dans l'espace rural et périurbain. Ces fonctions, conséquences du processus de coordination des conflits, sont le recadrage et de réorganisation territoriale. Nous nous intéresserons ici plus particulièrement à la fonction de recadrage.

En décortiquant l'histoire de conflits (de leurs déclenchements à leurs possibles résolutions), Mormont (2006) démontre comment les « cadres » du conflit « se font » et « se défont ». Ce processus de « cadrage » ou de « recadrage » déplacera un conflit local (crainte des riverains d'être pollués par une station d'épuration laide et malodorante) vers un conflit beaucoup plus général (l'optimisation de la station de la localisation de la station d'épuration et la possible reconversion de sites industriels désaffectés).

De plus Jeanneaux (2006) faisant écho à Prieur explique que l'usage moderne du conflit de territoire n'est pas un usage de résistance ou de défense d'intérêts particuliers mais que le conflit institutionnalisé est interprété comme une demande accrue de la population à participer aux décisions concernant son cadre de vie. Ce processus de recadrage fera donc évoluer l'argumentaire : de celui d'intérêts personnels de type **NIMBY**<sup>24</sup> (**Not In My Back Yard**) vers une solution négociée qui permettra la redistribution géographique des risques et des avantages. La résolution du conflit passe alors par la reconfiguration du local. Le conflit peut donc être à l'origine d'une recomposition territoriale. Cette reconfiguration peut être territoriale, mais aussi économique ou encore technique.

---

<sup>24</sup> « ...soit «pas de ça chez moi », et implicitement « plutôt chez les voisins » » (Clayes-Mekdade, 2003, p 50)

## Mais des interrogations et dérives possibles

Bien que ces nouveaux processus de coordination puissent paraître beaucoup plus démocratiques que les modes « traditionnels » de coordination, elles sont, pourtant, objets d'interrogations et d'inquiétudes.

Tout d'abord, « à qui doit-on donner la parole ? ». En effet, fréquemment, ce sont des porte-parole associatifs ou des élus locaux qui sont sollicités dans ces nouveaux modes d'interactions sociales. N'y a-t-il pas là un risque de voir leur position de domination soit au sein de leur groupe soit par rapport à d'autres groupes d'intérêts non représentés se renforcer ? Se pose alors le problème de leur représentativité et de leur légitimité (Clayes-Mekdade, 2003 ; Beuret, 2006).

La seconde inquiétude concerne l'échelle de ces coordinations, la fonction de recadrage, développé dans 2.3.2, conduit souvent à la patrimonialisation<sup>25</sup> de biens locaux. Ce processus qui veut protéger l'espace contre la normalisation, peut aussi conduire à « magnifier l'ordinaire et le populaire » (Clayes-Mekdade, 2003, p 194) et à faire un travail de sélection de ce qui doit ou pas être protégé et ainsi mener à un « particularisme normalisé ».

La troisième déviance à laquelle peut conduire ces nouveaux processus de décision est « la xénophobie<sup>26</sup> ». En effet, souhaitant protéger les particularismes locaux, les habitants pourraient alors « tomber » dans le refus systématique de tous acteurs extérieurs. Cette dernière ferait dévier le rôle des autorités qui est la protection et la gestion de la diversité nationale générale vers une logique locale de protection culturelle et naturelle. (Clayes-Mekdade, 2003)

## Premiers éléments de caractérisation des conflits d'usage et de voisinage à propos de l'espace rural et périurbain

Les premiers enseignements issus des analyses de conflits à propos de l'espace rural et périurbain en France métropolitaine, nous permettent, déjà, d'identifier des premiers éléments de caractérisation de situations polémogènes<sup>27</sup>.

La première caractéristique de ces conflits est l'**origine du conflit**. Deux cas de figures ont été dégagés : dans le premier cas, les conflits apparaissent en raison de la proximité ou la contiguïté d'usages différents. Dans ce cas, les usagers qui sont voisins subissent les conséquences de leurs actions respectives (Caron et Torre, 2004). Dans le second cas, l'origine du conflit serait due à « la concurrence entre les usages de deux agents pour la même ressource visant un objectif unique, identique » (Jeanneaux, 2006, p 24). On qualifiera alors ces conflits de conflits d'usage et de voisinage.

Le deuxième élément caractéristique de conflit d'usage et de voisinage, relevé par Bonin et Torre (2004) est la **dimension spatiale** dans laquelle il s'inscrit. En effet, que ce soit un propriétaire foncier qui s'oppose à des randonneurs ou des riverains à l'installation d'une station d'épuration, tous les conflits de ce type se situent dans des espaces délimités. De plus, cette opposition a pour objet des biens supports (ou ressources) matériels (ex : le sol ou l'eau) ou immatériels (ex : l'air) qui sont localisés ou à localiser. (Bonin et Torre, 2004; Clayes-Mekdade 2003 ; Jeanneaux, 2006). Bonin et Torre (2004) proposent donc une classification « spatiale » du conflit, suivant les liens que chaque belligérant a avec l'espace, objet du

<sup>25</sup> La patrimonialisation qui donne une valeur de patrimoine (naturel ou culturel) à un bien

<sup>26</sup> La xénophobie est ici définie comme le refus de ce qui est étranger, sans caractère péjoratif

<sup>27</sup> Vectrices de conflictualité

conflit. Il développe une symbologie permettant de définir le type d'usage que chaque partie fait de l'espace et la simultanéité de l'usage dans l'espace et dans le temps. Cette représentation graphique du conflit permet ensuite de proposer (toujours par le biais du dessin) des modes de résolution des conflits. Cette typologie spatiale renvoie aussi à la notion de « proximité » développé par Caron et Torre (2004). Cette proximité doit faire l'objet de quatre précisions : les contraintes (recherchée ou subie), les modes d'interférence (superpositions, contiguïtés, ou voisinages), la fréquence de la proximité (temporaire ou permanente) et l'inégalité face à l'espace.

La troisième particularité de ces conflits résulte dans la typologie des **acteurs engagés** et leurs degrés d'implications dans les conflits d'usage et de voisinage. En effet comme nous l'avons déjà précisé auparavant nous pouvons distinguer deux types de conflits : les conflits institutionnalisés ou privés. Les services déconcentrés de l'Etat et les collectivités locales sont souvent impliqués dans ce premier type de conflit soit en tant que partie prenante soit comme médiateur (Bonin et Torre, 2004; Clayes-Mekdade, 2003). Le degré d'engagement des acteurs dans ces dynamiques conflictuelles peut aussi être variable : belligérants, témoins, tiers.... Enfin, l'inscription du conflit dans une dimension institutionnelle peut se faire à plusieurs niveaux : par le recours à l'arbitrage d'un tiers (tribunaux, experts) pour son règlement, ou encore, selon le cadre réglementaire dans lequel il se positionne - législation française (loi littorale, loi sur l'eau, **Plan Locaux d'Urbanisme**, **Schéma de Cohérence Territoriale**,...) ou réglementations européennes (Natura 2000..).

Dans un espace rural et périurbain, en pleine mutation, la conflictualité institutionnalisée qui ne cesse d'augmenter, serait, donc, le fait de la modification des représentations de l'espace et également d'une revendication de plus en plus importante des usagers à participer aux décisions concernant leurs cadres de vie. Loin d'être l'expression d'un égoïsme exacerbé de ces usagers, ces situations conflictuelles tendraient dans ces espaces ruraux et périurbains vers la réorganisation de ces espaces au profit de l'intérêt général. Pour les conflits d'ordre privé, la Presse Quotidienne Régionale devrait nous permettre d'avoir une vision plus complète de situations polémogènes et donc de mieux caractériser ce type de conflictualité.



## Conclusion

Rappelons que nous avons défini

Le conflit comme une relation qui oppose au moins deux entités sociales pour la domination du champ social de leurs rapports. Il se distingue de la tension par la notion d'engagement et repose sur l'expression d'intérêts qui sont **généralement** divergents.

Il ressort de notre synthèse que les entités sociales en opposition peuvent être des acteurs privés, des associations ou des institutions publiques. L'analyse particulière des conflits institutionnalisés montre les luttes menées pour modifier l'équilibre des rapports de force entre les institutions et les autres acteurs pour les décisions publiques concernant leur cadre de vie. Dans un espace rural en pleine mutation, en proie à l'apparition de nouveaux usages et aux revendications de nouveaux usagers, les conflits d'usage semblent être incontournables, voire nécessaires à la dynamique sociale ? Mais le conflit, dans ces espaces, semble depuis quelques années, prendre une autre dimension. Jusqu'alors considéré comme un des moyens de défense de ses intérêts personnels, le conflit concrétiserait, actuellement, la demande des citoyens à participer aux décisions publiques. Il est devenu également un moyen de défense des intérêts généraux de la société. Pour faire face à cette recrudescence des situations conflictuelles, les acteurs ainsi que les autorités publiques révisent les modes de coordination des espaces ruraux et périurbains. Dans ce type de conflits institutionnalisés à propos des espaces ruraux ou urbains montrent qu'ils ne reposent pas nécessairement sur l'expression d'intérêts divergents (d'où l'importance de « généralement » dans notre définition)

Le conflit que l'on tentait depuis toujours d'éliminer de la société, ne serait donc pas une pathologie. Le conflit est indispensable à la socialisation, car il est source et producteur de changements sociaux. Il permet, ainsi, l'organisation de la société. Dans les campagnes françaises métropolitaines il serait un élément structurant le territoire. Mais qu'en est-il de la conflictualité à l'île de la Réunion ? Forte de ces spécificités : son insularité, de son histoire, de son développement, son imbrication entre mondes rural et urbain, l'île réunit un panel de facteurs polémogènes.

S'appuyant sur le dépouillement la PQR, cette étude des conflits, dans un contexte différent de la France métropolitaine permettra de les matérialiser afin de confirmer ou d'infirmer leurs rôle et place dans la société réunionnaise et d'en montrer leurs éventuelles spécificités.

## **ANNEXE 4 : SYNTHESE BIBLIOGRAPHIQUE SUR LA PQR**

### **ENITA de Clermont-Ferrand**

#### **SYNTHESE BIBLIOGRAPHIQUE**

#### **LA PRESSE QUOTIDIENNE REGIONALE**

Odile POUTAREDY  
Agriculture Et Territoire  
2007



## Table des matières

TABLE DES MATIERES .....	XX
INTRODUCTION .....	XX
1. INTERETS DE LA PQR DANS LA MATERIALISATION DES CONFLITS .....	XX
1.1 La pertinence de la PQR pour matérialiser les conflits .....	xxi
1.2 Les caractéristiques de la PQR.....	xxi
2. LES SPECIFICITES DE LA PQR REUNIONNAISE .....	XXVI
3. L'ANALYSE CRITIQUE DE LA PQR .....	XXVIII
3.1 Les intérêts de la PQR dans notre étude .....	xxviii
3.2 Les limites de la PQR dans notre étude.....	xxviii
CONCLUSION.....	XXX

## Introduction

L'objectif de ce stage est définir et caractériser les conflits d'usage et de voisinage dans l'espace rural et périurbain à l'Ile de La Réunion. Pour cela, nous devons être capables de les dater, de les localiser et d'exposer leurs histoires ainsi que les stratégies développées tout au long de ces conflits. Aucune ressource ne permet de collecter directement ce type d'informations. L'équipe d'ANDYCOTE a eu recours à diverses méthodes (Lefranc et Torre, 2003) : les enquêtes à dire d'experts, l'analyse du contentieux ou le dépouillement de la Presse Quotidienne Régionale (PQR). Notre travail ne concernera que le dépouillement de la PQR. Dans cette seconde partie de notre synthèse bibliographique, nous proposons de nous interroger sur la pertinence et les biais de cette dernière source (la PQR) pour répertorier les divers conflits d'usages dans l'espace rural et périurbain et plus précisément à l'Ile de La Réunion.

Nous tenterons dans un premier temps de justifier le choix de la PQR (1). Puis, nous réaliserons une présentation générale de cette source d'informations, ainsi que son analyse critique (2). Ces deux premières parties sont largement inspirées de l'analyse critique réalisée en 2003 par Jeanneaux et Janichon, dans la mesure du possible les chiffres ont été réactualisés. Finalement, nous présenterons les caractéristiques la PQR à l'Ile de La Réunion (3).

### Intérêts de la PQR dans la matérialisation des conflits

Pour pouvoir caractériser les conflits d'usage et de voisinage, nous devons les matérialiser dans l'espace rural et périurbain à l'Ile de La Réunion. Il s'agit donc de les dater, de les localiser et d'exposer leurs histoires ainsi que les stratégies développées tout au long de ces conflits.

L'équipe d'ANDYCOTE a eu recours à diverses méthodes afin de matérialiser et de caractériser les conflits d'usage et de voisinage (Lefranc et Torre, 2003) : les enquêtes à dire d'experts, l'analyse du contentieux ou le dépouillement de la PQR. Notre travail se limite ici au dépouillement de la PQR. Nous nous interrogeons ici sur la pertinence et les biais de cette dernière source (la PQR) pour répertorier les divers conflits d'usages dans l'espace rural et périurbain et plus précisément à l'Ile de La Réunion.

## La pertinence de la PQR pour matérialiser les conflits

### La presse : source d'informations concernant les conflits

Sachant qu'il n'existe pas de sources directes permettant la collecte des éléments nécessaires pour matérialiser les conflits d'usage et de voisinage, Andycote propose de réaliser une base de données à partir de l'exploitation de diverses sources médiatiques écrites ou orales. En France, plusieurs expériences qui ont déjà eu recours à des médias écrits sont citées par Jeanneaux et Janichon (2003), comme les travaux de Kayser (1958) ou encore de Havelange (1996).

Il existe également quelques expériences telles que la collecte de situations conflictuelles dans des revues spécialisées comme *Combat Nature* (Charlier, 1999), ou par l'exploitation de la PQR (Guillain 2001; Mer 1996). Cette dernière source a déjà été largement utilisée dans le cadre du projet ANDYCOTE dans divers départements de France métropolitaine, nous pouvons notamment citer les travaux de Lefranc (2002), de Janichon (2003) et de Darly (2006).

La presse qui est alors un moyen de crédibiliser une position dans le conflit, de faire valoir ses intérêts, ou un support matérialisant un certain engagement (Aznar, 2003). Par exemple la presse peut être un vecteur de prise de parole qui peut viser à orienter ou discuter de la localisation des activités dans l'espace rural ou périurbain.

Loin d'être exhaustive, la presse permet pourtant d'avoir une base de données sur une région et des périodes précises.

### Le choix de la PQR

La presse quotidienne régionale traite dans ses pages locales uniquement des sujets de proximité et de conditions de vie des gens. Ce qui fait dire à Mathien (1983) dans son ouvrage consacré à la PQR, que la presse quotidienne régionale est un média de proximité : «*un véritable miroir de la société* ». Ce qui intéresserait le lecteur de la PQR est ce qui se passe autour de lui, dans son environnement. De plus, la presse quotidienne étant publiée tous les jours, la probabilité qu'un événement y soit publié est plus importante que dans un autre type de périodique ou un autre média.

### Les caractéristiques de la PQR

#### Quelques chiffres concernant la PQR

Afin de mieux comprendre l'information locale contenue dans la presse quotidienne régionale, nous présenterons quelques chiffres-clés de l'année 2002, extraits du site Internet du Syndicat de la Presse Quotidienne Régionale (SPQR)<sup>28</sup>, qui permettront de mieux appréhender la place qu'occupe la PQR dans l'espace médiatique en France métropolitaine.

La PQR représente en France métropolitaine 409 éditions locales réparties en 33 titres. En métropole un titre peut être décliné en plusieurs éditions. Prenons l'exemple du journal *La Montagne*, quotidien régional du Puy de Dôme et, support de l'étude de Janichon (2003), celui-ci est décliné en 4 éditions correspondant à peu près aux 4 sous-préfectures de département. Chaque édition a un certain nombre de pages réservées aux informations locales.

---

1. <sup>28</sup> [www.spqr.fr](http://www.spqr.fr)

La PQR se veut être un média généraliste de proximité qui s'intéresse aussi bien à l'actualité internationale et nationale qu'à l'information de proximité. Selon le syndicat de la Presse Quotidienne Régionale (SPQR), 5,5 millions d'exemplaires sont vendus par jour. 17,9 millions de français lisent ce journal de proximité quotidiennement, ce qui représente environ 39% de la population française âgée de plus de 15 ans. Ces chiffres montrent l'importance que conserve la presse quotidienne régionale dans la vie des Français, et plus particulièrement dans les zones rurales. La PQR est, selon Lefranc (2004), le second média, après la télévision, le plus diffusé à l'échelle nationale. Les zones rurales sont des lieux de lecture régulière avec un fort taux de pénétration tandis que celui des régions urbaines et périurbaines est très faible.

L'effectif de la PQR représente plus de 17 000 personnes en 2002 dont plus de 5 000 journalistes. De plus, la presse quotidienne régionale emploie environ 25 000 correspondants locaux. Nous verrons un peu plus loin le rôle de ces personnes dans la construction de l'information publiée par les journaux locaux (2.3). Le chiffre d'affaire de la PQR est de 2,32 milliard d'euros dont plus de 40% est réalisé par la publicité. Cette part importante de publicité dans le chiffre d'affaire de la presse modifie, selon Mathien (1993), la composition du journal : une augmentation de la pagination et la place réservée à l'information locale varie suivant la quantité de publicité à publier. Il existe donc une sélection des faits qui sont rapportés dans les journaux, suivant la place disponible et la quantité de messages publicitaires à diffuser.

### **L'histoire de la PQR**

La presse quotidienne régionale doit son développement à l'établissement durable de la démocratie sous la III<sup>e</sup> République. Cette liberté est établie par la loi de 1881 qui incite les investisseurs à s'engager dans les médias (Mathien, 1993, Idelson, 1999).

Les ordonnances de 1944 ont joué un rôle considérable dans l'essor de la presse quotidienne régionale telle que nous la connaissons aujourd'hui (Idelson, 1999). En effet, ces ordonnances avaient pour principal objectif de supprimer les journaux ayant collaboré avec le régime allemand durant la Seconde Guerre Mondiale. Ces ordonnances ont ainsi garanti l'indépendance de la presse, accordant un statut particulier à ce média basé sur une « *imbrication d'entreprises privées et d'intervention étatique* » (Idelson, 1999).

Cette expansion n'a été que passagère, car pour faire face à une baisse de lectorat et à la montée en puissance de la publicité, un phénomène de concentration des quotidiens régionaux s'amorce dès 1950. Cette concentration aboutit à la création de grands groupes de presse et au quasi-monopole d'un journal sur sa zone de diffusion dans plusieurs régions françaises. Les groupes de presse évitent alors scrupuleusement de se concurrencer et se partagent le territoire.

A partir des années 1970, démarre la modernisation de la presse quotidienne régionale, notamment par l'informatisation. Les entreprises investissent alors dans des appareils de production, la presse devient une industrie à part entière.

La presse quotidienne régionale est aujourd'hui en proie à une baisse de son lectorat. Sauvegarder celui-ci passe, selon Mathien (1993), nécessairement par l'information locale. En effet, selon Mathien pour reconquérir le lecteur il suffirait de parler de lui et de son environnement proche (Mathien, 1993 ; Idelson, 1999 ; Jeanneaux et Janichon, 2003).

A la Réunion, l'histoire de la presse écrite est un peu particulière. Elle a longtemps été une presse d'opinion active et prolifique. Cependant, ces journaux d'opinion nombreux étaient souvent éphémères. Deux journaux se détachent pourtant de par leur longévité : le quotidien *Témoignages* créé en 1944, qui est alors l'organe de presse du Parti Communiste Réunionnais (PCR) et le *Journal de l'Île de la Réunion (J.I.R)*, publié pour la première fois en 1951, qui soutient alors la droite locale. Bien que le *J.I.R* soit le premier journal réunionnais à introduire, à La Réunion, la notion d'équipe rédactionnelle, peu de place était laissée à l'information locale qui était alors jugée « inintéressante ». Le *JIR* occupait, donc au milieu des années 70, une position de quasi-monopole face au tirage limité de *Témoignages* qui était soumis à de multiples censures (Idelson, 2006).

La création du *Quotidien de la Réunion*, en 1976, marque l'avènement dans l'Île d'une véritable presse moderne et professionnelle autant en termes techniques que rédactionnels. En effet le *Quotidien* souhaite rompre avec la presse d'opinion et participer au débat public et local. Ceci marque donc la première ouverture vers l'espace public réunionnais. Le positionnement de ce journal heurte très vite une partie de la société locale, le *Quotidien* dépose le bilan en 1977, mais suite à une mobilisation importante de la société civile de l'époque il surmonte les difficultés financières et s'impose comme le leader de la presse quotidienne régionale. Toutefois dans un département, comptant peu de lecteurs (un peu moins de 20% de la population réunionnaise est analphabète) le *Quotidien* apparaît comme un journal « intellectuel ». Pour remédier à cela, en 1992, apparaît le *Réunionnais* qui se voulait être un journal beaucoup plus populaire pariant sur la proximité et le sport. Le journal préconise donc des articles courts illustrés de plusieurs photographies en quadrichromie, une innovation pour la PQR locale. Mais suite à des problèmes financiers et judiciaires, le *Réunionnais* disparaît du paysage médiatique au cours de l'année 1996.

### Le rôle social de la PQR

Les journaux locaux se sont progressivement tournés vers l'information locale et régionale pour des raisons sociologiques (exode rural, perte du sens communautaire), politiques (l'information locale : source de pouvoir) et économiques (le lecteur concerné est un lecteur fidélisé).

Mathien (1993) explique également cet engouement pour la presse quotidienne régionale par deux phénomènes. Tout d'abord, par la lassitude des lecteurs pour les débats politiques et la fin des idéologies qui ont conduit à la disparition de la presse d'opinion. Ensuite, par la concentration des journaux dans des grands groupes. Ce phénomène conduit à des journaux neutres permettant à n'importe quel lecteur de se reconnaître et ainsi à toucher un lectorat le plus large possible.

Dès lors, le quotidien régional occupe un rôle social de plus en plus important. Mathien (1993) attribue six fonctions sociales à la PQR :

- Elle assure le lien social avec la communauté environnante. En effet, en s'adressant à une communauté géographique délimitée, le journal serait alors un puissant appareil d'amplification sociale car il s'adresse aux individus de cette communauté (sans distinction de classe ou d'idéologie) en tant qu'habitants. De plus, le besoin d'information locale serait une compensation à l'anonymat et à l'élargissement du cadre social dus aux évolutions sociales. La PQR permettrait ainsi aux lecteurs de revendiquer leurs droits à la différence. Considérant le conflit comme un processus d'examen des intérêts antagonistes de deux groupes d'individus, ceux-ci devraient ressortir

naturellement dans les informations locales. Cette remontée de l'information conflictuelle en tant qu'information locale à part entière justifie en partie le choix de la source PQR comme moyen d'identification des conflits.

- Elle permet au lecteur d'élargir sa sphère de perception d'événements remarquables.
- Elle répond aux interrogations des lecteurs concernant leur environnement. Cette information locale serait la réponse à leur curiosité relative à celui-ci
- Elle propose aux lecteurs des connaissances vulgarisées, encyclopédiques et mosaïques.
- Elle propose des renseignements pratiques de la vie quotidienne.
- Elle divertit ses lecteurs par des rubriques récréatives et psychothérapeutiques sociales (notamment les faits divers).

La position de quasi-monopole d'un quotidien sur une région lui confère un rôle primordial dans le cycle socioculturel de diffusion de l'événement. En effet, en transmettant quotidiennement aux lecteurs l'information locale qu'ils sont censés avoir, le journal devient un canal permanent de transmission de nouveautés et de messages locaux et notamment de l'information conflictuelle qui nous intéresse (Jeanneaux et Janichon, 2003)

### **L'information locale dans PQR**

Dans ce sous-chapitre, nous nous intéresserons plus particulièrement à la production d'informations locales que transmet la PQR.

La PQR est principalement écrite à partir d'événements ou de nouvelles. Jeanneaux et Janichon (2003) faisant écho à Hermelin (année ?) expliquent que les faits ordinaires ne sont pas ou peu relatés par la presse car ils n'intéressent pas le lecteur. Ce que recherche le lecteur c'est l'anormalité et la proximité.

L'**anormalité** dépend:

- Des normes en vigueur dans la société,
- De la disproportion des causes et des effets,
- Des faits et des personnes mis en cause,
- Des incohérences qui peuvent s'établir entre l'acteur et le fait.

Les médias ont donc tendance à relater préférentiellement les mauvaises nouvelles et les oppositions entre personnes pour les porter à la connaissance de l'opinion. La presse quotidienne régionale semble donc être une source intéressante pour relever des conflits.

Il existe quatre types de **proximité**:

- La proximité territoriale ou géographique,
- La proximité sociale,
- La proximité idéologique,
- La proximité médiatique.

La proximité des réactions permet également, selon Mathien (1983), de hiérarchiser l'importance accordée aux informations locales en fonction de la sensibilité du lectorat en collant à la demande des lecteurs selon un système de feedback.

### **La construction de l'information à partir de ces faits**

Une organisation est nécessaire pour collecter les faits intéressants et ensuite les transformer en information qu'il faut diffuser rapidement au lecteur. Il faut donc trouver une

structure la plus efficace possible. La rédaction du journal met donc en place un réseau reposant sur différents informateurs afin de quadriller son espace de diffusion : les journalistes de la « *Locale* » (agence locale du journal), les envoyés spéciaux et les correspondants locaux. Le « *localier* », le journaliste de la locale en contact direct avec le terrain, est susceptible de subir différentes pressions. En cas de monopole, comme c'est souvent le cas en métropole, il est souvent difficile pour le localier de rester objectif car l'opinion dominante et le conformisme prennent souvent le dessus. Les correspondants locaux sont les relais du journal au plus proche de la population : ils cherchent, mettent en forme et rapportent l'information, ils sont donc chargés de transmettre l'information au journaliste qui est chargé de choisir les informations. L'information collectée par les correspondants locaux peut donc être connue par le journal et inconnue des lecteurs (si celle-ci n'est pas choisie par la rédaction).

Lors de la rédaction de l'article, l'information locale choisie sera ensuite retraitée et contrôlée car il est alors nécessaire de faire un choix entre les faits qui sont objectifs ou pas. Ce choix peut, selon Jeanneaux et Janichon (2003), « *falsifier* » l'information par sa mauvaise interprétation ou sa mauvaise transmission. Il est donc important de considérer l'information contenue dans les articles comme de l'information de « *deuxième main* ».

Le journal reçoit aussi de l'information sous forme de communiqués :

- Des communiqués d'informations complémentaires,
- Des communiqués de démentis
- Des communiqués de propagande.

Dans le cadre des conflits, les trois types de communiqués peuvent être concernés.

Il est aussi à noter que la population peut aussi interpeller directement les journaux en cas de conflits, car certaines informations ne peuvent pas se passer de la presse. C'est le cas lors d'événements spectaculaires qui perdraient leurs intérêts s'ils n'étaient pas relayés par les médias.

Lefranc (2004) attire notre attention sur la rubrique « *courrier des lecteurs* » qui joue le rôle de tribune libre où les citoyens expriment leurs opinions et argumentent les conflits. Toutefois, Lefranc apporte un bémol à la place donnée aux courriers des lecteurs dans l'étude car le contenu de cette rubrique dépend beaucoup de la rédaction de chaque quotidien.

## Les caractéristiques de l'information

Jeanneaux et Janichon (2003), rapportant Mabilieu et Tudesq (1980), qualifient l'information locale délivrée par la presse quotidienne régionale suivant trois caractéristiques :

- Elle est **hachée**. La presse quotidienne régionale délivre l'information par centres d'intérêts successifs auxquels succèdent parfois des périodes d'oubli.
- Elle est **grossière**. La presse quotidienne régionale procède par tris successifs de l'information et ne retient que ce qui lui semble intéressant, sans forcément pondérer l'information (par exemple par rapport aux nombres de personnes concernées).
- Elle est **manichéenne**. La presse quotidienne régionale rend compte souvent des débuts et des dénouements des événements mais plus rarement de la permanence de ces derniers.
- Il est possible également de constater, dans la presse quotidienne régionale, des variations d'écriture selon le type d'événements qui a eu lieu :



- Les succès (d'une entreprise, d'un projet...) sont des articles souvent « *chaleureux et communicatif* » (Jeanneaux et Janichon, 2003)
- Les échecs (licenciements, refus en justice...) sont plus lugubres, démotivants
- Les tendances (situation d'ensemble...) sont les articles les plus neutres.

Le quotidien régional, dans l'hexagone, qui s'intéresse donc, aux sujets anormaux et de proximité serait une source d'information pertinente pour matérialiser les conflits d'usage et de voisinage. Mais cette source d'informations possède d'importants biais dus principalement au fait que l'information transmise soit de « *seconde main* ». En effet les renseignements contenus dans les articles souvent partiels. La PQR est donc une source intéressante pour matérialiser les conflits dans le but d'une analyse à des fins qualitatives.

Mais qu'en est-il de la PQR à la Réunion : est-elle-identique sa consœur de la métropole ou possède-t-elle des spécificités ?

### 3. Les spécificités de la PQR réunionnaise

Contrairement aux régions métropolitaines et comme nous l'avons vu dans l'historique de la Presse Quotidienne Régionale à la Réunion, le *JIR* (journal choisi pour notre analyse) n'est pas le seul quotidien régional publié à la Réunion

De plus, les quotidiens réunionnais, contrairement, à leurs confrères métropolitains ne possèdent pas d'éditions locales. Toute l'information locale de l'Ile est publiée dans une seule édition. Ceci ne semble pas poser de problème dans le recensement des conflits car Janichon (2003) remarque que sur les 259 articles sélectionnés dans l'édition régionale de *la Montagne*, 201 le sont dans les pages région et Puy de Dôme relayant donc les conflits des éditions locales. De plus les articles de l'édition de Clermont semblent alors faire doublon avec les autres éditions du Puy-de-Dôme (Janichon, 2003, Jeanneaux et Janichon, 2003, Idelson, 2006).

Il est aussi à noter que la PQR, à la Réunion, laisse une place à l'actualité nationale dans des pages nationale et à l'actualité de la zone océan indien dans les rubriques « Océan Indien ».

Les quotidiens régionaux réunionnais réalisent dans la semaine un ou plusieurs dossiers d'actualité. L'édition du dimanche est aussi quelque peu particulier autant dans son contenu et sa forme qui « sont beaucoup plus proche du magazine que d'un journal ».

Comme nous l'avons vu dans la présentation de la presse quotidienne régionale en métropole, le journal quotidien régional est un média de proximité qui joue le rôle de « *un véritable miroir de la société* » (Mathien, 1993, p). Outre refléter la société française par, son quasi-monopole, le journal régional a un rôle primordial dans la société comme nous l'avons détaillé dans le 2.2. Mais qu'en est-il du rôle et de la place de la presse quotidienne régionale à la Réunion ? En effet, plusieurs travaux ayant traité de la PQR à La Réunion lui donnent un rôle social différent de la PQR métropolitaine ou nord-américaine. Ce rôle différent amène même Idelson (1996, 2003) à s'interroger le rôle de la PQR à la Réunion qui oscillerait selon lui entre celui de « miroir » qui refléterait la société ou « acteur » qui prendrait part aux événements de cette société.

Pour Breton (1995), la presse régionale réunionnaise pratique deux actes bien distincts qui sont l'acte informatif et l'acte argumentatif. L'acte informatif est fondé sur une « garantie » implicite donnée par son journaliste à son lectorat, que le réel qu'il transmet par le modèle informationnel qu'il a construit, est bien « *le réel que le lecteur verrait s'il en était*

*témoin* » (Breton, 1995, p 77). Dès que le journaliste quitte ce terrain informatif il est censé prévenir, et donc « *envoyer des signaux parallèles indiquant le niveau de contrat où il se situe témoignages/opinion* » (Breton, 1995, p 77). Le « reporter » (dénomination que Breton (1995) attribue au journaliste d'information pour le distinguer du journaliste d'opinion) est un « *témoin à la place de m'importe quel autre témoin* » (Breton, 1995, p 78), il doit donc respecter des règles, à la fois techniques et déontologiques, qui vont lui permettre d'assurer l'intégrité de l'événement. Le « *réel* » est mis en forme selon des codes communs tout au long de la « *chaîne communicative* », afin de préserver l'objectivité de l'information mais aussi pour éviter la possible interprétation par le lecteur. Ceci implique donc une mise en forme du réel très contrôlée où s'opère un processus de modélisation du réel. Cette modélisation implique : la sélection d'éléments jugés représentatifs, une réduction de l'univers de référence, et un usage codé de la langue. Souvent la crédibilité de l'événement est ramenée aux témoignages concordants de plusieurs observateurs des faits. L'information transmise par les médias serait donc une construction objective de la réalité tandis que l'acte argumentatif, consiste « à mettre en forme une opinion afin de la partager » (Breton, 1995, p 80).

Comparant le journalisme réunionnais au journalisme nord-américain, Gauthier définit ce premier comme une « *interpénétration du compte-rendu et de l'analyse* » (Gauthier, 1995, p 94). Ce mélange de l'acte informatif et argumentatif, distinguerait le journalisme réunionnais des autres formes journalistiques (francophones et nord-américains). Mais le discours informatif contenu dans les articles peut être compris universellement, tandis que le commentaire journalistique ne serait que compris par ceux qui connaissent la réalité régionale (Breton, 1995). Idelson (2006) rejoignant Gauthier (1995) explique que bien plus que de rendre compte, les journalistes réunionnais créent et structurent des faits, en y apportant des éléments analytiques. Les principaux types de ces éléments analytiques sont : des questions, des suppositions, des déductions, des évaluations, des explications, des extrapolations ou encore des attributions. Prenons par exemple l'utilisation de la forme interrogative en journalisme, bien qu'il existe des questions factuelles, qui ne servent qu'à introduire une information, les journalistes peuvent, en formulant des questions, problématiser un fait. (Gauthier, 1995)

En s'appuyant sur trois événements sociaux médiatisés par *Le Quotidien*, Idelson (2006) nous montre comment un quotidien réunionnais peut agir et se placer dans le débat public (en soutenant certains événements ou en minimisant d'autres). Le « *cadrage* », qu'exerce ainsi ce journal sur les événements sociaux, permet de mettre en évidence son positionnement en tant qu'« *acteur social local* », de ce journal mais aussi les autres titres de la PQR au sein de la société réunionnaise.

Il semblerait, donc que, le contenu et le rôle de la presse quotidienne régionale réunionnaise soit légèrement différent des « standards » français et nord-américains. La PQR à La Réunion ne refléterait pas simplement les événements mais a tendance à les analyser et les commenter, les influençant parfois. La PQR ne serait donc pas qu'un simple miroir mais un véritable acteur social. Cependant les études réalisées sur la presse quotidienne régionale à la Réunion, se sont, pour la plupart, focalisées sur des faits politiques ou des « *grands* » événements sociaux sans s'intéresser peu ou pas aux articles traitant de la vie quotidienne. Toujours est-il que l'acte informatif est toujours présent dans la presse quotidienne régionale réunionnaise.

Bien que le rôle et la place de la PQR soit légèrement différentes entre la métropole et La Réunion. Ce média semble que ce média donc nous permettra d'avoir un vue générale des conflits à la Réunion.

#### **4. L'analyse critique de la PQR**

Suite à cette présentation des résultats de nos recherches bibliographiques, nous sommes capables de réaliser une analyse critique de la source choisie pour recenser les conflits à La Réunion, afin d'en avoir un regard objectif dans le cadre de notre étude.

##### **Les intérêts de la PQR dans notre étude**

Les informations contenues dans la PQR nous permettront, dans le cadre d'ANDYCOTE, de matérialiser les conflits et d'accéder leurs mémoire (de les dater, les localiser, d'établir leurs historiques et d'identifier les acteurs).

De plus, la PQR joue aussi le rôle de thermomètre de la société car les événements rapportés par ce média correspondent à l'état d'esprit de la société (ses centres d'intérêts, ses inquiétudes...). Ainsi, souhaitant toucher un lectorat le plus important possible sur son territoire de diffusion, les thématiques traitées, dans la presse quotidienne régionale, sont représentatives de la « sensibilité régionale » de la société vivant dans cet espace, sans pour autant être exhaustifs. (Breton, 1999 ; Jeanneaux et Janichon, 2003)

Le dépouillement de la PQR doit être, selon Lefranc, un travail à visée qualitative et non quantitative.

##### **Les limites de la PQR dans notre étude**

Les limites de cette source d'informations dans ce travail de recherche sont nombreuses. On peut déjà noter que cette information est souvent hétérogène, partielle et partiale. En effet, il est impossible pour le journaliste ou les correspondants de rencontrer la totalité des personnes impliquées dans un conflit. D'ordinaire, l'information contenue dans les articles émane des principaux acteurs rencontrés. Cependant, le critère choisi pour déterminer l'importance des acteurs peut être très variable. En effet, l'importance d'une partie prenante du conflit peut être évaluée par sa capacité à prendre la parole ou encore par le « réseau » mis en place sur le territoire par le journaliste. Ainsi l'information contenue dans les articles est souvent partielles. Il donc nécessaire de recouper cette source à d'autres relatives aux situations conflictuelles afin d'avoir une vision la plus complète possible de ces conflits.

Comme nous l'avons précisé précédemment, l'information contenue dans les articles de la presse quotidienne régionale sont souvent de « deuxième main ». Ce qui entraîne souvent une falsification inconsciente de l'information. De plus, les journalistes et correspondants locaux sont susceptibles de subir des pressions locales ou de faire remonter des informations qui sont alors privilégiées.

De plus, la PQR, comme la presse nationale, ne pondère aucunement les informations publiées par des facteurs adéquats tels que nombre de personnes impliquées ou la durée des conflits. Il peut découler de cette situation une surexposition des uns ou une sous exposition des autres. En effet, suivant l'actualité où se déroule le conflit, celui-ci risque d'être surexposé s'il n'y a rien d'autre d'intéressant, ou sous exposé si l'actualité est abondante et plus intéressante.

Les informations contenues sont aussi à lourdes et considérables traiter.

L'analyse des articles issus dans les quotidiens régionaux de La Réunion requiert une attention particulière. En effet, comme nous l'ont démontré notre travail bibliographique, les journalistes réunionnais contrairement à leurs confrères de l'hexagone ont tendance à

« mélanger » l'acte informatif et argumentatif au sein de leurs écrits, et ainsi parfois à influencer le cours de événements et à devenir plus acteur social que simple « miroir ».

## Conclusion

Notre première hypothèse semble donc être confirmée par la synthèse bibliographique. En effet, la PQR reste, même à La Réunion, une source intéressante pour matérialiser et caractériser les conflits d'usage et de voisinage. En effet, ce média qui s'intéresse, tout particulièrement, à aux événements « anormaux et de proximité », est un des canaux, à travers lequel peuvent se « cristalliser » les « engagements » des acteurs impliqués dans conflit d'usage et de voisinage. Car comme vous l'avons vu auparavant le conflit est, communément perçu comme un « dysfonctionnement », le conflit est donc un phénomène anormal. De plus le conflit d'usage et de voisinage est par nature un conflit de proximité. La PQR a donc un double intérêt à s'intéresser aux conflits d'usage et de voisinage.

Cependant, si cette information transmise dans la PQR comporte certains biais, dont nous devons tenir compte lors de notre analyse, elle permet d'avoir une vision globale de conflictualité dans un territoire, tel que La Réunion. Malgré des renseignements contenus dans la PQR qui sont incomplets et non exhaustifs, cette source est intéressante pour un travail qualitatif plutôt que quantitatif. Le recoupement avec d'autre source d'informations est indispensable pour avoir une vision complète de la conflictualité sur un territoire. Mais la lourdeur de son traitement requiert une rigoureuse organisation afin de pouvoir prétendre en retirer des enseignements.

Le diagramme de données illustre la structure d'un système d'information pour le suivi des conflits. Les entités sont représentées par des rectangles et leurs attributs par des ovales. Les relations sont indiquées par des lignes reliant les entités, avec des cardinalités (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100) indiquant le nombre d'instances d'une entité qui peuvent être associées à une instance d'une autre entité.

**Entités et leurs attributs :**

- usages** (numauto13, id acteur, usage niv1, usage niv2, u precisions, andennete usage, periodicite)
- arguments** (numauto2, id acteur, argument niv1, argument niv2, arg precisions, position defendue, position propre, periode)
- P\_espace\_contestation** (numauto10, id Art C, libelle espace contest, code echelle espace support, code echelle contestation, somme)
- P\_parties** (id Article, journal, edition, date, titre, taille article, num page, date enrregistrement)
- INSEE** (CCM, INCM, CCM, STATUT, SUPERFICIE, POPULATION, CODE CANT, CODE ARR, CODE DEPT, NCM, DEPT, NCM, REG, NCM, REGION)
- C\_source\_norm** (numauto15, id conflit, code, loi, article, extrait)
- bien\_support\_conflit** (numauto8, id conflit, bien support, type bs niv1, type bs niv2, propriete 1, propriete 2, propriete 3)
- acteurs** (id acteur, date entretien, id conflit, id Art C, acteur niv1, acteur niv2, a precisions, C position affaire, P cateq acteur, DE statut, DE connaissance legislation, DE position legislation, DE moyen apaisement conflit, DE possibilite conciliation médiation, DE issue conflit, date enrregistrement)
- P\_mode\_actions** (numauto12, id Art C, id acteur, action, echelle action)
- DE\_observation\_autre\_acteur** (numauto5, id acteur source, id acteur sujet, commentaires usages acteur sujet, commentaires interets acteur sujet, commentaires\_evenements\_acteur\_sujet)
- localisation\_conflit** (numauto7, id conflit, id Art C, département, commune, lieu dit, INSEE CCM)
- zone\_etude** (libelle zone, département, commune, INSEE CCM)
- conflits** (id conflit, libelle conflit, objet niv1, objet niv2, obj\_precisions, lieu, suivi conflit, evenement declencheur, chronologie, date\_premieres\_manifest\_visibles, nature manifestations, dynamique, proximites geographiques, issue conflit, liste doc dispo, date enrregistrement, C num amet, C num pounoi, C date amet, C date pounoi, C libelle, C domaine requete niv1, C domaine requete niv2, C echelle qao, C juridiction, C chbre cour cass, C formation cour cass, C section conseil etat, C nature requete, C refere, C acte\_origine\_contenuieux, C date acte, C dispositif decision)
- lien\_conflits** (Numauto18, id conflit 1, id conflit 2, lien)
- DE\_evenements\_acteur** (numauto4, id acteur, id evenement, place ds action)
- DE\_evenements\_conflit** (id evenement, id conflit, id Art C, evenement, declencheur\_du\_conflit?, date, description, consequences evenement, date enrregistrement)
- DE\_residences\_acteur** (numauto6, id individu, departement, commune, INSEE CCM, date periode)
- DE\_individu** (id individu, sexe, annee naissance, situation familiale, nb enfants, cateq age enfants, residence enfants, activite\_prof\_conjoint, date enrregistrement)
- lien\_individu\_acteur** (id acteur, id individu, id ind acteur, individuel representant, nom structure representee, position\_ds\_structure, groupe appartenance, representation, date enrregistrement)
- RA\_espace\_interlocutoire** (id espace interlocutoire, num reunion, cadre reunion, objet reunion, departement, commune, date, nb participants, date enrregistrement)
- DE\_aucres\_activites** (numauto3, id individu, enqagement acteur conjoint, type enqagement, precisions, date\_periode, participants, membre bureau)
- DE\_activites\_prof** (numauto1, id individu, activite\_prof, ap date periode)
- RA\_position\_acteur** (numauto1, id espace interlocutoire, id individu acteur, position ds reunion)
- RA\_organismes\_reunion** (numauto16, id espace interlocutoire, organisme organisateur)
- enjeux** (numauto9, id conflit, statut, interets niv1, interets niv2)

## VI. ANNEXE 6 : LA SIMPLIFICATION DES CHAMPS

liste_element_declencheur		
N°	niveau 1	Code
1	Projet	Anticipation
5	Etude	
6	Décision administrative	
8	Enquête publique	
7	Dégradation d'un bien économique	Dommages constatés
9	Emission d'une pollution	
10	Accident	
2	Dégradation du cadre de vie	
3	Dégradation du milieu	Inconnu
4	Inconnu	
11	Service	Service

Champ1	OBJET - Niveau 1	
2	activité industrielle ou extractive non soumise à autorisation	Activités économiques
3	activité industrielle ou extractive soumise à autorisation (ICPE)	
6	agriculture / halieutique / foresterie	
5	activité service	
4	réhabilitation sites	Réhabilitation sites
7	infrastructures utilité publique	Décision publique
9	opération ou document d'urbanisme et aménagement	
8	gestion et préservation milieu naturel	gestion et préservation des milieux
10	voisinage	voisinage
1	accessibilité / servitude	accessibilité / servitude
11	divers	divers

cle	INTERET - Niv1
1	social
2	économique
3	environnemental
4	lie aux transports
5	lie aménagement urbanisme

Champ1	Bien support niveau 1
1	territoire artificialisé
2	territoire agricole
3	foret et milieu semi naturel
4	zone humide
5	surface en eau

liste_variable_acteur		
Champ1		
1	acteur agricole halieutique forestier cynégétique	Usagers économiques
2	acteur industriel	
3	acteur service marchand	
10	organisation professionnelle	
5	association	Association
6	autorité publique locale	Autorités
7	autorité publique nationale	
8	élu	
4	acteur service public	
9	expert	Experts
11	particulier	Particuliers
12	non renseigné	Non renseigné

cle	usage_niv1	
1	création infrastructures	Aménagement
2	production de services et exploitation d infrastructures	Usages productifs
3	production agricole halieutique forestière	
4	production industrielle	
5	usage récréatif touristique	Usage récréatif et touristique
6	usage résidentiel	Usage résidentiel
7	préservation gestion	Usage conservation
8	non usage	
9	autres	Autres
10	non renseigne	



Champ1	argument_niv1	
1	argumentation scientifique et technique	Argumentation scientifique et technique et socio économique
2	argumentation socio économique	
5	communication	Communication
6	qualité de vie	Qualité de vie
7	valeurs	Valeurs
8	respect de la loi réglementation	respect de la loi
3	référence droits privés du sol	
4	responsabilité	Responsabilité
9	autre	Autre
10	non renseigné	

Champ1	argument_niv1	
1	Action policière	Méthodes traditionnel : arbitrage
2	Arbitrage	
5	Recours contentieux	
6	Réglementation	
7	Domaine administratif	
8	Expertise	Modes alternatives de résolution des conflits : MARC
3	concertation	
4	Consultation	
9	Médiation	
10	Communication	Publicisation
11	Démonstration	
12	création association	Création association
13	Action technique	Action technique
14	Autre	Autre
15	Inconnu	Inconnu



POUTAREDY Odile, 2007, Analyse des conflits d'usage à travers la Presse quotidienne Régionale à la Réunion, 38 pages, mémoire de fin d'études, St Denis de la Réunion, 2007.

#### **STRUCTURE D'ACCUEIL ET INSTITUTIONS ASSOCIEES:**

- ♦ CIRAD : Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement

#### **ENCADRANTS :**

- ♦ Maître de stage : DARÉ William's (CIRAD)
- ♦ Tuteur pédagogique : JEANNEAUX Philippe

**OPTION : Agriculture Et Territoire**

### **RESUMÉ**

Le conflit est aujourd'hui un moyen pour les citoyens de revendiquer leurs participations aux décisions publiques concernant leur cadre de vie. Par cette caractéristique du conflit, celui semble pouvoir refléter les enjeux de la société. Pour vérifier cette hypothèse l'Ile de la Réunion semble être un terrain d'étude privilégié. En effet, ce territoire d'Outre-mer, de part ces caractéristiques intrinsèques (insularité, conditions naturelles difficiles et utilisation localisée et intensive par la population du territoire), semble un territoire polémogène de prédilection.

Afin de confirmer ou d'infirmer notre hypothèse de travail, il est nécessaire de mieux caractériser les conflits à la Réunion. Or, les conflits ne font pas l'objet d'un recensement exhaustif. Afin de pouvoir les matérialiser la Presse Quotidienne Régionale (PQR) semble être une source adéquate. Notre étude porte sur le dépouillement du Journal de l'Ile de la Réunion de l'année 2006 afin d'alimenter une base de données.

L'analyse des 445 articles collectés en 2006 et enregistrés dans la base de données Andycote permettent d'identifier 225 conflits et d'établir les caractéristiques générales de la conflictualité à la Réunion. L'étude de cas de trois conflits « médiatisés » permet ensuite d'approfondir et d'affiner ces traits de caractère.

L'analyse générale des conflits et les études de cas montre que les conflits d'usage se focalisent sur deux principaux enjeux auxquels doit faire face la société réunionnaise.

Cependant notre étude présente les limites suivantes : un dépouillement sur une année unique est trop court, une structure de la base de données en France construite à partir de premières études métropolitaines qui ne permet ni de traiter les dynamiques conflictuelles ni de descendre à une échelle infra-communale de localisation pertinente pour la Réunion, et donc réduit les interprétations possibles de nos résultats. Du fait de ces multiples limites, plusieurs suppositions restent pour l'instant en suspens notamment quant à la part de l'opposition Hauts / Bas dans la conflictualité réunionnaise.

---

#### **Mots clés :**

**Conflits d'usage, gouvernance, territoire, Ile de la Réunion, PQR, spécificités, localisation, base de données**